

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉPRESSION POLICIÈRE ET
VIOLENCE DE GENRE AU MEXIQUE,
LE CAS DE SAN SALVADOR ATENCO

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARIE-ÈVE FILTEAU

FÉVRIER 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord dédier ce mémoire aux onze femmes de Atenco qui, deux ans après la répression, mènent courageusement leur dénonciation malgré la peur et l'insécurité. Je salue leur détermination et leur combativité remarquable afin de briser le silence et défendre la cause des femmes mexicaines. Un remerciement tout spécial à Norma Jiménez, Mariana Selva, Trinidad Del Valle et Magdalena Garcia Duran qui sont extrêmement sollicitées et m'ont accordé un temps précieux.

Je veux offrir mes remerciements les plus sincères à mon directeur de maîtrise Julian Durazo-Herrmann qui, par son expertise et sa grande disponibilité, a pu me guider judicieusement tout au long de ce travail.

J'aimerais également remercier le Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, à Mexico qui m'a ouvert plusieurs portes lors de mon stage de recherche en me mettant en lien avec divers acteurs et événements pertinents pour mon travail.

Merci à ma famille et mes amies qui m'ont toujours encouragée dans la poursuite de mes études supérieures, particulièrement Claire Lemay et Stéphanie Sinaré pour leur appui technique.

J'aimerais également remercier Jean Viel, gestionnaire pour Ressources Humaines et Développement Social Canada, pour son ouverture et son grand soutien dans cette entreprise.

Un grand merci à Estela Aguilar et Roman Nolasko qui m'ont inspiré et partagé avec moi leur passion pour le Mexique.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	V
RÉSUMÉ.....	VI
INTRODUCTION	8
I. SAN SALVADOR ATENCO: CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE.....	13
INTRODUCTION	13
1.1 LE <i>SEXENIO</i> FOX	13
1.1.1 <i>Un bilan mitigé dans la promotion des Droits Humains</i>	14
1.2 LES ANTÉCÉDENTS AU CONFLIT DE MAI 2006	16
1.2.1 <i>Contexte socioculturel de San Salvador Atenco, État de Mexico</i>	16
1.2.2 <i>« Tierra sí, aviones no! » (La Terre oui, les avions non!)</i>	18
1.2.3 <i>L'instabilité politique de l'année 2006</i>	22
1.3 LA RÉPRESSION DU 3 ET 4 MAI 2006.....	27
1.3.1 <i>Le conflit des Fleuristes ambulants de Texcoco</i>	27
1.3.2 <i>Le déploiement de l'Opération Rescate</i>	29
1.3.3 <i>La sexualisation de la Torture</i>	32
1.3.4 <i>Bilan des événements deux ans après</i>	35
CONCLUSION	38

II. LA VIOLENCE SEXUELLE : TERREUR ET CONTRÔLE SOCIAL.....	41
INTRODUCTION	41
2.1 L'INTÉRÊT D'Étudier la violence de genre et San Salvador Atenco	41
2.2 REVUE DE LA DOCUMENTATION.....	46
2.2.1 <i>Recherches antérieures sur le sujet</i>	46
2.2.2 <i>Courant de recherche dominant</i>	51
2.3 CADRE THÉORIQUE, CONCEPTS ET HYPOTHÈSE	53
2.3.1 <i>La violence structurelle et indirecte</i>	53
2.3.2 <i>Le terrorisme sexuel, oppression et contrôle social</i>	57
2.3.3 <i>Terrorisme d'État et féminisation de la torture</i>	60
2.3.4 <i>Hypothèse</i>	66
CONCLUSION	67
III. SAN SALVADOR ATENCO : TORTURES SEXUELLES ET OPÉRATION CONTRE-	
INSURRECTIONNELLE	71
INTRODUCTION	71
3.1 LE TERRORISME D'ÉTAT ET LA FÉMINISATION DE LA TORTURE À SAN SALVADOR ATENCO	71
3.1.1 <i>L'opération Rescate : les mécanismes de la terreur</i>	72
3.1.2 <i>Féminisation de la torture et terrorisme sexuel à San Salvador Atenco</i>	85
3.2 L'ÉTAT, IMPUNITÉ ET VIOLENCE STRUCTURELLE ENVERS LES FEMMES.....	95
3.2.1 <i>Les obstacles rencontrés par les victimes dans le monde politique</i>	96
3.2.2 <i>Les obstacles rencontrés par les victimes dans le monde judiciaire</i>	102
CONCLUSION	111
CONCLUSION	118
BIBLIOGRAPHIE.....	127
ANNEXE 1 : CARTE DE L'ÉTAT DE MEXICO	135
ANNEXE 2 : ENTREVUES RÉALISÉES À MEXICO	136

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

EZLN	Armée Zapatiste de Libération Nationale
CCIODH	Commission Civile Internationale d'Observation pour les Droits Humains
CEJIL	Centre pour la Justice et le Droit International
CIDH	Commission Interaméricaine des Droits Humains
CNDH	Commission Nationale des Droits Humains
FEVIM	Bureau Spécialisé dans les Crimes liés à la Violence contre les Femmes
FPDT	Front des Peuples à la Défense de la Terre
INMUJERES	Institut national des femmes
PAN	Parti d'Action Nationale
PFP	Police fédérale préventive
PRD	Parti de la Révolution Démocratique
PRG	Bureau du procureur général de la République
PRI	Parti Révolutionnaire Institutionnel
PRODH :	Centre des droits humains Miguel Agustín Pro Juárez
SEDENA	Secrétariat de la défense nationale

RÉSUMÉ

Ce mémoire porte sur la répression policière survenue à San Salvador Atenco, une communauté située dans l'État de Mexico, et les violences sexuelles exercées envers les femmes, dans le cadre de cette opération. Dans la nuit du 3 au 4 mai 2006, environ 4000 policiers (fédéraux, provinciaux, municipaux) interviennent pour mater une manifestation dirigée par un mouvement paysan, le Front des Peuples pour la Défense de la Terre (FPDT). Au cours de cette opération, les forces policières procèdent à des détentions massives illégales. Lors du transport des détenues entre la communauté et le pénitencier de Santiguito de Almoloya, on rapporte que la majorité des femmes auraient été soumises à des tortures sexuelles, allant de la violence verbale sexuellement dénigrante à des viols répétés. Depuis, ces crimes sont demeurés impunis. Malgré les engagements du gouvernement du Parti d'Action Nationale de lutter contre la violence de genre, les femmes qui ont entrepris de réclamer justice se heurtent invariablement à une mentalité discriminatoire qui caractérise toujours les instances autant politiques que judiciaires.

Au moment où le Mexique entreprend sa démocratisation, comment expliquer que l'État puisse déployer une telle violence envers les femmes mexicaines? Les femmes militantes se sont-elles converties en une figure de dissidence? Ce mémoire a pour objectif de permettre une meilleure compréhension de la violence d'État envers les femmes et de l'impunité qui l'accompagne. Des chercheuses mexicaines expliquent que cette violence répond à un gouvernement patriarcal qui conçoit les femmes comme un butin de guerre. L'État s'en prend aux femmes pour symboliquement attaquer l'honneur des hommes et mener ainsi une guerre non déclarée contre les mouvements sociaux.

Nous proposons de compléter cette vision en privilégiant un autre angle d'analyse. Dans le cadre d'une opération contre-insurrectionnelle, l'État mexicain exploite la torture sexuelle de façon ponctuelle comme un instrument de contrôle social, d'oppression et de terrorisme sexuel pour soumettre les femmes et les communautés auxquelles elles appartiennent. La violence structurelle qui caractérise le discours et les interventions des autorités politiques et judiciaires est délibérément utilisée, de façon plus indirecte et subtile, par l'État mexicain comme une stratégie terroriste pour décourager, dénigrer et terroriser les femmes afin de les ramener dans la sphère privée.

Ce mémoire se veut une recherche qualitative. Il repose principalement sur des recherches féministes radicales anglo-saxonnes et mexicaines portant sur la violence envers les femmes et le sens à donner aux violences sexuelles. La recherche est complétée par des sources empiriques, en participant notamment au Forum itinérant *Mujeres, Violencia e impunidad* qui réunit des membres de la société civile et des chercheurs reliés à différentes institutions académiques mexicaines. Nous avons également mené des entrevues ouvertes auprès d'organisations de défense de droits humains, des avocates des femmes d'Atenco, des femmes qui furent victimes de violence à Atenco et des membres du FPDT.

Concepts-clé : Violence de genre/ Terrorisme d'État/ Terrorisme sexuel/ Femmes mexicaines/ Mouvements sociaux/ Sexualisation de la torture/ Violence structurelle patriarcale

INTRODUCTION

Le présent mémoire porte sur la répression policière qui eut lieu à San Salvador Atenco, une communauté située dans l'État de Mexico, et sur les violences sexuelles exercées envers les femmes, dans le cadre de cette opération. Aux petites heures du matin, le 4 mai 2006, à San Salvador Atenco, environ 4000 policiers interviennent pour mater une manifestation dirigée par un mouvement paysan¹. L'intervention s'est soldée par 207 arrestations, 2 morts, plusieurs blessés ainsi que de graves atteintes aux droits de la personne.² La Commission Nationale des Droits Humains (CNDH)³ du Mexique révèle d'ailleurs que 30 des 47 femmes détenues qui furent transportées vers la prison fédérale de Santiaguito de Almoloya auraient été victimes d'abus sexuels et de viols de la part des corps policiers.⁴ Le trajet qui prend habituellement 2 heures, entre la communauté et le pénitencier, dura ce jour-là de 4 à 6 heures⁵. Ce fut au cours de ce parcours que la majorité des femmes témoignent avoir été soumises à des tortures sexuelles.

Alors que le Mexique s'est engagé sur la voie de la démocratisation en approuvant, notamment, plusieurs lois et conventions contre la violence envers les femmes, dont l'une des lois les plus avancées contre le délit de féminicide⁶, comment expliquer qu'une opération de sécurité publique puisse déployer une telle violence envers les femmes mexicaines? Au moment où le Mexique devenait

¹ Le Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez (Centre Prodh). 2006. *Atenco : Estado de derecho a la medida*, p.17

² Le Centre Prodh, *Ibid*, p. 16

³ « Organe autonome financièrement mais sans une totale indépendance politique » Tiré de *Atenco : Estado de derecho a la medida*. p. 9

⁴ Emir Olivares et Gustavo Castillo, « Imputan a policías mas abusos contra detenidas », *La Jornada*, 14 mai 2006

⁵ Le Centre Prodh, *Ibid*, p. 10

⁶ Conférence de Aida Hernández Castillo, « Criminalización de la Dissidencia : Violencia de Género y Violencia de Estado », *Foro Itinerante Mujeres, Violencia e Impunidad*, à Mexico, 18 octobre 2007.

membre fondateur du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU⁷, en mai 2006, comment expliquer que les crimes exercés envers ces femmes jouissent toujours d'impunité? La femme qui milite dans l'espace public se serait-elle convertie en une figure subversive pour l'État mexicain? Fait-on face à un État terroriste et schizophrène qui, d'un côté, légitime son pouvoir par la tenue d'élections démocratiques et de l'autre, utilise le viol comme arme de répression politique, comme le pratiquaient les régimes dictatoriaux d'Amérique latine?

Ce mémoire a pour objectif de proposer quelques réponses à ces interrogations. La qualité de l'analyse sera assurée par le recours à des sources théoriques qui reposent principalement sur des recherches féministes radicales anglo-saxonnes et mexicaines portant sur la violence envers les femmes et le sens à donner aux violences sexuelles. Par le biais d'une analyse qualitative, nous explorerons notamment les concepts de violence sexuelle comme instrument de contrôle social et d'oppression, de terrorisme sexuel, de violence structurelle inhérente à l'idéologie patriarcale, de terrorisme d'État et de féminisation de la torture.

La recherche sera complétée par des sources empiriques, recueillies au Mexique, entre autres choses, en participant au Forum *Mujeres, violencia e impunidad*⁸ qui réunit des membres de la société civile et des chercheurs reliés à différentes institutions académiques dont l'Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire (INAH), l'Institut Technologique Autonome de Mexico (ITAM) et le Centre de Recherches et d'Études Supérieures en Anthropologie Sociale (CIESAS).

⁷ Nations Unies Conseil des droits de l'homme, « L'élection des 47 pays membres du nouveau conseil des droits de l'homme », http://www.aidh.org/ONU_GE/conseilddh/47membres.htm

⁸ [Traduction libre] : Forum Itinérant Femmes, Violence et Impunité.

Il faut aussi noter que l'intérêt d'analyser la violence de genre à San Salvador Atenco tient à la gravité des gestes posés dans un contexte alarmant pour la situation de la femme au Mexique et devant l'absence de progrès dans la lutte contre la violence de genre. De passage au Mexique, en juin 2005, Louise Arbour, alors haut-commissaire des Nations unies pour les Droits Humains, exprimait son inquiétude face à la violence extrême à laquelle sont exposées les femmes mexicaines et au fait que cette violence soit généralement tolérée par les autorités politiques et judiciaires⁹. Les féminicides de Ciudad Juárez où, selon les recherches de Diana Washington¹⁰, environ 432 femmes ont été assassinées selon un même modèle (enlèvement, viol, abandon du corps dans un lieu ouvert) sont demeurés non résolus et impunis, et s'étendent désormais à d'autres régions du Mexique¹¹.

Ces dernières années, la pratique d'agressions sexuelles par les forces policières envers des manifestantes et activistes politiques a également été observée en d'autres occasions. La Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains (CCIODH) signale notamment des abus sexuels qui ont eu lieu lors du Sommet de Guadalajara (2004), au cours de la grève étudiante de l'UNAM, à Ciudad Universitaria (1999) et envers la journaliste et militante féministe, Lydia Cacho (2005)¹².

Les observations du Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez (Centre Prodh) vont aussi en ce sens. San Salvador Atenco n'est pas un cas isolé. Selon son directeur général, Luis Arriaga : « Los abusos militares han sido

⁹ Liliana Alcantara et Natalia Gomez, « Viven mexicanas en violencia extrema : ONU », *El Universal*, jeudi 30 juin 2005.

¹⁰ Mariana Berlanga, « Las mujeres y el derecho a la vida », *Examen*, numéro 158, avril 2008, p. 73.

¹¹ Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains. 2006. *Informe preliminar sobre los hechos de Atenco, México, IV visita-29 de mayo a 4 de junio 2006*, Barcelone, p. 73.

¹² CCIODH, *Ibid.*, p.73

frecuentes en los operativos realizados durante el actual sexenio. Los agravios no son nuevos. Larga es la lista, por ejemplo, de mujeres indígenas violadas en las comunidades de Chiapas, Oaxaca, Guerrero, y Coahuila.»¹³ La particularité de l'opération menée à San Salvador Atenco repose cependant sur le caractère systématique des violences sexuelles exercées envers les femmes. Selon les conclusions tirées par le CCIODH et le Centre Prodh, les données obtenues par la CNDH sont partielles et pratiquement toutes les femmes durant l'opération ont souffert d'agressions sexuelles, allant d'une violence verbale sexuellement offensante à des viols répétés et d'une extrême violence.¹⁴ Ce qui ferait sans doute de San Salvador Atenco un cas emblématique de répression politique et de sexualisation de la torture.

Avant d'étudier le sens à donner à la violence de genre, il s'avère essentiel de comprendre les antécédents socio-politiques qui ont mené à la répression policière de San Salvador Atenco. Ce sera le sujet du premier chapitre de cet ouvrage. Le second chapitre présentera la revue de littérature et le cadre théorique auquel le mémoire fait appel, principalement dominés par des écrits féministes.

Le troisième chapitre sera une confrontation systématique du cadre théorique et des concepts privilégiés par ce mémoire (violence sexuelle comme instrument de contrôle social, d'oppression et de terrorisme sexuel, féminisation de la torture, la violence structurelle) aux données empiriques récoltées sur le terrain. Il s'agira d'analyser la violence sexuelle utilisée à San Salvador Atenco sous l'angle du terrorisme sexuel, faisant de cette opération un cas paradigmatique. Nous

¹³ [Traduction libre] : « Les abus militaires ont été fréquents dans les opérations réalisées par l'actuel mandat. Les offenses ne sont pas nouvelles. Longue est la liste, par exemple, de femmes indigènes violées dans les communautés du Chiapas, Oaxaca, Guerrero et Coahuila. » Conférence « Riesgos de la participación militar en tarea de seguridad pública », Foro *Mujeres, violencia, e impunidad*, Mexico, 24 avril 2008.

¹⁴ CCIODH, *Ibid.*, p.74

analyserons également l'expression de la violence structurelle dont furent victimes les femmes de San Salvador Atenco qui ont voulu dénoncer les abus de l'État et réclamer justice. Ces dernières se sont butées à une série d'obstacles liés à une mentalité sexiste et misogyne qui caractérise encore le monde politique et juridique mexicain et brime la lutte contre la violence envers les femmes et l'accession de ces dernières à un statut de citoyenne à part entière. Mais commençons d'abord par un survol du contexte socio-politique, marqué par la venue d'un nouveau régime, celui du Parti Action Nationale (PAN), qui a suscité au Mexique beaucoup d'espoir, suivi de désenchantement.

I.

SAN SALVADOR ATENCO: CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE

Introduction

Ce premier chapitre permet de mieux comprendre les conditions socio-politiques entourant le conflit de San Salvador Atenco qui culmina par une brutale répression, les 3 et 4 mai 2006. Seront abordés le bilan mitigé en matière de respect des droits humains du gouvernement de Vicente Fox, le controversé projet de construction d'aéroport international qui provoqua la mobilisation des populations locales autour du Front des Peuples pour la Défense de la Terre et le déroulement de l'opération policière *Rescate* qui mena à des abus excessifs contre la population, particulièrement envers les femmes, victimes de violences sexuelles.

1.1 Le *Sexenio* Fox¹

En l'an 2000, le Parti Action Nationale (PAN) conquiert le pouvoir en obtenant 43 % des votes lors des élections présidentielles. L'entrée en fonction du nouveau président, Vicente Fox, est un événement historique puisqu'il marque la fin de l'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) dans la politique fédérale mexicaine. Le PRI a effectivement dirigé le pays pendant 71 ans et a assuré sa pérennité grâce à la constitution de vastes réseaux d'intérêts caractérisés par la corruption, le clientélisme et le corporatisme. Le PRI gagnait la fidélité de larges secteurs de la population (travailleurs, paysans, organisations populaires) en employant différentes stratégies de négociations, pressions et gestion de conflit qui ont permis au pays de connaître une certaine stabilité politique. L'avènement du

¹ Un *Sexenio* signifie est un mandat de six ans.

PAN annonçait donc une nouvelle ère puisqu'il mettait fin au règne du PRI, un régime qualifié de « dictature parfaite » par l'écrivain Mario Vargas Llosa.²

1.1.1 Un bilan mitigé dans la promotion des Droits Humains

De stature imposante, Vicente Fox arrive au pouvoir avec un charisme populaire et l'image d'un homme travaillant et honnête. « Fox entró con el prestigio de que era un ranchero, un hombre de campo, un granjero, que iba honesto, trabajador y emprendedor.³ » Se présentant comme le candidat pour le changement, sa venue suscite beaucoup d'espoir en termes de démocratisation et de bonne gouvernance.

« El PRI es sinónimo de corrupción, de represión. Es sinónimo de manipulación de la realidad de las personas. Y creímos que con la llegada de una opción distinta, que era el PAN, habría un cambio. No significativo porque es un partido conservador y tradicional, pero pensamos que habría transformaciones a lo menos en los siguientes aspectos : primero, que hubiera honestidad en las finanzas públicas, y segundo, que hubiera un trato hacia la población que no sea represivo.⁴ »

Dès sa première année, Fox multiplie effectivement les activités entourant la promotion des droits humains. En guise d'exemple, il permet l'accessibilité à des millions de documents secrets provenant des archives gouvernementales et signe

² Vargas Llosa critiquait ainsi le régime mexicain, dans une entrevue pour le journal *Proceso*, le 8 septembre 1990 : « La dictature parfaite n'est ni le communisme, l'Union Soviétique ou Cuba, mais bien le Mexique, car il s'agit d'une dictature camouflée. » Felipe de Alba et Bernard Jouve, « Mexico entre flux globaux, transformations politiques et recherche d'une troisième voie » p.49.

³ [Traduction libre] : « Fox entra avec le prestige qu'il était un fermier, un homme de la campagne, un agriculteur honnête, travaillant et entreprenant. » Entrevue avec Enrique Gonzalez Ruiz, Coordonnateur du Programme des Droits Humains de l'Université Autonome de Mexico, à Mexico, le 27 mai 2008.

⁴ [Traduction libre] : « Le PRI est synonyme de corruption, de répression. Il est synonyme de la manipulation de la réalité des personnes. Et nous crûmes qu'avec l'arrivée du PAN, il y aurait un changement. Pas significatif parce que le PAN est un parti conservateur et traditionnel, mais nous pensions qu'il y aurait des transformations au moins pour ces aspects suivants : premièrement, qu'il y aurait de l'honnêteté dans les Finances Publiques et deuxièmement, qu'il y aurait un traitement qui ne soit pas répressif envers la population. » Entrevue avec Enrique Gonzalez Ruiz, Coordonnateur du Programme des Droits Humains de l'Université Nationale de Mexico, à Mexico, le 27 mai 2008.

également la Loi Fédérale de la Transparence pour tenter de mettre un terme à la culture du secret qui caractérisait le régime précédent.⁵

Cependant, Fox ne semble pas être à la hauteur de ses promesses. Deux initiatives importantes, avec lesquelles Fox capitalise en campagne électorale, ne donnent pas les résultats escomptés. Premièrement, en 2001, il crée le Bureau Spécial pour les Mouvements Sociaux et Politiques du Passé en promettant d'enquêter et de sanctionner les responsables des crimes perpétrés par le PRI lors des massacres étudiants du 2 octobre 1968 et du 10 juin 1971 et durant la Guerre Sale des années 1970 et 1980. Comme le rapporte Human Rights Watch : « Esta Fiscalía no consiguió ni una condena y ha logrado avances muy limitados en descubrir el destino de cientos de personas desaparecidas en los años '70.⁶ » Ce bureau est fermé en 2007.

Comme seconde initiative, Fox promet d'en finir avec les abus et la brutalité policière qui caractérisent les opérations de sécurité publique (l'usage de la torture, la pratique de détentions préventives). Cependant, cette déclaration d'intention n'a jamais porté fruit. Alors que le PAN prétendait faire la guerre à l'impunité, le Mexique connaît, durant le *sexenio* Fox, un bilan mitigé en matière de respect des droits humains. Entre 2000 et 2006, la répression gouvernementale envers les journalistes⁷, les défenseurs des droits humains⁸ et les mouvements sociaux⁹ paraît

⁵ Human Rights Watch. *La ambiciosa agenda de Fox en DD. HH. no logró sus objetivos principales*, en ligne, <http://hrw.org/spanish/docs/2006/05/17/mexico/3386.htm>, page consultée le 9 juillet 2008.

⁶ Human Rights Watch. *México: Continúa la impunidad de los delitos del pasado*, en ligne. <http://www.hrw.org/spanish/docs/2006/05/17/mexico/3386.htm>, page consultée le 9 juillet 2008.

⁷ Selon Reporters Sans Frontières, le Mexique est, en 2006, le 2^e pays le plus dangereux pour le métier de journaliste après l'Irak. De 2000 à 2007, on rapporte 40 assassinats de journalistes. Reporters Sans Frontières. *Cartels de la drogue, prédateurs de la liberté de presse*, en ligne, http://www.rsf.org/article.php3?id_article=21970, page consultée le 8 juillet 2008.

⁸ Durant cette période, on rapporte 34 cas d'attaques envers des défenseurs de droits humains, ce qui inclut des menaces, des attaques physiques, des disparitions et exécutions extrajudiciaires. En 2002, Digna Ochoa, une avocate spécialisée dans la défense des droits humains est assassinée par

connaître une recrudescence. La gestion du conflit entourant la création d'un nouvel aéroport international dans la région de San Salvador Atenco par le gouvernement fédéral l'illustre bien. Il en sera question dans la section suivante.

1.2 Les antécédents au conflit de mai 2006

1.2.1 Contexte socioculturel de San Salvador Atenco, État de Mexico

San Salvador Atenco est une petite municipalité de l'État de Mexico, État qui touche le District Fédéral, siège des pouvoirs fédéraux au Mexique (voir la carte en annexe). Comptant environ 35 000 habitants, cette communauté a la dimension d'un microcosme, par comparaison avec la population totale du Mexique qui s'élève, en 2005, à 103 263 388 habitants.¹⁰

San Salvador Atenco a aussi le profil des petites localités caractéristiques des pays dits du « Tiers-Monde » où se côtoient les modes de vie traditionnels et modernes. En déambulant dans les rues, on peut y croiser des hommes à cheval, des charrettes tirées par des bœufs et des motorisés. Dès qu'on s'éloigne de la place centrale où s'élèvent l'église, la mairie et le centre culturel, on découvre des chemins de terre et des paysages agricoles. La majorité des habitants de San Salvador Atenco sont d'ailleurs des *campesinos*, des paysans pratiquant une agriculture de subsistance et commerciale, principalement celle du maïs et des *frijoles* (fèves noires).

balles suite à son travail dans une affaire qui impliquait des militaires et des membres du Bureau du Procureur Général accusés de violations des droits humains. Les investigations entourant sa mort sont marquées d'irrégularités dont les conclusions controversées du Bureau du Procureur Général de Justice du District Fédéral qui prétendent au suicide. Centre Miguel Agustín Pro Juárez. 2006. « A general human rights assessment, 2000-2006 », *Focus*, bulletin 27, p. 7.

⁹ On rapporte 22 situations où le gouvernement fédéral a réprimé et criminalisé la dissidence. Centre Miguel Agustín Pro Juárez. 2006. « A general human rights assessment, 2000-2006 », *Focus*, bulletin 27, p. 7.

¹⁰ Institut National de Statistique et de Géographie, en ligne, <http://cuentame.inegi.org.mx/poblacion/habitantes.aspx?tema=P>, page consultée le 5 août 2008.

Communauté métissée, la population de San Salvador Atenco revendique une forte appartenance à la terre qu'elle associe à la *madre* (la mère) et une identité culturelle qui mélange des héritages espagnols et *mexicas*¹¹. D'ailleurs, chaque année, les habitants d'Atenco célèbrent l'anniversaire de la naissance du grand chef *mexica* Nezahualcōyōtl dont ils se considèrent les descendants :

« “Somos descendientes de Nezahualcōyōtl”, dicen los habitantes de Atenco. La sangre del coyote que ayuna, del tlatoani de la ciudad-estado de Tezucō (Texcoco), del hombre sabio que murió en 1472, corre en sus venas. En sus tierras, aseguran, vivieron las esposas, concubinas e hijos del poeta y monarca. El mito sostiene que sus restos están enterrados en la iglesia del poblado.¹² »

Il est important d'insister sur la réalité traditionnelle et communautaire de San Salvador Atenco puisque cette dimension fut complètement évacuée par le gouvernement Fox qui, pour des considérations financières, opta pour la région de Texcoco et San Salvador Atenco pour aller de l'avant avec le mégaprojet d'aéroport international, le projet le plus ambitieux du *sexenio* Fox.¹³ Comme l'affirme Trinidad Ramírez Del Valle, dirigeante actuelle du Front des Peuples à la Défense de la Terre (FPDT) : « Jamás se imaginaron que un pueblito, ese pedazo de patria... jamás imaginó el gobierno federal, el gobierno de Estado... que ese pedazo de patria se iba a levantar a una sola voz.¹⁴ »

¹¹ Groupe indigène appartenant à la grande famille culturelle náhuatl ou nahua.

¹² [Traduction libre] : « “ Nous sommes les descendants de Nezahualcōyōtl ” disent les habitants d'Atenco. Le sang du coyote qui jeûne, du seigneur de la cité-état de Tezucō (Texcoco), de l'homme sage qui mourut en 1472, court dans leurs veines. Dans leurs terres, assurent-ils, vécurent les épouses, concubines et fils du poète et monarque. Un mythe soutient que ses restes sont enterrés dans l'église de la localité. ». Luis Hernandez Navarro, « Atenco : los descendientes de Nezahualcōyōtl ». *La Jornada* (Mexico), mardi 29 avril 2008, p.15.

¹³ Qualifié par l'administration Fox de projet le plus ambitieux du XXI^e siècle. Cristina Alcalaya, *Atenco, el peso del poder y el contrapeso de la resistencia civil*, Mexico, Ed. Miguel Angel Porrua, 2002, p.50.

¹⁴ [Traduction libre] : « Jamais ils n'imaginèrent qu'une petite ville, ce petit morceau de patrie... jamais il ne s'imagina le gouvernement fédéral, le gouvernement d'État... que ce petit morceau de patrie allait se soulever d'une seule voix. ». Entrevue avec Trinidad Ramírez Del Valle, à Mexico, le 17 juin 2008.

1.2.2 « Tierra sí, aviones no! » (La Terre oui, les avions non!)

Le 22 octobre 2001, le gouvernement de Vicente Fox annonce officiellement l'expropriation de 5091 hectares de terres dans la région de Texcoco, dont 3700 hectares de terres communales de San Salvador Atenco pour construire un nouvel aéroport international qui répondrait à la demande croissante en transport et remédierait à l'obsolescence des installations aéroportuaire de la ville de Mexico. Le gouvernement offre alors aux paysans affectés une indemnité dérisoire de 7 pesos/m² pour les terres non irriguées¹⁵ et de 25 pesos/ m² pour les terres irriguées.¹⁶

Cette nouvelle était attendue anxieusement puisque le gouvernement étudiait également la possibilité d'instaurer ce nouvel aéroport à Tizayuca, dans l'État de Hidalgo. De plus, l'alternative Texcoco avait suscité l'opposition de plusieurs groupes écologistes et politiques, qui entrevoyaient les conséquences néfastes de ce projet sur l'environnement.¹⁷ L'aéroport mettrait effectivement en péril le caractère patrimonial de la région, la vallée de Texcoco étant le site de l'ancien lac Texcoco sur lequel les peuples *mexicas* avaient vécu. Il nuirait également à la conservation de la faune puisque la région est le refuge d'une centaine d'espèces d'oiseaux

¹⁵ En guise de comparaison, en 1992, dans la région de Puebla, on offrait 6 pesos/m² pour indemniser des paysans lors de l'expropriation de leurs terres pour la création de la Réserve Atlixcoyolt. Miguel Ángel Quintero Cedeño, *Ciudad, conflicto y cambio social*, Université Autonome de Puebla, 2005. Ces terres valent actuellement 500\$/m²- Arturo Manzano. 2008. « Privilegian comercios y viviendas residencial sobre aerias verdes », *El Sol de Puebla*, 9 juin.

¹⁶ Il s'agit d'une valeur approximative de 70¢ et 2,50 \$CD. Jorge Alonso, « Atenco : Machetes challenge Neoliberalism », *Revista Envio*, no. 253, en ligne, <http://www.envio.org.ni/articulo/1599>, page consultée le 5 août 2008.

¹⁷ Le PRD, qui gouvernait le D. F., s'y opposait pour un danger de contamination de l'air, ainsi que le Parti Vert Écologiste Mexicain, et plusieurs ONG nationales et internationales dont le Mouvement Écologiste Mexicain, le Centre Mexicain de Développement Environnemental, Bioética, Earth Voice, The Sierra Club, The National Rights Defense Council, The Environmental Defense Fund. Cristina Alcalaya, *Atenco, el peso del poder y el contrapeso de la resistencia civil*, Mexico, Ed. Miguel Angel Porrua, 2002, p.55.

migrateurs en provenance du Canada et des États-Unis, dont plusieurs espèces en voie d'extinction.¹⁸

Cependant, pour des raisons essentiellement économiques et financières – à 30 km de l'actuel aéroport international Benito Juárez, l'option Texcoco semblait la moins coûteuse – à cause du poids des investisseurs étrangers¹⁹, Fox fait fi de l'opposition et sans consulter les communautés concernées, il lance le projet dans la vallée de Texcoco. Comme le commente Édith Kuri Pineda :

« Cabe mencionar que todo el proceso decisorio sobre la sede aeroportuaria estuvo sellado por la arbitrariedad del gobierno federal dado que jamás consultó ni informó consistentemente a las comunidades afectadas sobre las implicaciones que la edificación aeroportuaria tenía.²⁰ »

Outre les questions de développement durable qu'elle soulève, la controverse autour de l'aéroport international prend également la dimension d'un conflit socio-politique entre les paysans touchés par le projet et le gouvernement fédéral.

Pour une communauté qui vit essentiellement au rythme de l'agriculture, le coup est dur et le mécontentement va bien au-delà des aspects monétaires. C'est tout un style de vie et une identité culturelle qui est menacée. Comme en témoigne Ignacio del Valle : « S'ils nous enlèvent ce territoire, ils nous enlèvent tout : nos traditions, nos coutumes. Comment pourrions-nous célébrer les récoltes si nous n'avons plus rien ?²¹ » Pour Édith Kuri Pineda, l'administration Fox a fait un bien

¹⁸ Selon Paul G. Irwin, de la Human Society, la région abrite 117 espèces d'oiseaux migrants. Cristina Alcalaya, *Atenco, el peso del poder y el contrapeso de la resistencia civil*, Mexico, Ed. Miguel Angel Porrúa, 2002, p.79.

¹⁹ Les investissements du capital privé s'élèvent à 75%, dont 49% appartenant à des intérêts étrangers. Edith Kuri Pineda, « San Salvador Atenco : una respuesta colectiva frente al despojo », p.2

²⁰ [Traduction libre] : « Il faut mentionner que tout le processus décisionnel sur le siège aéroportuaire fut scellé par le caractère arbitraire du gouvernement fédéral dû au fait que jamais il ne consulta ni n'informa de façon consistante les communautés affectées sur les implications à prévoir de l'édification de l'aéroport avait. » Edith Kuri Pineda, *Ibid.*, p.2

²¹ *Romper el Cerco*. 2006. Canal 6 et Promedios. México. 47 minutes. http://www.salonchingon.com/cinema/otra_canal6atenco.php?city=mx

mauvais calcul en croyant que des compensations financières seraient facilement acceptées d'une population qu'elle imaginait pauvre et sans instruction, vivant dans une « colonia de asentamientos irregulares²² » (quartiers irréguliers). Elle écrit :

« Su ignorancia, o mejor dicho su menosprecio, a la historia de resistencia existente en esta región mexicana, así como su falta de comprensión de una lógica construida socialmente a lo largo del tiempo donde la tierra está al margen de las directrices del mercado resultan evidentes (...).²³ »

Au cours des mois qui suivent l'annonce, la résistance civile s'organise et prend le nom de Front des Peuples pour la Défense de la Terre (FPDT) auquel adhèrent des habitants de treize communautés affectées par l'expropriation. L'organisation réunit des hommes, des femmes, des étudiants et des anciens, préoccupés par cet enjeu communautaire.²⁴ Puisant dans une forte tradition organisationnelle et une expérience historique dans la défense de la terre remontant au XIXe siècle,²⁵ San Salvador Atenco chapeaute le mouvement. Le FPDT multiplie les stratégies pour faire valoir ses revendications et annuler les 19 décrets d'expropriation en jumelant les démarches juridiques à l'action directe et collective. Devant la difficulté à établir un dialogue avec le gouvernement fédéral, le FPDT organise des marches vers les capitales (Toluca, capitale de l'État de Mexico, et Mexico, capitale nationale), le barrage de routes, des vigiles et barricades pour fermer l'entrée de la ville aux policiers et bulldozers. « Tierras sí, aviones no! » devient le slogan officiel de la mobilisation.

À la contestation, le gouvernement fédéral et celui de l'État de Mexico répondent par la répression et la criminalisation du mouvement, qualifiant les

²² Expression utilisée par Navarrete Prida, du Bureau de Justice de l'État de Mexico.- Edith Kuri Pineda, « San Salvador Atenco : una respuesta colectiva frente al despojo », p.3

²³ [Traduction libre] : « Son ignorance, ou plus exactement son mépris, de l'histoire de résistance existante dans cette région mexicaine, ainsi que son manque de compréhension d'une logique socialement construite à travers le temps où la terre est en marge des directives du marché s'avèrent évidentes (...) ». *Ibid.*, p. 3.

²⁴ Selon Trinidad Ramirez Del Valle, l'actuelle dirigeante du FPDT. Entrevue avec Trinidad Ramirez Del Valle, à Mexico, le 17 juin 2008.

²⁵ Thèse avancée par Lorenzo Meyer- Tiré du Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Atenco: Estado de derecho a la medida*, p.5

opposants au projet de *macheteros* (porteurs de machettes)²⁶ et de rebelles irrationnels et radicaux.²⁷ Par exemple, le 11 juillet 2002, alors que les adhérents du FPDT manifestent contre le gouverneur de l'État, Arturo Montiel, ces derniers sont durement réprimés. On rapporte un usage excessif de la force : coups de feu, gaz lacrymogènes, persécutions et détentions arbitraires sont de la partie. Plus de vingt paysans sont gravement blessés et quatorze membres du FPDT sont détenus dont le leader Ignacio Del Valle. Une situation qui, selon le Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, provoque l'insubordination des habitants qui en arrivent à la séquestration de fonctionnaires pour tenter d'obtenir la libération des *compañeros* emprisonnés.²⁸

Malgré le mépris des autorités politiques à l'égard des habitants de la région, le FPDT réussit à faire annuler le projet de construction d'un vaste aéroport international dans la Vallée de Texcoco. L'annonce officielle a lieu le 5 août 2002, dans le *Diario Oficial de la Federación*, après neuf mois d'intenses confrontations. Cette expérience permet également au FPDT de devenir, comme le propose Kuri Pineda, un véritable acteur collectif²⁹. Depuis sa constitution, le FPDT a participé à plusieurs luttes régionales en soutenant, par exemple, l'opposition à la construction d'un Wal Mart dans la localité de Teotihuacan, en 2004. Les activités du FPDT demeurent donc sous haute surveillance par les instances politiques, comme en témoignent les événements survenus en 2006.

²⁶ La machette est utilisée pour l'agriculture et non comme une arme. Elle est brandie comme un symbole de résistance.

²⁷ Edith Kuri Pineda, « San Salvador Atenco : una respuesta colectiva frente al despojo », p.3.

²⁸ Le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. Atenco : Estado de derecho a la medida, p.6.

²⁹ Edith Kuri Pineda, « San Salvador Atenco: una respuesta colectiva frente al despojo », p.5.

1.2.3 L'instabilité politique de l'année 2006

Le conflit entourant l'instauration d'un nouvel aéroport international dans la Vallée de Texcoco et la naissance du FPDT contribuent à préparer le terrain à la répression survenue en mai 2006, à San Salvador Atenco. Il est cependant utile de porter un regard sur les événements politiques qui se sont manifestés dans la même période pour mieux en saisir le contexte.

L'année 2006 est caractérisée par de fortes tensions sociales et politiques au Mexique et marquée, entre autres choses, par la campagne électorale présidentielle. Les élections du 2 juillet 2006 provoquent de grandes attentes puisque l'élection de Fox, en 2000, avait démontré que le Mexique avait bel et bien entamé une ouverture démocratique et que le scrutin n'était plus biaisé par un système dominé par le PRI³⁰. « L'arrivée au pouvoir du PAN, en 2000, a laissé entrevoir la possibilité d'une nouvelle alternative démocratique.³¹ »

Cette possible alternance politique pourrait bien appartenir, cette fois-ci, au Parti de la Révolution Démocratique (PRD), avec la montée en popularité de son candidat Andrés Manuel López Obrador. Ce dernier est donné favori par plusieurs sondages, tout près du candidat du PAN, Felipe Calderón, qui succède à Vicente Fox. La coalition de López Obrador *Por el Bien de Todos* (Pour le Bien de Tous) est un parti de centre gauche, nationaliste et interventionniste comparable à

³⁰ Une perception que les élections présidentielles de 2006 changeront puisque ces dernières ont connu plusieurs irrégularités quant au décompte des votes et à l'indépendance et l'impartialité de l'Institut Fédéral Électoral (IFE). Malgré une mince différence de 0,58% dans le résultat final entre Lopez Obrador et Calderón et les suspicions de fraude, la victoire de Calderón est proclamée par l'IFE alors que cette fonction appartient au Tribunal Électoral du Pouvoir Judiciaire Fédéral.

³¹ Émilie E. Joly. *Les élections présidentielles mexicaines : parodie électorale ou tragédie démocratique* – *Chroniques des Amériques*. No 26, en ligne, http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/auteur-oda.php3?id_auteur=555&lang=fr, page consultée le 21 juillet 2008.

Kirchner en Argentine et Lula au Brésil³². Les craintes et la nervosité que suscite la perspective d'une prise de pouvoir par López Obrador sont très bien illustrées par la campagne de peur menée dans les grands médias et orchestrée par le PAN. Campagne qui associe López Obrador à un danger pour le Mexique.

En parallèle à la campagne électorale présidentielle, depuis l'État du Chiapas, le sous-commandant Marcos³³ entreprend de créer un vaste mouvement de résistance et de solidarité appelé *La Otra Campaña* (L'Autre Campagne), pour proposer une alternative politique aux grands partis traditionnels du PRI, du PAN et du PRD, critiqués pour leur approche néolibérale. Bien que menée par l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), *La Otra Campaña* est un mouvement sans arme qui réunit plusieurs autres organisations sociales et politiques (étudiants, travailleurs, groupes de femmes, autochtones) et vise à établir une large concertation avec « les gens d'en bas »³⁴ en organisant une tournée nationale dans l'ensemble des États de la République mexicaine.

Le 25 avril 2006, dans le cadre de ce grand *recorrido* (parcours) national, le sous-commandant Marcos, considéré comme une figure subversive par le gouvernement fédéral, visite San Salvador Atenco. Son passage dans la région révèle l'association du FPDT à *La Otra Campaña* et son rapprochement du EZLN. Il importe de souligner que le Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez a rapporté plus de 15 événements répressifs reliés à *La Otra Campaña* dans

³² *Ibid.*, p.2.

³³ Personnage presque mythique au Mexique, avec sa cagoule et sa pipe, le sous-commandant Marcos est le principal dirigeant et porte-parole du EZLN, un groupe révolutionnaire du Chiapas. Il porte actuellement le nom de « délégué zéro » dans le cadre de *La Otra Campaña*.

³⁴ Expression utilisée par le sous-commandant Marcos pour désigner les « gens simples et humbles », ceux qui luttent en dehors des partis politiques, des institutions, contre le capitalisme. – Voir à ce sujet Claude Rioux, « Le Sous-commandant Marcos dénonce les crimes de la classe politique mexicaine », *RISAL : Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*, en ligne, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1832>, page consultée le 8 juillet 2008.

les États du Chiapas, Tabasco, Yucatán, du District Fédéral, Campeche et Quintana Roo.³⁵

Ces données sont importantes dans l'analyse du cas Atenco puisque les relations entre le EZLN et le gouvernement fédéral ont toujours été tendues. En février 1996, le gouvernement fédéral, une commission du pouvoir législatif comptant en son sein des députés et sénateurs de tous les partis (COCOPA) et des représentants du EZLN signent les Accords de San Andrés.³⁶ Ces accords jetaient les bases d'une nouvelle définition des relations entre l'État fédéral mexicain et les peuples indigènes en s'engageant à renouveler le fédéralisme afin qu'il inclue les droits culturels, économiques et politiques des communautés indigènes. Cependant, ces accords sont demeurés lettre morte, ce qui mit fin au dialogue entre le EZLN et l'exécutif fédéral, entre 1996 et 2000.

La venue de Vicente Fox et sa promesse de régler le conflit avec le Chiapas en « un quart d'heure » lors de son entrée en fonction, en décembre 2000, avait encouragé le EZLN à renouveler le dialogue avec le gouvernement.³⁷ Le 24 février 2001, le sous-commandant Marcos entreprend une vaste marche à travers douze États du Mexique au terme de laquelle le gouvernement devait avoir réalisé les conditions suivantes : libérer tous les prisonniers zapatistes, retirer l'armée de sept positions militaires au Chiapas et ratifier les Accords de San Andrés.³⁸ Une réforme constitutionnelle fut votée, en mars 2001. Cependant, elle altérait substantiellement le contenu des Accords de San Andrés ce qui fut reçu comme une insulte par les représentants du EZLN. Le dialogue était à nouveau rompu. La poursuite des

³⁵ Le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Atenco : Estado de derecho a la medida*, p.5.

³⁶ Bernard Duterme. 2004. « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas ». *Le Monde diplomatique*. Janvier, p.14.

³⁷ Ignacio Ramonet. (2003). « Marcos marche sur Mexico », *Manières de Voir*. No.69, juin-juillet, p. 36.

³⁸ Ignacio Ramonet. *Ibid.*, p.38.

incursions de groupes paramilitaires, dans les communautés du Chiapas favorables au zapatisme, a également contribué à nuire aux relations entre le EZLN et le gouvernement fédéral.³⁹

En 2006, la région de Oaxaca est également le théâtre de protestations sociales et d'actions répressives. Le 15 mai 2006, Jour de l'enseignant, une mobilisation de professeurs s'organise qui réclame une amélioration de leurs conditions salariales. Ce mouvement, composé principalement de femmes, fait connaître ses revendications en occupant le centre-ville de Oaxaca. Plutôt que de privilégier le dialogue, le gouverneur du PRI, Ulises Ruiz, envoie la police déloger violemment les manifestants. Comme le commente Cristina Oehmichen, « L'intention du gouvernement de l'État de mettre un terme au mouvement en utilisant la répression sauvage a radicalisé les enseignants qui, à partir de ce moment, exigèrent la destitution du gouverneur. ⁴⁰ »

Cet événement marque donc le début d'un conflit qui s'est prolongé tout au long de l'année 2006. Tout comme à San Salvador Atenco, le gouvernement fédéral intervient en faisant appel à la Police Préventive Fédérale en guise de soutien au gouverneur. Employant « le chantage politique », Ulises Ruiz négocie une alliance avec le PAN, ce parti ne possédant pas une majorité suffisante pour faire approuver ses projets au Congrès.⁴¹ Devant les abus du gouvernement local⁴², le mouvement

³⁹ Bernard Duterme. (2004). « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas ». *Le Monde Diplomatique*, janvier, p. 14.

⁴⁰ Cristina Oehmichen. 2008. « Corps et terreur : nouvelles formes de violences d'État au Mexique », p.7

⁴¹ Ana Ester Ceceña. *Mexique 2006 : entre la promesse et la tragédie – RISAL: Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*, en ligne, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1949>, page consultée le 8 juillet 2008.

⁴² Ulises Ruiz avait des antécédents d'actions répressives envers les mouvements sociaux et les médias de la région. Le Réseau des Organismes de Droits Humains de Oaxaca rapporte qu'il y eût plus de répression dans les six premiers mois de son mandat que dans les douze dernières années qui ont précédé son entrée au pouvoir. José Sotelo Marban, *Barricada de mi pueblo*. 2006, p.25.

prend de l'ampleur avec l'adhésion de larges pans de la société *oaxaqueña* (étudiants, groupes autochtones, syndicats, organisations de défense des droits humains) à la cause des enseignants. Pour contester l'autoritarisme et la légitimité du gouverneur, trois cent cinquante associations et organisations créent l'Assemblée populaire du Peuple de Oaxaca (APPO).⁴³

Depuis la constitution de l'APPO, en juin 2006, le gouverneur Ulises Ruiz entreprend une « répression brutale »⁴⁴ du mouvement. On lui reproche l'emploi de méthodes contre insurrectionnelles pour venir à bout de la mobilisation sociale dont l'appel à des groupes civils armés qui procèdent à des disparitions et assassinats extrajudiciaires.⁴⁵ Des attentats sont également rapportés contre la *Radio Universidad*, employée pour informer et mobiliser la population, et contre les résidences de leaders sociaux tels que Enrique Rueda Pacheco, secrétaire général de la section 22 du Syndicat national des travailleurs en éducation, Alejandro Cruz, de l'Organisation Indigène de Défense des Droits Humains de Oaxaca (OIDHO) et Flavio Sosa, l'un des dirigeants de l'APPO⁴⁶. La répression atteint son paroxysme en novembre 2006.

« A partir del 25 de noviembre de 2006, la respuesta a las demandas sociales por parte de los tres niveles de gobierno (municipal, estatal, federal) se basa en el hostigamiento a la sociedad civil para disuadir la de cualquier tipo de disidencia.⁴⁷ »

⁴³ Cristina Oehmichen, *loc. cit.*, p.7.

⁴⁴ José Sotelo Marban. *Barricada de mi pueblo*. 2006. p. 25.

⁴⁵ José Sotelo Marban. *Ibid.*, p. 25.

⁴⁶ Cristina Oehmichen, *loc. cit.*, p. 8.

⁴⁷ [Traduction libre] : « À partir du 25 novembre 2006, la réponse aux demandes sociales de la part des trois niveaux de gouvernements (municipal, d'État, et fédéral) se base sur le harcèlement de la société civile pour la dissuader de toutes formes de dissidence. » Comisión Civil Internacional de Observación por los Derechos Humanos. 2008. *Informe de la situación de los derechos humanos en Chiapas, Oaxaca y Atenco. VI visita*. Barcelone, p.190.

Au total, entre juin et décembre 2006, la répression fait 23 morts en relation avec l'APPO. Deux journalistes figurent parmi les victimes : l'un américain, Brad Will, et l'autre mexicain, Raúl Marcial Pérez. Cent quarante et une personnes sont arrêtées arbitrairement et détenues au Pénitencier San José del Ríncon, à Nayarit, une région extérieure à Oaxaca, occasionnant le déménagement et le déracinement communautaire des familles des prisonniers. L'utilisation de la torture et de la violence sexuelle envers les détenus est documentée par plusieurs organismes d'observation des droits humains.⁴⁸

1.3 La répression du 3 et 4 mai 2006

C'est sur cette toile de fond que surviennent les événements de Atenco, au printemps 2006. C'est cependant une mésentente qui peut paraître banale entre des fleuristes ambulants et la municipalité de Texcoco qui sera l'élément déclencheur d'une vaste opération policière contre la population et les membres du FPDT.

1.3.1 Le conflit des Fleuristes ambulants de Texcoco

En temps de récolte, traditionnellement, les producteurs de fleurs de la région s'installent aux abords du marché *Belisario Domínguez*, dans le centre de la municipalité de Texcoco, pour y vendre leurs produits. Cette tradition est subitement menacée par la décision du maire Higinio Martínez Miranda⁴⁹ de mettre de l'avant un programme de revitalisation du centre historique de Texcoco. Afin de poursuivre son programme « de reordenamiento urbano ⁵⁰ » (mise en ordre urbaine), le gouvernement municipal ordonne donc, en avril 2006, l'expulsion et la délocalisation de 1200 commerçants ambulants autour du marché. De ce nombre,

⁴⁸ Notamment, la Commission Civile Internationale d'Observation pour les Droits Humains, Human Rights Watch et Amnistie Internationale.

⁴⁹ Affilié au PRD.

⁵⁰ Rene Ramon, Javier Salinas, Gustavo Castillo, Roberto Gardeno, « Un muerto y decenas de heridos al enfrentarse ejidatarios y policías ». *La Jornada*, 4 mai 2006.

plusieurs producteurs et vendeurs de fleurs contestent la décision arbitraire du président municipal. On craint que le plan soit un prétexte pour nettoyer le centre des vendeurs informels et permettre l'établissement d'un centre commercial appartenant à la transnationale Wal Mart.⁵¹

Comme le souligne le Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, « es necesario remarcar que el gobierno municipal y estatal dieron a esta problemática un tratamiento de amenaza a la seguridad y no de asunto socioeconómico, de resolución política.⁵² » Effectivement, plusieurs affrontements successifs se produisent entre la municipalité et les fleuristes qui enveniment les relations entre ces deux acteurs. Par exemple, le 20 avril 2006, plus de 1000 policiers grenadiers, 150 policiers municipaux et 50 fonctionnaires entrent dans le marché *Belisario Domínguez* s'attaquant aux vendeurs, incluant des femmes et des vieillards.⁵³ Le maire Nazario Gutiérrez, qui succède à Martínez Miranda, fait également installer un détachement de policiers dans la zone habituellement occupée par les fleuristes ce que désapprouve les paysans qui s'opposent à la délocalisation. Rodolfo Cuéllar, dirigeant de l'opposition paysanne, fait alors appel au FPDT pour tenter d'initier des négociations avec les instances municipales. Une entente est passée entre la municipalité et les vendeurs. Ces derniers pourront réintégrer les abords du marché, sans dérangement. Rodolfo Cuéllar invite alors des membres du FPDT à assister à leur installation, le 3 mai suivant.⁵⁴

⁵¹ Selon les déclarations du sous-commandant Marcos, sur la Place des Trois Cultures, à Tlatelolco, dans le D.F., le 3 mai 2006. Hermann Bellinghausen et Erika Duarte, 2006. « Las tropas del ejército zapatista se declaran en alerta roja : Marcos ». *La Jornada*, 4 mai.

⁵² [Traduction libre] : « Il est nécessaire de souligner que les gouvernements municipal et provincial ont accordé à cette problématique le traitement de menace à la sécurité et non d'enjeu socioéconomique à résoudre. » Le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Atenco : Estado de derecho a la medida*, p.8.

⁵³ Le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, *Ibid.* p.8.

⁵⁴ Rene Ramon, Javier Salinas, Gustavo Castillo, Roberto Gardeno, « Un muerto y decenas de heridos al enfrentarse ejidatarios y policías ». *La Jornada*, 4 mai 2006

Cependant, malgré l'entente passée avec les autorités municipales, le matin du 3 mai, lorsque les vendeurs et membres du FPDT se présentent au marché de Texcoco, un contingent de 200 policiers, composé d'agents municipaux et provinciaux (*estatales*), fait un usage excessif de la force pour procéder à l'évacuation des fleuristes. Il s'ensuit alors une escalade de la violence qui culmine le 4 mai 2006, à San Salvador Atenco.

1.3.2 Le déploiement de l'Opération *Rescate*⁵⁵

Le 3 mai 2006, plus de 40 paysans, dont les principaux dirigeants du FPDT et du groupe de fleuristes,⁵⁶ sont poursuivis par les policiers. Le groupe d'opposants se réfugie alors dans la maison de Rodolfo Cuéllar, près du centre historique de Texcoco. Le siège de la résidence dure environ neuf heures. Depuis la maison de Rodolfo Cuéllar, Ignacio del Valle tente de rejoindre les responsables municipaux ainsi que le gouverneur de Mexico, Enrique Peña Nieto, pour leur demander de retirer les forces publiques et d'établir un dialogue⁵⁷. Selon le journal *La Jornada* : « En ese lapso ninguna autoridad se acercó o intervino para dialogar con los atrincherados; el dialogo nunca se estableció. »⁵⁸ Ignacio Del Valle lance également l'alerte aux habitants de San Salvador Atenco.

Munis de pierres, de bâtons et de machettes, des adhérents du FPDT et des commerçants de Texcoco sortent dans les rues pour tenir tête aux 300 policiers alors déployés. Cent cinquante personnes, principalement des habitants de San Salvador Atenco, bloquent la route Texcoco-Lechería, l'axe principal qui relie la

⁵⁵ Nom de l'opération policière du 3 et 4 mai 2006, à San Salvador Atenco.

⁵⁶ Dirigeants des fleuristes et du FPDT présents lors des événements: Patricia Romero, Ines Rodolfo, Rodolfo Cuéllar, Ignacio del Valle et Felipe Alvarez.

⁵⁷ Javier Salinas. (2006) « Golpizas a Ignacio del Valle y tras 40 personas ». *La Jornada*, 4 mai.

⁵⁸ [Traduction libre] : « Dans ce laps de temps, aucune autorité ne s'est approchée ou n'est intervenue pour dialoguer avec les personnes retranchées ; le dialogue ne s'est jamais établi. » Javier Salinas. (2006) « Golpizas a Ignacio del Valle y tras 40 personas ». *La Jornada*, 4 mai.

région au District Fédéral. L'après-midi de la même journée, les effectifs policiers augmentent et 500 policiers de la Police Préventive Fédérale s'ajoutent à la confrontation. Des armes à feu sont utilisées et un hélicoptère lance des gaz lacrymogènes sur la population pour tenter la réouverture de la route, mais en vain. Les affrontements se soldent par plusieurs blessés. Les dirigeants et paysans réfugiés dans la maison de Cuéllar sont arrêtés et brutalement battus. Des reporters et photographes subissent également des blessures de la part des forces policières.⁵⁹ On dénombre onze blessés chez les policiers. Douze agents des différents corps policiers sont pris en otage par des membres du FPDT qui réclament la libération de leurs leader et camarades.⁶⁰

Dans la nuit du 3 au 4 mai, des membres de *La Otra Campaña*, de passage dans la région, viennent se solidariser avec les paysans. Des caravanes de santé sont organisées pour venir en aide aux blessés. Mais, au matin du 4 mai 2006, la répression s'intensifie et prend une tournure plus dramatique. Ayant pour motif de rouvrir la route et de libérer des policiers retenus par des membres du FPDT, à l'*Auditorio* Emiliano Zapata, au centre de San Salvador Atenco, environ 4000 policiers de la Police Préventive Fédérale et de l'État de Mexico prennent d'assaut la petite communauté. Les entrées principales de la ville sont bouclées par des agents municipaux. Les policiers de la Police Préventive Fédérale, munis de matraques et de boucliers, agressent et détiennent tout ce qui se trouve sur leur passage.⁶¹ On rapporte également l'intrusion illégale dans des dizaines de maisons où surviennent des saccages et des vols par les policiers.

⁵⁹ Javier Salinas. 2006. « Golpizas a Ignacio del Valle y tras 40 personas ». *La Jornada*, 4 mai.

⁶⁰ Le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Atenco : Estado de derecho a la medida*, p.11.

⁶¹ Le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Violencia de Estado contra mujeres en México*. 2006, p.8

En moins de deux heures, les policiers ont libéré l'axe routier Texcoco-Lecheria et repris le contrôle de la communauté de San Salvador Atenco. Le bilan des opérations est lourd. Deux jeunes y perdent la vie. Javier Cortés Santiago, 14 ans, meurt suite au tir d'un policier, ce que nient les autorités politiques. Pourtant, les témoignages de policiers récoltés par le Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez affirment le contraire : « Fue un compañero nuestro el que disparó de manera directa ya que el niño lo estaba descubriendo que estaba escondido.⁶² » Alexis Benhumea, jeune étudiant de 20 ans, décède quant à lui d'une lésion cérébrale causée par des blessures subies lors de l'opération.⁶³

Durant les deux jours qu'a duré l'opération, plus de 200 personnes sont arrêtées sans mandat; parmi celles-ci figurent les principaux dirigeants du FPDT. Tous rapportent avoir été sauvagement battus et torturés. Cinq étrangers, dont quatre étudiantes, sont également expulsés illégalement du pays⁶⁴. La majorité des 47 femmes détenues, incluant les étudiantes étrangères, révèlent avoir souffert de viol et d'abus sexuels. La plupart des méfaits se déroulent dans les camionnettes des services policiers lors du transfert des détenus de San Salvador Atenco au Centre Pénal Santiaguito, à Almoloya de Juárez, dans l'État de Mexico.

⁶² [Traduction libre] : « C'est un de nos collègues qui à bout portant alors que l'enfant le découvrait, puisqu'il était caché. » *Ibid.*, p. 3.

⁶³ Alexis Benhumea a reçu une bombe de gaz lacrymogène lancée directement sur la population. Ces bombes sont habituellement projetées dans les airs pour éviter les blessures et permettre aux gaz de tomber sur la foule.

⁶⁴ Au Mexique, il est illégal pour les ressortissants étrangers de prendre part à des activités reliées à la politique interne du pays. Cependant, les étrangères furent rapidement expulsées alors qu'un juge leur avait accordé une protection légale. Ana Requena Aguilar. 2008. « Women's link presenta una querrela ante AN por la tortura sufrida por una española en México ». *Elmercuriodigital*, 25/01/2008.

1.3.3 La sexualisation de la Torture

Dans un rapport écrit pour le Comité contre la Torture des Nations Unies, le Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez estime que, dans ce conflit, la situation des femmes fut particulièrement difficile. Plusieurs détenues ont rapporté avoir été victimes de mauvais traitements physiques, de violences sexuelles, d'attouchements, de menaces de viol et de viol de la part des corps policiers présents à San Salvador Atenco.⁶⁵ Bien qu'officiellement la Commission National des Droits Humains du Mexique (CNDH) ait reçu les dénonciations d'agressions sexuelles de 30 des 47 femmes détenues⁶⁶, ce nombre pourrait être beaucoup plus élevé compte tenu de facteurs qui auraient poussé certaines femmes à ne pas parler tels que le sentiment de honte, les menaces de représailles et la méfiance qu'inspirent les institutions gouvernementales. Comme le formule Norma Jimenez, qui fut détenue et agressée lors de l'opération de Atenco : « Qué podemos esperar de una institución del gobierno que esta al mando de esos mismos que nos torturaron? ⁶⁷ » D'ailleurs, un seul homme a dénoncé avoir subi des agressions sexuelles, alors que le Comité contre la Torture et l'Impunité qui a suivi la majorité des détenus croit que ce nombre pourrait être beaucoup plus élevé.⁶⁸

Quoi qu'il en soit, nous savons que la majorité des femmes détenues durant cette opération ont relaté devant plusieurs instances non gouvernementales et gouvernementales avoir vécu différents types de violences sexuelles, physiques ou

⁶⁵ Le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Violencia de Estado contra mujeres en México*. 2006, p.2.

⁶⁶ Emir Olivares et Gustavo Castillo. 2006. « Imputan a policías mas abusos contra detenidas ». *La Jornada*, 14/05/2006.

⁶⁷ [Traduction libre] : « Que pouvons-nous attendre d'une institution du gouvernement qui est sous les ordres de ceux-là mêmes qui nous ont torturées? » Entrevue de Norma Jimenez, pour le documentaire *Un Llamado urgente para la justicia, la voz de las mujeres de Atenco*, produit par le Centre Prodh, 2008, Mexico.

⁶⁸ Entrevue avec Ricardo Loewe, directeur du Comité contre la torture et l'Impunité. Mexico. 14 mai 2008.

verbales, de la part des policiers. Pour le Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, il n'y a aucun doute qu'on assiste à la « sexualisation » de la torture au Mexique, que cette méthode fut employée systématiquement à l'encontre des femmes durant l'opération *Rescate*. Le centre se réfère à cette définition de la sexualisation de la torture :

« La invasión y la utilización del cuerpo de la mujer en condiciones de sometimiento físico y moral cuando son privadas de la libertad por las autoridades del estado, bajo los códigos de poder masculino y Estatal, constituyen una discriminación real por género y un acto de tortura y maltrato. Tienen la intencionalidad de denigrar, de causar daño contra ellas y contra el género al que pertenecen, contra la comunidad a la que representan (...) ⁶⁹ »

San Salvador Atenco n'est malheureusement pas un cas isolé. Comme le souligne l'anthropologue Aida Hernández Castillo:

« Según reportes de Amnistía Internacional, desde 1994 a la fecha se han documentado 60 agresiones sexuales contra mujeres indígenas y campesinas por parte de integrantes de las fuerzas armadas, sobre todo en los estados de Guerrero, Chiapas y Oaxaca (precisamente estados en donde hay una gran efervescencia organizativa). ⁷⁰ »

Dans la région de Oaxaca uniquement, durant le soulèvement populaire des enseignants, plusieurs ONG ont rapporté des épisodes répressifs caractérisés par l'utilisation de la violence sexuelle (viol ou menace de viol) envers les femmes du

⁶⁹ [Traduction libre] : « L'invasion et l'utilisation du corps de la femme en condition de soumission physique et morale alors qu'elles sont privées de liberté par les autorités de l'État, sous le code du pouvoir masculin et étatique, constituent une discrimination réelle de genre et un acte de torture. L'intention derrière ces actes est de dénigrer, de causer des blessures contre elles et le genre auquel elles appartiennent, et contre la communauté qu'elles représentent (...) ». Centre de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, Ac., « Violencia de estado contra mujeres en Mexico, El caso san Salvador Atenco, Rapport au CAT », Novembre 2006, p. 15

⁷⁰ [Traduction libre] : « Selon des rapports d'Amnistie Internationale, depuis 1994 jusqu'à aujourd'hui, on a documenté 60 cas d'agressions sexuelles contre des femmes indigènes et paysannes de la part de membres des forces armées, surtout dans les États de Guerrero, Chiapas et Oaxaca (précisément des États où il y a une grande effervescence organisationnelle). ». R. Aida Hernández Castillo. 2008. « Criminalización de la Dissidencia : Violencia de Género y Violencia de Estado » In *Foro Itinerante Mujeres, Violencia e Impunidad* (Mexico, 18 octobre 2007), p.1.

mouvement. Comme en témoigne la coordonnatrice de l'organisme Mujeres Oaxaqueñas: « Me dicen que la próxima vez me iban a detener nuevamente pero con una violación, para con pruebas estuviera hablando sobre la defensa de la mujer.⁷¹ » Le 14 juin 2006, alors que les policiers entrent dans la ville pour disperser les manifestants, plusieurs enseignantes se réfugient dans les écoles de la ville. Un témoin raconte :

« Pero en eso taparon las calles y estaban con los rifles, pero veíamos cómo entraban a sacar a las compañeras, que las agarraban de los cabellos y las iban arrastrando. Y ahí en la puerta de la escuela, frente a nosotros, les bajaron los pantalones a dos compañeras y ahí las violaron a las compañeras. Y lo que nos gritaban los policías : ‘ Ojale perras, griten como gritan en las marchas. Griten ahora. Y ustedes miren lo que les pasa a sus viejas’.⁷² »

Plusieurs autres viols ont aussi été documentés dans la région de Oaxaca, relatifs à un autre conflit, envers les femmes indigènes *Triquis* (un autre groupe indigène local). Plusieurs préfèrent ne pas dénoncer les abus : « para qué nos exponemos si a nadie castigan.⁷³ » Le viol, les menaces, les déplacements forcés, les assassinats et les disparitions sont le lot des femmes *Triquis*, comme le démontre la disparition, en juillet 2007, des jeunes sœurs Daniela et Virginia Ortiz

⁷¹ [Traduction libre] « Ils me disent que, la prochaine fois, ils me détiendront à nouveau et me violeront, pour que je puisse parler de la défense des femmes en connaissance de cause. ». Comisión Civil Internacional de Observación de Derechos Humanos. « Informe de la situación de los Derechos Humanos en Chiapas, Oaxaca y Atenco/ VI visita 2008 », Barcelone, p.228.

⁷² [Traduction libre] : « Ils fermèrent les rues et ils étaient armés de pistolets, mais nous voyions comment ils entraient pour sortir les camarades, qu'ils saisissaient par les cheveux et traînaient. De là, à la porte de l'école, face à nous, ils baissèrent les pantalons de deux camarades et là, ils les violèrent, les camarades. Et ce que les policiers nous criaient : « Chiennes, criez comme vous criez dans les marches. Criez maintenant. Et vous, regardez ce qui arrive à vos vieilles. » José Sotelo Marbán, *Barricada de mi pueblo, Oaxaca : Insurgencia civil y terrorismo de estado*, 4 octobre 2007, p. 225.

⁷³ [Traduction libre] : « Pourquoi nous exposer, si personne n'est puni. » Soledad Jarquin Edgar. 2008. « OSC realizarán jornada a un año de la desaparición de mujeres triquis », *Cimacnoticias-Periodismo con perspectiva de género*, en ligne, <http://www.cimacnoticias.com/site/08063003-OSC-realizaran-jorn.33756.0.html>, page consultée le 5 mai 2007.

Ramírez et le meurtre de deux animatrices de la Radio Copala, Felicitas Martínez et Theresa Bautista.⁷⁴

Dans une autre région, à Coahuila, le 11 juin 2006, trois femmes de Castaños sont violées par vingt soldats.⁷⁵ Puis, le scandale entourant la mort de Ernestina Ascensio Rosario, une femme *náhuatl* de 73 ans, violée par des soldats appartenant apparemment au 63^e bataillon d'Infanterie de la zone militaire Lencero, à Veracruz, s'est converti en exemple type de l'hypocrisie du gouvernement Calderón, en continuité avec Fox.⁷⁶ Alors que le certificat de décès confirmait que la dame présentait des traces de tortures et des déchirures au rectum, et en dépit de ce qu'elle avait confié à ses proches, l'administration Calderón allègue que la dame est morte suite aux complications d'une gastrite intestinale. Malheureusement, Ernestina Ascensio n'est qu'un cas parmi tant d'autres et des dizaines d'autres agressions similaires sont demeurées impunies.⁷⁷

1.3.4 Bilan des événements deux ans après

De la même manière, deux ans après la répression de San Salvador Atenco, aucune réparation pour les victimes n'a été effectuée et les responsables gouvernementaux impliqués dans le déploiement de l'opération jouissent toujours d'impunité. Enrique Peña Nieto, gouverneur de l'État de Mexico, attire davantage

⁷⁴ Soledad Jarquin Edgar. *Ibid.* p.2.

⁷⁵ Aída Hernández Castillo, Conférence « Criminalización de la Disidencia : Violencia de Género y Violencia de Estado », *Foro Mujeres, violencia e impunidad* », Mexico, 18 octobre 2007.

⁷⁶ Jenaro Villamil. *Ernestina Ascensio, la infamia . Proceso*, en ligne, www.proceso.com.mx/analisis_int.html?an=49519, page consultée le 5 mai 2007.

⁷⁷ CIMAC Noticias, une organisation mexicaine de journalisme et d'information offrant une perspective de genre. Elle a documenté plusieurs cas de violence sexuelle envers les femmes par les forces policières et militaires mexicaines. D'ailleurs, 1er août 2008, leurs bureaux furent envahis illégalement, leurs archives et ordinateurs volés. Consulter www.cimacnoticias.com

les journaux à potin avec l'histoire de ses conquêtes amoureuses.⁷⁸ Eduardo Medina Mora, qui était secrétaire de la sécurité publique, ayant autorité sur les activités de la Police Préventive Fédérale, a été nommé procureur général de la République. Wilfredo Robledo qui dirigeait à cette époque l'Agence de Sécurité publique de l'État de Mexico, travaille désormais pour l'un des hommes les plus riches de la planète, l'entrepreneur mexicain Carlos Slim⁷⁹. Puis, comme le remarque Cristina Oehmichen, la participation des corps policiers des trois niveaux de gouvernements (municipal, provincial et fédéral) a pour conséquence de mener à une « dilution de la responsabilité spécifique⁸⁰ » des agents impliqués dans les violations des droits humains.

Pendant ce temps, seize personnes sont toujours détenues, dont trois dans le Centre Pénal La Palma, un pénitencier à sécurité maximale, aux côtés de trafiquants de drogue et de criminels dangereux. Il s'agit des leaders du FPDT Ignacio Del Valle et Felipe Álvarez, ainsi que de l'avocat Héctor Galindo, tous condamnés à 67 ans de prison. América del Valle, la fille d'Ignacio del Valle et Trinidad Ramírez, vit toujours en exil puisqu'un mandat d'arrêt pèse sur elle, ce qui en ferait l'unique femme à la prison La Palma.⁸¹

Cependant, grâce à la détermination et au courage de militantes qui furent victimes de torture sexuelle le 4 mai 2006, et du soutien d'ONG telles que le Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, Amnistie Internationale Mexico et le Centre Contre la Torture et l'Impunité, les dénonciations se poursuivent qui, à défaut de mettre un terme à l'impunité, pourraient éventuellement mener à une

⁷⁸ Luis Hernandez Navarro, « Atenco : los descendientes de Nezahualcōyōtl », *La Jornada*, 29 avril 2008, p.15.

⁷⁹ *Ibid.*, p.15

⁸⁰ Cristina Oehmichen, « Corps et terreur : nouvelles formes de violence d'État au Mexique », p.6.

⁸¹ Arturo Cruz Barcenás. 2008. « Festejan en Atenco el 606 natalicio de Nezahualcōyōtl », *La Jornada*, 27/04/2008, p. 17a.

sensibilisation de l'opinion publique nationale et internationale.⁸² En Espagne, le 25 janvier 2008, l'étudiante catalane Cristina Valls, a présenté devant l'Audience Nationale espagnole, une poursuite pénale de son pays envers 140 personnes (des fonctionnaires, agents d'immigrations, policiers) pour leur responsabilité dans la torture, les abus sexuels et le viol dont elle fut victime à San Salvador Atenco, au nom du droit humanitaire international.⁸³ Comme le révèle l'une des avocates de Cristina Valls: « El objetivo de Cristina es que el proceso que empezó en España apoye la búsqueda de justicia en México; está claro lo que quiere : que se reconozca que hubo violación, tortura y que no fue un hecho aislado.⁸⁴ » Une initiative qui contribue à attirer l'attention de quelques médias espagnols et mexicains.⁸⁵

Au Mexique, encouragées par les démarches de Cristina Valls, et accompagnées du Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez et du Centre pour la Justice et le Droit International (CEJIL), Édith Rosales Gutiérrez, Mariana Selvas Gómez, Norma Jiménez et Bárbara Italia Méndez, ainsi que six autres femmes accusatrices qui préfèrent demeurer dans l'anonymat, ont présenté une plainte internationale à la Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH), à Washington. « Ante la falta de una respuesta adecuada y de una justicia

⁸² Des campagnes ont été organisées à travers le monde par Amnistie Internationale notamment en Allemagne, Italie, Espagne, États-Unis, Belgique dont plusieurs médias nationaux ont traité. Communiqué de presse « Amnistía Internacional : Comunidad global de defensores humanos por las mujeres de Atenco »

⁸³ Cristina Valls est représentée légalement par l'ONG Women's Link Worldwide. En 1985, l'Espagne s'est munie de la Loi Organique du Pouvoir Judiciaire qui déclare les tribunaux espagnols compétents pour enquêter et juger certains délits, dont celui de la torture, en vertu des Conventions internationales sur les droits humains que l'Espagne a signées. Comisión Civil Internacional por los Derechos Humanos. *Querella ante la Audiencia Nacional española por torturas sufridas en San Salvador Atenco*, en ligne, <http://cciodh.pangea.org/?q=es/es/node/123>, page consultée le 24 juillet 2008.

⁸⁴ [Traduction libre] : « L'objectif de Cristina est que le procès qui a commencé en Espagne appuie la recherche de justice au Mexique; c'est clair ce qu'elle veut; qu'on reconnaisse qu'il y eut un viol, de la torture et que ce ne fut pas un fait isolé. ». Javier Solinas Cesareo, « Apoya el FPDT reclamo de Cristina Valls por Atenco », *La Jornada*, 17 mai 2008.

⁸⁵ Les journaux *La Jornada*, *El Universal*, *Proceso*, *El Diario*, *La Vanguardia* en Espagne, *El Mercurio* au Chili ont, notamment, couvert les dénonciations.

integral donde se consignara a los responsables se presentó el caso de las mujeres que sufrieron graves violaciones a su integridad física y sexual en San Salvador Atenco⁸⁶ », soulignait Luis Arriaga en conférence de presse. Les résultats de cette requête ne sont pas encore connus, mais pour plusieurs femmes dénonciatrices, désillusionnées par un système qui perpétue et légitime la violence envers les femmes, l'intention est surtout de prouver qu'elles ne plieront pas devant l'État mexicain⁸⁷.

Conclusion

Qu'est-ce qui explique cette violence envers les femmes mexicaines dans la sphère publique? La femme « militante » qui montre sa résistance face à l'ordre établi serait-elle devenue un symbole de subversion? Le viol de ces femmes et l'impunité dont jouissent les policiers fautifs sont-ils un moyen pour le gouvernement mexicain de créer un climat de peur et « remettre à leur place » ces femmes mobilisées et les mouvements sociaux auxquels elles sont associées?

Ce sont les questions auxquelles les chapitres suivants sont dédiés. Après avoir étudié les antécédents socio-politiques menant à la répression policière de San Salvador Atenco qui donna lieu à un usage systématique de la torture sexuelle envers les femmes, le second chapitre présente la revue de littérature et le cadre théorique auquel le mémoire fait appel, principalement dominés par des écrits féministes. Il est question de la violence structurelle envers les femmes comme le conceptualisent les chercheuses Lisa S. Price, Marcela Lagarde et Marta Torres Falcon. Nous explorons également le terrorisme sexuel et la violence sexuelle

⁸⁶ [Traduction libre] « Face au manque d'une réponse adéquate et d'une justice intégrale où les responsables seraient consignés, il fut présenté le cas des femmes qui ont souffert de graves violations de leur intégrité physique et sexuelle à San Salvador Atenco. » Luis Luis Arriaga, 2008. « Conférence de presse à l'occasion de la remise d'une pétition au CIDH ». Mexico: Centre Miguel Agustín Pro Juárez. 29 avril.

⁸⁷ Opinions exprimées lors d'une conférence de Barbara Italia, Mariana Selva et Norma Jimenez, qui furent détenues et agressées à Atenco, à Mexico, 21 mai 2008

comme instrument de contrôle social tels que théorisés par Lisa S. Price, Jalna Hanmer, Claudia Card et Carole J. Sheffield. Le terrorisme d'État est abordé sous l'angle des travaux de Cristina Oehmichen, Villamil Uriarte et Manero Brito.



Figure 1.1 Paysage agricole de San Salvador Atenco
Photo Marie-Ève Filteau 2008



Figure 1.2 Murale de l'Auditorio Emiliano Zapata, San Salvador Atenco
Photo Marie-Ève Filleau, 2008



Figure 1.3 Membre du FPDT, San Salvador Atenco
15 juin 2008 Photo: Marie-Ève Filleau

II. LA VIOLENCE SEXUELLE : TERREUR ET CONTRÔLE SOCIAL

Introduction

Ce second chapitre permet d'explorer la revue de littérature et le cadre théorique féministe sur lesquels le mémoire s'appuie. Pour ce faire, nous examinerons la violence structurelle envers les femmes comme le conçoivent les chercheuses Lisa S. Price, Marcela Lagarde et Marta Torres Falcon. Le terrorisme sexuel et la violence sexuelle comme instrument de contrôle social seront étudiés avec les écrits de Lisa S. Price, Jalna Hanmer, Claudia Card et Carole J. Sheffield. Nous traiterons de terrorisme d'État et de féminisation de la torture à travers les travaux de Cristina Oehmichen, Villamil Uriarte, Manero Brito, Lucía Rayas et Ximena Bunster-Burotto.

2.1 L'intérêt d'étudier la violence de genre et San Salvador Atenco

L'intérêt d'analyser la violence envers les femmes lors de l'opération *Rescate* a très bien été évoqué par l'anthropologue Cristina Oehmichen qui considère que sur Atenco, « un rideau de silence » s'est tendu. Elle soulignait d'ailleurs que, contrairement à d'autres époques, la violence d'État contre les mouvements sociaux s'est particulièrement orientée à attaquer les femmes et à les agresser sexuellement.¹ Partageant cette même impression et préoccupées par la violence d'État envers les femmes militantes exprimée à Atenco et Oaxaca, les chercheuses Aida Hernández Castillo (CIESAS), Claudia Ytuarte-Núñez (ENAH), Eugenia Gutiérrez (UNAM) et Cristina Oehmichen (UNAM) organisent le Forum

¹ Propos tirés d'une correspondance.

Mujeres, Violencia e Impunidad : Diálogos entre la Academia y la Sociedad Civil.

Au cours des années 2007 et 2008, le Forum itinérant se déplace dans plusieurs universités et organisations du District Fédéral pour réfléchir à la réalité contemporaine de la femme mexicaine et à la violence d'État dont elles sont victimes. Le présent mémoire s'inscrit donc dans cette même démarche.

Cependant, le commentaire de Cristina Oehmichen soulève une interrogation. Le recours à la violence sexuelle envers les femmes par les forces policières et militaires mexicaines est-il un phénomène nouveau au Mexique? S'inscrit-il en rupture ou en continuité avec les méthodes employées par le PRI pour briser la dissidence sociale? Il est évidemment hasardeux d'affirmer que la violence envers les femmes et l'usage de la torture sexuelle soient caractéristiques du régime du PAN. D'abord, comme il fut mentionné dans le chapitre précédent, la vérité sur l'ampleur des atrocités commises envers les groupes de guérillas et contre les mouvements étudiants, entre les années 1960 et 1980, par le gouvernement fédéral mexicain n'a pas totalement été mise en lumière. De plus, les recherches qui privilégient une perspective de genre concernant les crimes du passé associés à la « Guerre Sale » sont également jeunes.

Néanmoins, les études récentes d'Adela Cedillo, historienne spécialisée sur la période de la Guerre Froide en Amérique latine, nous permettent de croire que l'utilisation de la violence sexuelle par les forces militaires et policières mexicaines contre les femmes militantes était déjà pratiquée entre 1962 et 1982². Selon Adela Cedillo, les femmes mexicaines ont joué un rôle actif dans le mouvement socialiste armé mexicain. En milieu rural, étant confinées à des rôles plus traditionnels, les femmes demeuraient dans les communautés et collaboraient à la lutte en tant que base de soutien. En milieu urbain, plusieurs femmes militaient activement au sein

² Conférence de Adela Cedillo, « Las mujeres ante el terror estatal en la época de la revuelta », Foro *Mujeres, Violencia e Impunidad*, Mexico, 22 mai 2008.

de groupes armés, comme *guérilleras*. Bien qu'elles aient joué des rôles distincts, ces femmes furent victimes des mêmes pratiques de terreur étatique et d'une violence dirigée spécifiquement contre leur condition de genre.

« Las comunidades campesinas identificadas como colaboradoras de los grupos guerrilleros fueron sujetas a un cerco militar. Las mujeres fueron convertidas en botín de guerra y se les sometió a torturas y violaciones sistemáticas. En algunos casos, multidiniaria (...) Cientos de madres sufrieron las ejecuciones o desapariciones forzadas de sus esposos y en algunos casos los militares les obligaron a tener relaciones sexuales con la falsa promesa de que éstos serían liberados. ³ »

Nous savons également que le conflit au Chiapas, de 1994 à 2000, pour ne traiter que de la période dominée par le PRI, a donné lieu à des abus de toutes sortes de la part de militaires et groupes paramilitaires financés par le PRI, contre la société civile et les femmes indigènes des communautés associées au mouvement zapatiste⁴. Selon Aída Hernandez Castillo, spécialisée dans la violence gouvernementale envers les femmes du Chiapas, « la violencia doméstica, la violación y el hostigamiento sexual, la tortura y hasta la muerte, son el precio que muchas mujeres han tenido que pagar en los últimos años por atreverse a participar abiertamente en la lucha política. ⁵ »

³ [Traduction libre] : « Les communautés paysannes identifiées comme collaboratrices des groupes guerrilleros furent sujettes à un siège militaire. Les femmes furent converties en butin de guerre et soumises à des tortures et viols systématiques. Dans certains cas, collectifs. Des centaines de femmes souffrirent les exécutions et disparitions forcées de leur époux. Et dans certains cas, les militaires les contraignèrent à avoir des relations sexuelles en échange de la fausse promesse qu'elles seraient libérées. Conférence de Adela Cedillo, « Las mujeres ante el terror estatal en la época de la revuelta », *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*, Mexico, 22 mai 2008.

⁴ Comisión Civil Internacional de Observación de Derechos Humanos, *Informe de la Situación de los Derechos Humanos en Chiapas, Oaxaca y Atenco- VI Visita*, Barcelone, 484 p. 2008.

⁵ [Traduction libre] : « La violence domestique, le viol et le harcèlement sexuel, la torture et jusqu'à la mort sont le prix que plusieurs femmes ont eu à payer ces dernières années pour avoir osé participer ouvertement à la lutte politique. » Aída Hernandez Castillo, « Construyendo la utopía : esperanzas y desafíos de las mujeres chiapanecas de frente al siglo XXI », *La Otra Palabra Mujeres y violencia en Chiapas, antes y después de Acteal*. Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, San Cristobal de las Casas, 1998, p. 128.

Le massacre d'Acteal est certainement l'expression la plus extrême de la violence et de la misogynie qui ont accompagné plusieurs interventions paramilitaires, au Chiapas. Le 22 décembre 1997, quarante-cinq personnes (17 femmes, 8 hommes, 14 jeunes filles, 4 enfants), membres de l'organisation civile *Las Abejas*, sont brutalement assassinées lors d'une incursion du groupe paramilitaire *Máscara Roja*.⁶ Les paramilitaires portent les armes de l'armée mexicaine. Le sordide et l'horreur sont à leur comble lorsque des paramilitaires reviennent sur les lieux, munis de machettes, trancher les seins de femmes assassinées et éviscérer les femmes enceintes pour tuer leurs enfants à venir. L'attaque fait également 17 blessés, en majorité des mineurs, et laisse de profonds traumatismes psychologiques dans la communauté de Chenalhó, où les événements eurent lieu. Selon la Commission Civile d'Observation des Droits Humains, à dix ans des événements, le cas de Acteal est non résolu puisque ses responsables « intellectuels », le président Ernesto Zedillo, l'armée mexicaine, le gouverneur du Chiapas de l'époque, Julio César Ruiz Ferro, demeurent impunis.⁷

À la lumière de ces épisodes de l'histoire contemporaine mexicaine, nous pouvons affirmer que l'utilisation de la violence sexuelle envers les femmes par les forces policières et militaires mexicaines n'est pas en soi un fait nouveau. Cependant, les événements de San Salvador Atenco et l'expression d'une violence systématique envers les femmes lors de l'opération *Rescate* méritent une attention particulière puisqu'ils surviennent sous un régime qui a multiplié, plus que tout autre gouvernement, des initiatives et engagements pour lutter contre la discrimination envers les femmes. En 2002, le gouvernement Fox a effectivement ratifié la Convention pour l'élimination de toutes les Formes de Discrimination contre les Femmes. Au niveau interne, en 2001, le gouvernement crée également

⁶ Comisión Civil Internacional de Observación de Derechos Humanos, *Informe de la Situación de los Derechos Humanos en Chiaps, Oaxaca y Atenco- VI Visita*, Barcelone, p. 114. 2008.

⁷ Comisión Civil Internacional de Observación de Derechos Humanos. *Ibid.* p.116

Inmujeres, l'Institut National des Femmes, ayant pour objectif la promotion des droits de la femme dans les politiques publiques.⁸ Le 16 février 2006, la Bureau du Procureur de la République crée la FEVIM, un bureau d'aide et de justice spécialisé dans les crimes contre les femmes, devant l'ampleur des féminicides de Ciudad Juarez, dans l'État du Chihuahua⁹.

La répression de San Salvador Atenco et la sexualisation de la torture à laquelle elle donna cours sont en conséquence une démonstration claire que la discrimination envers les femmes dans les actions gouvernementales n'a pu être éradiquée, en dépit des actions positives mises en place durant le *sexenio* Fox dans le domaine de la violence envers les femmes. Que cachent alors cette contradiction et ce manque de volonté réelle d'en finir avec la violence contre les femmes? Fait-on face à un État terroriste qui tente de briser la résistance par la torture? Les femmes présentes à San Salvador Atenco et dans les rues de Texcoco, en mai 2006, se sont-elles converties en une double figure subversive en tant que femmes qui manifestent dans l'espace public et comme adhérentes à des mouvements sociaux considérés comme radicaux par le gouvernement?

La revue de la documentation suivante fait état de ce qui fut écrit sur la violence d'État exercée envers les femmes à San Salvador Atenco et ailleurs en Amérique Latine. Des écrits qui témoignent d'une recherche de sens à donner à la violence de genre associée aux opérations de sécurité publique et qui peuvent nous offrir nos premières pistes de réflexion sur la question.

⁸ Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, *Violencia de Estado contra mujeres en Mexico*, Mexico. p 6.

⁹ Centre Prodh, *Ibid.*, p.6

2.2 Revue de la documentation

2.2.1 Recherches antérieures sur le sujet

Dans une perspective plus large, les événements de San Salvador Atenco rappellent les travaux de Theresa Caldeira. Dans un article intitulé *Challenges for Women's Movements and Democratization in Brazil*,¹⁰ Caldeira analyse les gains réalisés par le mouvement des femmes brésilien, depuis l'ouverture démocratique au Brésil, mais également les restrictions et discriminations auxquelles les femmes se heurtent dans le cadre d'une démocratie disjonctive (*disjunctive democracy*), une démocratie marquée par la délégitimation de son système de justice, la violation des droits civils et l'augmentation de la violence policière, des dimensions qui affectent directement les femmes¹¹.

Le texte de Theresa Caldeira est pertinent puisqu'il met en relief les obstacles rencontrés par les femmes brésiliennes dans leur lutte pour l'égalité dans un pays qui entame un processus de démocratisation, ce qui n'est pas sans rappeler la situation des femmes mexicaines présentes à San Salvador Atenco. Tout comme leurs homologues brésiliennes, les femmes de San Salvador Atenco semblent se frapper à un mur au moment de faire valoir le respect de leurs droits individuels. Comme en témoignent les détentions arbitraires et les violences sexuelles exercées envers les militantes, la démocratisation n'a toujours pas atteint le système juridique ni la sécurité publique. Des dimensions qui méritent notre attention.

Cependant, le texte de Theresa Caldeira analyse principalement le mouvement des femmes brésilien alors que le mouvement de San Salvador Atenco,

¹⁰ Theresa P. R. Caldeira, « Justice and Individual Rights: Challenges for Women's Movements and Democratization in Brazil », in *Women and Democracy: Latin America and Eastern and Central Europe*, Baltimore: The John Hopkins University Press, 1998.

¹¹ Theresa P. R. Caldeira, *Ibid.* p.76.

né du conflit entourant la construction d'un nouvel aéroport international, n'est pas en soi un mouvement de femmes, comme il fut mentionné au chapitre précédent. Il est toutefois intéressant d'analyser l'évolution de ce mouvement social, issu de la lutte pour la défense de la terre à San Salvador Atenco, afin de voir si les dénonciations qui ont suivi la répression auraient pu changer la nature du mouvement et la place des femmes au sein du FPDT. Puisque, comme le soutient Caldeira:

«In fact, if women's movement are contributing to democratization process, it is not so much because of women's ability to join institutionalized politics but because of their continuous capacity to create new spaces for articulation and mobilization and to provoke transformation that affect cultural patterns of inequality and authoritarianism embedded in everyday life.¹²»

Pour ce qui est des travaux portant plus précisément sur les violences sexuelles perpétrées par les corps policiers à San Salvador Atenco, plusieurs chercheurs et chercheuses mexicains se sont prononcés sur la question. Toutefois, leurs travaux sont essentiellement de nature journalistique. Premièrement, en mai 2006, Lydia Cacho fait paraître une lettre d'opinion dans le quotidien *La Jornada*, intitulée *La Violencia de Estado contra las mujeres*¹³. Lydia Cacho est journaliste et militante contre la violence envers les femmes et est célèbre pour son enquête qui dévoilait l'implication d'hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires mexicains dans un réseau international de pédophilie¹⁴. D'ailleurs, cette journaliste a elle-même subi les revers du système politique et judiciaire mexicain pour avoir « osé » dénoncer cette corruption et mis en lumière les ramifications de cette mafia. Lydia

¹² *Ibid.* p.75.

¹³ [Traduction libre] : « La violence d'État contre les femmes » Lydia Cacho, 2006, « La violencia de Estado contra las mujeres », *La Jornada* (Mexico), 18 mai 2006.

¹⁴ Plusieurs personnalités du monde politique et économique ont été ciblées : les hommes d'affaires Jean Succar Kuri, Kamel Nacif Borge, puis les politiciens Miguel Angel Yunes, Emilio Gamboa et le gouverneur de Puebla, Mario Marin, pour avoir tenté de couvrir Succar Kuri et Kamel Nacif Borge.

Cacho reçoit régulièrement des menaces de mort pour son travail. Il peut d'ailleurs être intéressant de faire des parallèles entre la violence qu'elle a subie en tant que journaliste et militante avec la répression exercée contre les femmes de San Salvador Atenco.

Dans la même veine, Aida Hernández Castillo publie deux articles sur Atenco en mai 2006 et 2007 : *Violencia de Estado, Violencia de género en Atenco*¹⁵ et *La Guerra sucia contra las Mujeres*¹⁶. Hernández Castillo étant spécialisée dans le mouvement des femmes zapatiste, l'intérêt de s'y référer réside dans sa compréhension de la violence de genre dans le cadre d'opérations contre-insurrectionnelles au Chiapas. Et finalement, dans le domaine de la psychologie sociale, Roberto Manero Brito et Raúl Villamil Uriarte ont publié ensemble une série d'articles pour la revue *El Cotidiano*, de l'Université Autonome Métropolitaine de Mexico dont *Notas sobre Violencia, Tortura, Terrorismo de Estado y Erotismo*¹⁷.

Dans leurs écrits, Lydia Cacho et Aida Hernández Castillo font toutes deux référence à l'utilisation du viol comme arme de guerre : s'en prendre aux corps des femmes pour attaquer symboliquement l'honneur des hommes. Pour Lydia Cacho : « Los policías siguieron los mismos patrones que durante siglos han perpetrado los cuerpos militares y policiacos : no importa si las mujeres irrumpen en el espacio público o se encuentran en sus hogares, deben ser violadas porque son el botín de

¹⁵ [Traduction libre] : « Violence d'État et violence de genre à Atenco » Aida Hernández Castillo, « Violencia de estado, violencia de género en Atenco », *Memoria: revista mensual de política y cultura*, juin 2006.

¹⁶ [Traduction libre] : « La Guerre sale contre les femmes. » Aida Hernandez Castillo. 2006. « La guerra sucia contra las mujeres ». Section *Ojarasca de La Jornada* (Mexico), No.121., 21 mai 2007.

¹⁷ [Traduction libre] : « Notes sur violence, torture, terrorisme d'État et érotisme. » Raul Villamil Uriarte et Roberto Manero Brito, « Notas sobre violencia, tortura, terrorismo de estado y erotismo », *El Cotidiano*, vol. 27, numéro 143 (2007).

guerra. »¹⁸ Dans un même ordre d'idées, Aida Hernández Castillo commentait ceci sur les événements de Atenco: « Los testimonios que han salido a la luz pública en las últimas semanas hablan de la forma específica que toma la violencia en los sistemas patriarcales, que siguen viendo a las mujeres como botines de guerra. »¹⁹

L'expression « butin de guerre », utilisée par le mouvement pour dénoncer les abus de l'État, n'a cependant pas plu à Norma Jiménez, étudiante et photographe, victime de Atenco: « Era el discurso de los compañeros: "violaron a nuestras mujeres", como si eramos una cosa... "Las tomaron como botín de guerra". Fue una tortura sexual, es lo mas fuerte²⁰. »

Afin de mieux comprendre ce phénomène et répondre au malaise de Norma Jiménez, il paraît essentiel de compléter l'analyse de Cacho et Hernández Castillo en étudiant les théories proposées par d'autres féministes, spécialistes de la question de la violence. Le livre de Lisa S. Price, *Feminist Framework : Building Theory On Violence Against Women*²¹, la publication dirigée par Jalna Hanmer, *Women, Violence, and Social Control*,²² l'article de Carole J. Sheffield²³ *Sexual Terrorism* :

¹⁸ [Traduction libre] : « Les policiers ont suivi les mêmes modèles qu'ont perpétrés, depuis des siècles, les corps militaires et policiers : peu importe que les femmes fassent irruption dans l'espace public ou se retrouvent dans leurs foyers, elles doivent être violées parce qu'elles sont le butin de guerre. » Lydia Cacho, 2006, « La violencia de Estado contra las mujeres », *La Jornada* (Mexico), 18 mai 2006. p.1.

¹⁹ [Traduction libre] : « Les témoignages qui ont été rendus publics dans les dernières semaines parlent de la forme spécifique que prend la violence dans les systèmes patriarcaux, qui continuent à voir les femmes comme butin de guerre. » Aida Hernandez Castillo, « Violencia de estado, violencia de género en Atenco », *Memoria: revista mensual de politica y cultura*, juin 2006, p. 6.

²⁰ [Traduction libre] : « C'était le discours de nos compagnons : "ils ont violé nos femmes", comme si nous étions des choses. "On vous a prises comme des butins de guerre". Ce fut de la torture sexuelle, c'est beaucoup plus fort. » Entrevue avec Norma Jimenez, à Mexico, le 18 juin 2008

²¹ Lisa S. Price, *Feminist Frameworks: Building Theory on Violence Against Women*. Halifax: Fernwood Publishing, 2005.

²² Jalna Hanmer, *Women, Violence and Social Control*, Atlantic Highlands : Humanities Press international, 1987

The Social Control of Women ainsi que les études de Ximena Bunster-Burotto, *Surviving Beyond Fear : Women and Torture in Latin America*²⁴, et Lucía Rayas²⁵, *Subyugar a la nación. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado*, nous semblent offrir des pistes prometteuses pour cette réflexion.

Pour ces chercheuses, les violences sexuelles envers les femmes se présentent comme des instruments d'oppression, de contrôle social et de « terrorisme sexuel ». Leur approche met davantage en relief les effets sociaux et psychologiques de l'usage de la violence masculine envers les femmes. Ximena Bunster-Burotto et Lucía Rayas font également ressortir que les États dictatoriaux d'Amérique Latine ont développé des méthodes de torture pour porter atteinte spécifiquement au corps et à la psyché féminine de femmes qui luttaien activement contre l'exploitation et l'oppression de leurs communautés. Pour compléter cette analyse, il paraît fondamental de se référer à des recherches féministes mexicaines dont les travaux de Marta Torres Falcón²⁶, Marcela Lagarde²⁷ et Mercedes Olivera²⁸.

²³ Carole J. Sheffield.1987. « Sexual Terrorism: The Social Control of Women. », In *Analyzing Gender: A Handbook of Social Science Research*, p. 171-89, Newbury Park: Sage Publications.

²⁴ Ximena Bunster-Burotto, "Surviving Beyond Fear: Women and Torture in Latin America". In *Women and Change in Latin America*. Massachusetts: Bergins and Garvey Publishers. p.297-325.

²⁵ [Traduction libre] : « Subjuguer la nation. Quand le corps féminin est territoire de la torture aux mains de l'État » Conférence de Lucia Rayas « Subyugar a la nación. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado », *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*, Mexico, 22 mai 2008.

²⁶ Marta Torres Falcon, « Violencia contra las mujeres y derechos humanos : aspectos teoricos y juridicos », In *Violencia contra las mujeres en contextos urbanos y rurales*, Sous la direction de Marta Torres Falcon, p.307-334, Mexico : El colegio de Mexico, 2004.

²⁷ Marcela Lagarde, « Violencia y Poder », *Los cautiverios de las mujeres : madresposas, monjas, putas, presas y locas*, Mexico : UNAM. 4^e Édition (2005). p. 257- 293

²⁸ Mercedes Olivera. « Acteal: Los efectos de la guerra de baja intensidad », In *La Otra Palabra mujeres y violencia en Chiapas, antes y despues de Acteal*. CIESAS, p. 114-124.

L'originalité de Lydia Cacho, de Hernández Castillo et Cristina Oehmichen est d'avoir observé que les femmes mobilisées et actives dans l'espace public semblent s'être converties en une nouvelle cible de la violence d'État au Mexique. Nous pouvons donc croire que San Salvador Atenco a été témoin de la manifestation de ces deux points de vue : l'usage de la torture sexuelle envers les militantes d'Atenco révèle que l'opération policière poursuivait une logique de terrorisme sexuel et de contrôle social dans le but de diffuser la terreur parmi ces femmes mobilisées et les mouvements sociaux auxquels elles appartiennent.

2.2.2 Courant de recherche dominant

Le courant de recherche principal de ce mémoire est celui des féministes dites radicales. Ce choix repose sur plusieurs raisons. D'abord, les études féministes, plus particulièrement le courant radical, offrent des alternatives de recherche qui correspondent davantage au quotidien et aux préoccupations des femmes. Comme l'affirme Lisa S. Price:

«Feminism is also a method of analysis, a standpoint, a way of looking at the world from the perspective of women. It questions government policies, popular culture, ways of doing and being and asks how women lives are affected by these ideological and institutional practices.²⁹»

En plus d'offrir une méthode d'analyse, les études féministes ont contribué à rendre visible l'oppression dont sont victimes les femmes et à élever celles-ci en tant que catégorie sociologique, longtemps négligée dans les études sociales et politiques.³⁰ Puisque, comme l'affirment Jalna Hanmer et Mary Maynard :

²⁹ Lisa S. Price, *Feminist Framework: Building Theory on Violence Against Women*. Halifax : Fernwood Publishing, 2005, p. 6.

³⁰ Francine Descarries, « Le projet féministe à l'aube du XXI^e siècle : un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens », *Cahiers de Recherche Sociologique*, no. 30, 1998, p. 17

« Conventional sociological practices have tended to marginalise women. »³¹ Les chercheuses féministes furent de plus les premières à affirmer que la violence pouvait être « genrée » et à étudier cet enjeu dans une perspective structurelle et politique. Selon Jalna Hanmer: « Current feminist research reveals, therefore, the existence of a complex social structure where power, inequality and oppression operate along socially-constructed gender lines. »³² Puis, comme l'avance également Lisa S. Price:

« In others words, there is a clear gender division between those who do violence and those who suffer it. This does not mean that women are inherently incapable of violence. (...) Rather, it means that when we look at statistics on rape, battering, child sexual abuse, pornography, prostitution, sexual harassment, stalking, sexual abuse or other forms of « personal » violence, (...) the perpetrators are men and the victims are women and girls. »³³

Il en est ainsi pour l'utilisation de la violence sexuelle par les forces policières, au Mexique. Dans le cas de Salvador Atenco, des observations du Comité contre la Torture et l'Impunité le confirment : plusieurs hommes ont également subi des sévices et des tortures³⁴. Les enfants ont aussi vécu les conséquences dramatiques de cette répression³⁵. Cependant, l'usage de la violence sexuelle a été dirigé particulièrement contre les femmes, faisant de San Salvador Atenco un cas emblématique de la sexualisation de la torture au Mexique. Ce qui place les femmes dans une situation de grande vulnérabilité, celles-ci vivant une

³¹ Jalna Hanmer et Mary Maynard, « Introduction : Violence and Gender Stratification », *Women, Violence and Social Control*, Atlantic Highlands : Humanities Press international, 1987, p. 1

³² Jalna Hanmer et Mary Maynard, « Introduction : Violence and Gender Stratification », *Women, Violence and Social Control*, Atlantic Highlands : Humanities Press international, 1987, p. 12

³³ Lisa S. Price, *Feminist frameworks: building theory on violence against women*. Halifax : Fernwood Publishing, 2005, p. 13.

³⁴ Information obtenue lors d'une entrevue avec le directeur du Comité contre la Torture et l'Impunité, Ricardo Loewe, Mexico, 14 mai 2008.

³⁵ Voir l'article de Eugenia Gutiérrez, *Mujeres y niños en la Barbarie de Atenco*, mai 2008, disponible sur <http://mujeresylasexta.org>.

double discrimination, de genre et de classe. Parfois même une triple discrimination en tant que femme indigène comme le cas de Magdalena Garcia Duran.³⁶

2.3 Cadre théorique, concepts et hypothèse

Comme il fut mentionné précédemment, ce mémoire a pour but d'analyser la violence envers les femmes à San Salvador Atenco dans une perspective principalement féministe radicale. Pour ce faire, plusieurs concepts seront explorés : la violence structurelle envers les femmes découlant du patriarcat et le terrorisme sexuel comme instrument de contrôle social et d'oppression. Il sera également analysé ce qu'on entend par terrorisme d'État et féminisation de la torture.

2.3.1 La violence structurelle et indirecte

Lisa S. Price aborde tout le débat sur la définition de la violence masculine, de ses origines et souligne son caractère idéologique et structurel. Elle présente les concepts fondamentaux à la compréhension de la violence envers les femmes. Il en ressort que la violence en tant que phénomène unitaire et politique, non biologique, et issue d'une construction sociale est commune à plusieurs théoriciennes. « The key is that women's experience of men's violence are collectivized and politicized. »³⁷

Lisa S. Price nous apprend que l'idéologie de la suprématie mâle- ou celle inhérente au patriarcat- contribue à reproduire la violence sexuelle envers les femmes de deux manières. La première agit de façon indirecte et subtile. Il s'agit de la violence structurelle envers les femmes générée par la naturalisation des

³⁶ Militante Mazahua pour les droits des peuples indigènes et mère de cinq enfants, Magdalena Garcia Duran fut détenue plusieurs mois arbitrairement, faussement accusée et violemment battue par les policiers lors cette opération policière.

³⁷ Lisa S. Price, *Feminist Frameworks: building theory on violence against women*. Halifax : Fernwood Publishing, 2005, p.15.

différences entre hommes et femmes (homme/ domination et femme/ subordination) et sur la supposition que la sphère publique est réservée aux hommes et la sphère privée aux femmes. Une structure de pouvoir réifiée comme naturelle et qui permet de masquer les origines sociales de l'oppression et de maintenir une fausse immuabilité. Le second moyen est plus direct et évident, il s'agit du terrorisme sexuel dont nous traiterons dans la section suivante.

Marta Torres Falcón, spécialiste mexicaine de la violence de genre, affirme aussi que la violence envers les femmes prend sa source dans les relations inégales inhérentes à une structure sociale hiérarchisée dont les relations de pouvoir asymétriques subordonnent les femmes. Tout acte de violence consolide cette hiérarchie et réaffirme la relation de pouvoir basée sur la différenciation de genre³⁸. Idée que partage également Marcela Lagarde pour qui le viol contribue à la reproduction culturelle des différences de genre et au renforcement des relations patriarcales entre hommes et femmes.³⁹ S'inspirant des recherches de Carole Pateman, l'originalité de Marta Torres Falcón demeure, quant à elle, dans sa critique de la philosophie politique du contrat social à la base de l'État moderne pour comprendre la violence envers les femmes et l'inefficacité des instances judiciaires et politiques pour intervenir contre ce phénomène, plus particulièrement au Mexique.

Pour Marta Torres Falcón, il faut remonter à Hobbes, Locke et Rousseau pour comprendre que les femmes n'ont jamais été considérées comme des sujets de droit à part entière, « égales » parmi les « égaux » et dotées de raison et d'une volonté propre. Conséquemment, elles ont été exclues du pacte social à la base de l'édification de l'État moderne, confinées à occuper l'espace privé, alors que le domaine public est réservé aux hommes. Cette exclusion imprègne encore

³⁸ Marta Torres Falcon, *op. cit.*, p. 307.

³⁹ Marcela Lagarde, *op. cit.*, p.261.

l'organisation sociale, politique et juridique mexicaine actuelle. Malgré les avancées au Mexique pour établir l'égalité juridique entre hommes et femmes et garantir les mêmes opportunités pour l'un et l'autre sexe, selon Torres Falcón, cela demeure un projet inachevé⁴⁰ :

«En efecto, las mujeres han sido reclusas en el espacio privado. Y en consecuencia, sus intereses siempre han estado subordinados a los que se considera realmente importante, que es lo que sucede en el ámbito público. (...) En contraposición al ámbito público, el de lo reconocido y valorado socialmente, el privado es el lugar de las idénticas, donde no se establecen diferencias sustanciales entre unas y otras. ⁴¹ »

Une condition qui pose des obstacles dans la lutte contre la violence envers les femmes puisque ces croyances sexistes continuent de teinter les programmes gouvernementaux et le système de justice mexicain. Quand bien même les conventions et instruments de droits internationaux signalent que la violence doit être sanctionnée tant dans la sphère privée que publique, et qu'il faille modifier les modèles socioculturelles qui conduisent à la violence, ces biais discriminatoires demeurent. Marta Torres Falcón en donne quelques exemples :

«En materia de violencia sexual, las mujeres que pretenden denunciar el delito enfrentan problemas de credibilidad, imposición de un examen médico antes de tomarles la declaración de los hechos, condiciones desventajosas para la realización del careo, y la falta de un abogado que las represente en el juicio. ⁴²»

⁴⁰ Marta Torres Falcon, *op. cit.*, p.308.

⁴¹ [Traduction libre] : « En effet, les femmes ont été recluses à l'espace privé. Et en conséquence, leurs intérêts ont toujours été subordonnés à ce qui était réellement considéré comme important, ce qui se produit dans l'espace public. En contrepartie à l'espace public, celui qui est reconnu et valorisé socialement, le privé est le lieu des identiques, où aucune différence substantielle n'est établi entre les unes et les autres. » Marta Torres Falcon, *Ibid.*, p.314

⁴² [Traduction libre] : « En matière de violence sexuelle, les femmes qui prétendent dénoncer un délit affrontent des problèmes de crédibilité, imposition d'un examen médical avant de prendre leur déposition des faits, conditions désavantageuses au moment de la confrontation des témoins, et le manque d'un avocat pour les représenter lors du jugement » Marta Torres Falcon, *Ibid.*, p. 330.

Jalna Hanmer le soulignait également dans son travail: « The reification of the public and the private is an ideology that explains and justifies the decriminalization of men's violence against women. »⁴³ L'État, à travers ses normes, ses lois, la définition des délits relatifs à la violence envers les femmes et l'intervention de ses agents (policiers, juges, fonctionnaires) peut contribuer à reproduire un ordre social patriarcal. Par exemple, en culpabilisant les femmes pour s'être retrouvées sur les lieux du crime, en omettant d'offrir une protection adéquate aux femmes au moment des dénonciations et, en minimisant les délits associés à la violence envers les femmes. La question de la définition du viol l'illustre bien. Carole Sheffield explique: « Traditional views of rape are shaped by male views of sexuality and by men's fear of being unjustly accused. »⁴⁴ Dans le même sens, Marcela Lagarde souligne qu'au Mexique, c'est l'État qui normalise juridiquement le contenu d'un viol et cette conception est souvent biaisée et désavantageuse pour les femmes, notamment lorsque la loi conçoit le viol comme devant impliquer nécessairement la pénétration vaginale par la force.⁴⁵

« La norma define que la vagina es y debe ser el espacio de la violación. Si no ocurre en ese espacio, pueden presentarse todos los otros elementos tipificados, pero no es violación: se considera estupro. La diferencia conceptual jurídica significa entre otras cosas, una penalización mucho menor al victimario, sólo por haber dañado a la mujer en una parte de su cuerpo no prescrita. »⁴⁶

Il va sans dire que cette notion a évolué dans les différentes législations mexicaines. Il est cependant pertinent d'examiner cette dimension afin d'expliquer,

⁴³ Jalna Hanmer, *op. cit.*, 1987, p.30.

⁴⁴ Carole J. Sheffield, *op. cit.*, p. 114.

⁴⁵ Marcela Lagarde, *op. cit.*, p. 263.

⁴⁶ [Traduction libre] : « La norme définit que le vagin est et doit être l'espace du viol. Si cela n'arrive pas dans cet espace, tous les éléments typifiés peuvent se présenter, mais ce n'est pas un viol : on le considère comme stupre (débauche ou luxure). La différence conceptuelle juridique signifie entre autres choses une pénalisation beaucoup moindre pour le coupable, d'avoir seulement endommagé (blessé) une partie de son corps qui n'est pas prescrite. » Marcela Lagarde, *op. cit.*, p. 263.

entre autres choses, l'impunité accordée aux policiers coupables à San Salvador Atenco et les différents obstacles auxquels se sont confrontées les victimes dans le système politique et judiciaire mexicain.

2.3.2 Le terrorisme sexuel, oppression et contrôle social

Les violences sexuelles envers les femmes sont reproduites par l'idéologie patriarcale par un second moyen, plus direct celui-ci, qui s'exprime par le terrorisme sexuel. Nous connaissons le terrorisme de groupes politiques et religieux fondamentalistes qui font sauter des véhicules, des édifices ou détournent des avions, en tuant des dizaines, et parfois des centaines de civils innocents dans le but de propager la terreur et de déstabiliser un ennemi précis. Les événements d'Oklahoma City, le 19 août 1995, du World Trade Centre, le 11 septembre 2001, de Bali, le 12 octobre 2002 et de Madrid, le 11 mars 2004, en sont les tristes démonstrations. Toutefois, comme l'explique Carole J. Sheffield, il y a un autre type de terrorisme qui envahi notre culture, si insidieux que nous avons appris à vivre avec : le terrorisme sexuel.

« Its target is females of all ages, races, and classes. It is the common characteristic of rape, wife battery, incest, pornography, harassment, and all forms of sexual violence. I call it sexual terrorism because it is a system by which males frighten and, by frightening, control and dominate females. ⁴⁷ »

Habituellement, toutes formes de terrorisme se fondent sur un prétexte, mais dans le cas du terrorisme sexuel, Sheffield explique: « the ideological underpinning of patriarchal power relationships serve as ample justification for violence against women. »⁴⁸ Dans le terrorisme sexuel, la peur générée par la violence est centrale : « Violence and its corollary, fear, serve to terrorize females and to maintain the patriarchal definition of woman's place »⁴⁹.

⁴⁷ Carole J. Sheffield, *op. cit.*, p.110.

⁴⁸ Lisa S. Price, *op. cit.*, p.27

⁴⁹ Carole J. Sheffield, *op. cit.*, p. 110.

Le terrorisme sexuel est repris en d'autres mots par les chercheuses qui ont contribué à la publication *Women, Violence and Social Control* dont Jalna Hanmer, Mary Maynard, Jill Radford et Caroline Ramazanoglu pour qui la violence, mais également la peur de la violence, limite la liberté des femmes. « It constrains what they can do, where they can go and with whom they can go. The threat of violence acts as a form of social control. »⁵⁰ L'usage de la violence sexuelle devient une forme de contrôle social et d'oppression.

Dans un article intitulé *Policing Male Violence-Policing Women*, Jill Radford examine la nature et l'étendue de la violence masculine envers les femmes et la réponse de la Police à cette dernière. Inspirée des résultats d'une recherche empirique menée dans un arrondissement de Londres, à Wandsworth, auprès de 314 femmes, de tous âges et toutes origines, Jill Radford en arrive à cette conclusion :

« The experience of these Wandsworth women demonstrate the ways in which the threat and reality of men's violence to women severely limits women's lives. They confirm the « circular spirale of violence » outlined by Hanmer and Saunders, which depicts the way women learn fear as a result of their own and other women's experiences and from the media, the press and police warnings (Hanmer and Saunder 1984). The fear of public violence results in the belief that home is the safest place. This discourages women from getting involved in social, political or even work activities. They become more dependant on individual men for protecting from men generally. »⁵¹

L'intérêt du texte de Radford, c'est qu'il met véritablement en lumière les conséquences psychologiques reliées à la peur provoquée par la violence envers les femmes, vécue de façon directe ou apprise par les témoignages de l'entourage ou à travers les messages véhiculés par les médias. Tout comme le terrorisme sexuel,

⁵⁰ Jill Radford, « Policing Male Violence-Policing Women », *Women, Violence and Social Control*, Atlantic Highlands: Humanities Press international, 1987, p.6.

⁵¹ Jill Radford, *op. cit.*, p. 32.

cette peur limite la liberté des femmes et permet au système de se reproduire, en incitant les femmes à demeurer dans l'espace privé, la place qui leur est culturellement et socialement assignée dans un système patriarcal. À la manière de Marta Torres Falcón, elle analyse également l'implication de la police et de l'État dans le maintien de cet ordre social :

« The failure to condemn men's violence legitimates violence as an acceptable means of controlling women. On the other hand, the role of the police is to protect the status quo which, as one of the women interviewed pointed out, "is white, male and middle-class". The police failure to provide an adequate response to men's violence is perfectly consistent with this role. ⁵² »

D'ailleurs, l'approche radicale se distingue des autres courants théoriques féministes pour avoir identifié la sexualité, le mariage, la famille mais également l'État comme « des lieux institutionnalisés de l'oppression des femmes ». ⁵³ « It is family which is the first line of defence of patriarchal power, the state is the last. » ⁵⁴

La violence sexuelle exercée envers les femmes agit donc comme un instrument de contrôle social et d'oppression. Cependant, plusieurs auteurs féministes identifient également la violence verbale, souvent à connotation sexuelle, comme pouvant poursuivre les mêmes finalités. Selon Marcela Lagarde : « A pesar de ser expresiones opuestas, tanto los gritos que los susurros, tienen la finalidad de someter por la voz y de aterrorizar, y lo consiguen. ⁵⁵ » Marcela Lagarde ajoute également que le viol s'accompagne souvent d'insultes et de paroles humiliantes et dévalorisantes pour la femme. Le violeur cherche à diminuer

⁵² Jill Radford, *op. cit.*, p. 41.

⁵³ Francine Descarries, « Le projet féministe à l'aube du XXI^e siècle: un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens », *Cahiers de Recherche Sociologique*, no. 30, p. 17.

⁵⁴ Jill Radford, *op. cit.*, p. 43.

⁵⁵ [Traduction libre] : « En dépit d'être de belles expressions, tant les cris que les murmures visent à soumettre par la voix et à terroriser, et ils y arrivent. » Marcela Lagarde, « Poder y Violencia », p. 272.

conceptuellement sa victime en portant atteinte non seulement à son corps mais aussi à sa subjectivité.

L'article de Caroline Ramazanoglu va également dans ce sens. Bien que traitant du sexisme dans les milieux académiques, il est révélateur pour sa contribution dans la définition et le sens à trouver aux insultes, aux regards concupiscent, aux rires méprisants, à l'intimidation et au harcèlement sexuel, présents dans les milieux universitaires, pourtant considérés comme libéraux. Moins pour sa critique des universités (et l'enquête date de plusieurs années) que pour son explication de la violence verbale, des rapprochements sont à faire avec les propos de Marcela Lagarde ainsi que ceux de Carole J. Sheffield qui abondent aussi dans la même direction : « Sexual terrorism includes non violent sexual intimidation and the threat of violence as well as overt sexual violence.⁵⁶ »

2.3.3 Terrorisme d'État et féminisation de la torture

En lien avec le terrorisme sexuel, ce mémoire a également pour but d'explorer davantage l'idée de terrorisme d'État. Selon Cristina Oehmichen, le terrorisme d'État « procure au gouvernement des méthodes illégitimes dans le dessein d'induire la peur dans une population civile déterminée pour achever ses objectifs sociaux, politiques et militaires, ou fomenter des comportements qui ne se produiraient pas autrement. »⁵⁷ Pour Villamil Uriarte, Manero Brito, Oehmichen et Hernández Castillo, l'opération de San Salvador Atenco démontre que l'État mexicain se comporte comme un État terroriste. Le viol fut employé par les forces policières comme une stratégie contre-insurrectionnelle et une arme de démobilisation sociale.

⁵⁶ Carole J. Sheffield, *op. cit.*, p. 112.

⁵⁷ Cristina Oehmichen, *loc cit.*, p.4.

Selon Mercedes Olivera, une opération contre-insurrectionnelle cherche à isoler politiquement une insurrection, à désorganiser et éliminer sa base sociale, et à terroriser l'ensemble de la population. Le recours à la détention arbitraire des principaux leaders d'un mouvement, à la propagande pour discréditer et « démoniser » ce mouvement, et à la torture contre ses militants sont considérés comme des stratégies contre insurrectionnelles⁵⁸. Pour Villamil Uriarte et Manero Brito :

« Dos formas simétricas dominan el sentido de la crueldad : la violación y el terrorismo de Estado. En ambas, las víctimas están construidas a golpes, a través de procedimiento de « demolición del yo », de meticulosos procedimientos de humillación psicológica, que han venido perfeccionados pacientemente desde hace más de sesenta años (...). Violación y terrorismo de Estado están íntimamente vinculados en las formas prácticamente institucionalizadas de la tortura. ⁵⁹»

Les propos de Villamil Uriarte et Manero Brito nous ramènent à deux phénomènes. Le viol comme instrument de torture et l'époque de la Guerre Froide, où les activités militaires et méthodes contre-insurrectionnelles ont été savamment perfectionnées par Washington et exportées dans les pays latino-américains dont les régimes politiques partageaient les mêmes visées idéologiques. La doctrine de sécurité nationale de cette époque préconisait la lutte contre la menace communiste et pour ce faire, la répression de tous citoyens pouvant être identifiés comme ennemi interne, le plus souvent des militants et intellectuels de gauche, membres de guérillas et d'organisations anti-impérialistes.⁶⁰

⁵⁸ Mercedes Olivera B. « Acteal: los efectos de la guerra de baja intensidad », p.115

⁵⁹ [Traduction libre] : « Deux formes symétriques dominant le sens de la cruauté : le viol et le terrorisme d'État. Dans les deux, les victimes sont construites à travers des coups et procédés de *démolition du moi*, de méticuleux procédés d'humiliation psychologique qui ont été perfectionnés patiemment depuis plus de soixante ans (...). Le viol et le terrorisme d'État sont intimement liés aux formes pratiquement institutionnalisées de la torture. » Raul Villamil Uriarte et Roberto Manero Brito, « Notas sobre violencia, tortura, terrorismo de estado y erotismo », *El Cotidiano*, vol. 27, numéro 143 (2007), p.20

⁶⁰ Lucia Rayas, « Subyugar a la nación. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado », *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*, Mexico, 22 mai 2008. p.2

Pour Lucía Rayas, la répression et l'assujettissement par la torture s'appliquaient à ceux que le régime avait désignés et construits idéologiquement comme « autres », une façon d'établir une déshumanisation des personnes jugées subversives, et identifiées comme des opposants politiques.⁶¹ Lucía Rayas souligne les différentes actions idéologiques utilisées par les gouvernements militaires pour marquer cette distanciation, nier l'autre comme son semblable et ainsi justifier sa destruction. La première opération est relative à la propagande exercée contre le groupe en résistance.

« Esto se hace, en primer lugar, mediante operaciones ideológicas y órdenes verticales para construir a las personas como “enemigo” o “traidora” o “terrorista”. En el caso de la jerga de los años de la Guerra Fría, se construyó al comunismo como una epidemia que había que erradicar...y sus agentes (cualquiera que se organizara con fines libertarios o democratizadores en ese medio de cerrazón política) como focos de infección.⁶² »

Au cours des détentions d'opposants, d'autres méthodes poursuivaient aussi les mêmes finalités. Par exemple, en couvrant le visage de la personne qui torture, en maintenant le détenu dans la saleté, en ne permettant pas qu'il puisse changer ses vêtements ou se laver, en le privant de nourriture, ces manœuvres menaient à la construction d'une image d'abjection.⁶³

Lucía Rayas et Ximena Bunster-Burotto ont également toutes deux travaillé sur la féminisation de la torture. Elles nous apprennent qu'à cette époque, au Salvador, mais aussi en Argentine, au Chili, en Uruguay, les régimes dictatoriaux, guidés par le savoir-faire états-unien, avaient mis au point des méthodes de torture

⁶¹ *Ibid.* p. 4.

⁶² [Traduction libre] : « Ceci se fait, en premier lieu, par le biais d'opérations idéologiques et d'ordres hiérarchiques pour construire les personnes comme “ennemi” ou “traître” ou “terroriste”. Dans le jargon des années de la Guerre Froide, le communisme fut construit comme une épidémie qu'il fallait éradiquer...et ses agents (n'importe quelle personne qui s'organisait pour des fins libertaires ou démocratiques dans ce milieu politique fermé) comme foyer d'infection. », *Ibid.*, p.5

⁶³ Lucía Rayas, *op. cit.* p.5.

spécifiquement schématisées et développées pour porter atteinte à l'intégrité physique et à la subjectivité des femmes : « The attempts to dominate and coerce women through terrorism and torture have become organized and systematically administered by the military state. The more generalized and diffused female sexual enslavement through the patriarchal state has been crystallized and physically literalized through the military state as torturer.⁶⁴ »

Quelques matrices communes ressortent de leurs recherches. La première est relative à la manipulation d'archétypes sociétaux et de stéréotypes par l'État qui torture. Les deux auteures font référence à la conception bipolaire des rôles assignés culturellement aux hommes et aux femmes dans un système patriarcal, qui s'apparente aux présomptions que l'espace public est réservé aux hommes et l'espace privé, aux femmes. Sans vouloir généraliser, Ximena-Burotto parle de la dichotomie machisme/marianisme sous-jacente à la socialisation des hommes et des femmes en Amérique Latine, amplifiée et exaltée par un État militaire. Tout comme Marta Torres Falcón, Lucía Rayas parle, quant à elle, de la dichotomie État/ Nation pour comprendre l'emploi de la violence sexuelle et de la torture contre les prisonnières politiques. Selon ces paradigmes idéologiques, l'État moderne est associé au monde masculin et est construit conformément aux droits des hommes. La nation est, quant à elle, davantage associée symboliquement à l'image d'une femme et à son rôle de reproduction et de gardienne de l'honneur :

« La nación por su parte se refiere a la dimensión de la reproducción y continuidad -tareas de mujeres- en los sentidos biológico, cultural y simbólico. La mujer/nación es la mujer que es tutelada por el estado. En nuestro caso, se trata de una mexicana apegada a las características de género del nacionalismo sobre el que se funda el estado-nación; una mujer que es depositaria de la « cultura nacional »⁶⁵.

⁶⁴ Ximena Bunster-Burotto, « Surviving Beyond Fear: women and Torture in Latin America », p. 297

⁶⁵ [Traduction libre] : « La nation de son côté se réfère à la dimension de la reproduction et de la continuité- tâches de femmes- dans le sens biologique, culturel et symbolique. La femme/nation

« Bunster-Burotto fait également référence aux schèmes culturels nationaux de machisme et marianisme pour comprendre la sexualisation de la torture. Selon l'auteure, « Machismo is obviously a Latin American manifestation of global patriarchy, whereby males enjoyed special privileges within the society and within the family and are considered superior to women.⁶⁶ » Le marianisme, de son côté, est inspiré du culte de la Vierge Marie, qui symbolise la maternité et la chasteté. « Latin American women are supposed to pattern their role as women after this perfect model inspired through pervasive Catholicism.⁶⁷ »

Dans le même sens, Marcela Lagarde écrit que la représentation mythique de la femme mexicaine subit l'influence de deux personnages antagoniques : une protagoniste, la Vierge (*la buena madre*) et une antagoniste, la Malinche, considérée par certains comme une femme violée, une victime consentante (*la chingada*)⁶⁸. Bunster-Burotto le souligne aussi. Le schéma patriarcal de madonne/putain transparaît aussi dans la torture et la violence envers les femmes. Une femme qui ne se plie pas aux rôles traditionnels est rapidement catégorisée comme putain. Le langage employé par les tortionnaires envers les femmes détenues suit ces préceptes. Pour Lucía Rayas, la femme qui ose défier l'ordre, rompre avec les exigences reliées à son identification à la nation et affronter l'État qui, en théorie, devrait la protéger, est châtiée et punie par ce même État⁶⁹.

Les techniques infligées aux hommes sont, de la même manière, appliquées aux femmes (coups, chocs électriques, simulation d'exécution pour augmenter

est la femme sous tutelle de l'État. Dans notre cas, il s'agit de la Mexicaine collée aux caractéristiques de genre du nationalisme sur lequel se fonde l'état-nation. Une femme qui est dépositaire de la culture nationale. » Conférence de Lucía Rayas, « Subyugar a la nación. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado », *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*, 20 mai 2008

⁶⁶ Ximena Bunster-Burotto, *op. cit.*, p. 299.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ La Malinche est une figure importante dans l'histoire et la culture mexicaine. D'origine indienne, peut-être *nahua*, elle fut l'interprète du conquérant Hernan Cortes et sa maîtresse au moment de la conquête espagnole. Marcela Lagarde, *op. cit.*, p. 257.

⁶⁹ Lucía Rayas, *op. cit.*, p.6.

l'anxiété, menaces de mort)⁷⁰. Cependant, conformément à la réalité culturelle décrite précédemment, il y a un modèle de torture distinct appliqué envers les femmes prisonnières politiques dans le but d'atteindre et de briser leur dignité⁷¹, en dirigeant les tourments vers des points vulnérables reliés au genre. Les témoignages recueillis par Rayas et Bunster-Burotto parlent de la violence sexuelle comme d'une caractéristique fondamentale de la féminisation de la torture. Parmi ces violences sont inclus les attouchements constants, l'utilisation d'un langage sexuellement offensant et le viol.

Ximena Bunster-Burotto révèle que d'autres pratiques caractérisent l'arrestation de femmes activistes politiques qui exacerbent la souffrance et le sentiment d'impuissance de ces dernières⁷². En agissant devant leurs enfants, en menaçant de disparition les membres de leur famille en échange d'aveux, en faisant irruption dans leur maison, le plus souvent au milieu de la nuit, un endroit qui symbolise la sécurité et la protection, en les agressant devant leur conjoint ou leur famille, les tortionnaires manipulent ce qu'il y a de plus « sacré » pour les femmes qui ont intériorisé leur rôle de mère protectrice. Selon Lucía Rayas, l'outrage qui se déroule en présence de la famille ou du partenaire, prend un sens particulier : « Éste adquiere un relieve especial porque supone que los presentes no pudieron protegerla, al tiempo que expone el honor de la pareja o la familia que imaginariamente la mujer porta.⁷³ »

Bunster-Burotto et Rayas ont effectué leurs recherches au Salvador, et dans les pays du Cône Sud qui ont vécu les régimes militaires dictatoriaux de l'époque

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Ximena Bunster-Burotto, *op. cit.*, p. 301.

⁷² *Ibid.*, p. 302.

⁷³ [Traduction libre] : « Cela acquiert un relief spécial parce que ceux qui étaient présents n'ont pas pu la protéger, au moment où elle exposait l'honneur du couple ou de la famille que la femme porte dans l'imaginaire. » Lucía Rayas, *op. cit.*, p. 7.

de la Guerre Froide. Le Mexique n'a pas échappé à cette réalité. La commémoration, en 2008, du massacre étudiant de Tlatelolco, survenu il y a 40 ans, nous rappelle le passé terroriste de l'État mexicain. Mais, plus récemment, les événements de San Salvador Atenco nous confirment que ce passé n'est pas si lointain.

2.3.4 Hypothèse

En s'inspirant des féministes radicales, nous pouvons avancer l'hypothèse suivante : les violences sexuelles exercées contre les femmes détenues de San Salvador Atenco et l'impunité accordée aux policiers fautifs démontrent que la violence envers les femmes, loin d'être neutre, est un phénomène politique. Premièrement, parce qu'elle est une atteinte à toutes les femmes, particulièrement aux femmes mobilisées et issues de communautés en résistance. En créant un climat de peur et de terreur, l'État mexicain exploite la torture sexuelle comme un instrument de contrôle social, d'oppression et de terrorisme sexuel pour rappeler aux femmes la place et le rôle qui leur est assigné dans le système patriarcal.

Nous pouvons également ajouter que ces violences sexuelles sont politiques puisqu'elles briment également les communautés et les mouvements dont sont originaires ces femmes. L'opération *Rescate* ayant pris des allures de guerre contre-insurrectionnelle, la femme qui milite, qui s'organise, et s'élève pour défendre les intérêts de sa communauté contre les politiques néolibérales et pour contester l'ordre établi est un symbole de dissidence, comme l'ont remarqué Oehmichen, Cacho et Hernández Castillo. S'en prendre aux femmes, c'est briser la base de soutien qu'elles constituent et tuer la possibilité de formuler un contre-discours qui propose une autre vision du développement et entreprend un véritable dialogue démocratique.

De plus, en faisant preuve de misogynie et d'un profond sexisme dans la sphère politique et judiciaire, et en faisant obstacle aux dénonciations menées par les femmes d'Atenco, l'État mexicain fait également usage de la violence structurelle comme une stratégie de terrorisme sexuel pour soumettre ces femmes par la peur, la culpabilisation et le dénigrement. L'État mexicain, bien que s'étant engagé au niveau international et national à sanctionner la violence et à éliminer les discriminations de genre, institutionnalise et légitime la violence envers les femmes et l'utilise pour maintenir la suprématie masculine et reproduire un ordre social inégalitaire.

Les femmes d'Atenco, comme celles du Salvador, de l'Argentine et du Chili, se sont donc heurtées à la même violence structurelle inhérente à l'idéologie patriarcale qui subordonne et réifie les femmes. Cependant, l'opération policière de San Salvador Atenco possède une dimension emblématique qui annonce un nouvel état des choses. À l'ère d'une soi-disant ouverture démocratique, l'État mexicain fait usage de méthodes illégitimes et terroristes, telle que la féminisation de la torture, dans le but de mieux contrôler les populations qui oseraient contester l'avancée néolibérale du capital sur leur territoire.

Conclusion

Le troisième et dernier chapitre de ce mémoire explore ces dimensions en abordant, premièrement, la violence sexuelle envers les femmes de San Salvador Atenco sous l'angle du terrorisme sexuel. Il sera l'occasion d'étudier les objectifs contre-insurrectionnels de l'opération *Rescate*, le viol devenant l'expression d'un État terroriste qui fait la guerre aux communautés et aux femmes qui résistent. La seconde partie du chapitre portera sur la violence structurelle envers les femmes qui ont entrepris de dénoncer les crimes perpétrés par l'État. Ces dernières se sont invariablement butées aux mentalités stéréotypées et machistes qui dominent toujours les milieux politique et judiciaire.

Pour compléter la recherche documentaire exposée dans le deuxième chapitre, le mémoire fait également appel à une recherche primaire effectuée sur le terrain, à Mexico, dans les journaux mexicains et auprès d'organisations indépendantes qui ont documenté les événements de San Salvador Atenco, l'usage de la torture et la violence envers les femmes. Ces organisations sont le Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, Amnistie Internationale Mexico, le Collectif contre la Torture et l'Impunité et la Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains.

Plusieurs entrevues ouvertes et non dirigées ont été réalisées auprès d'intervenants de ces différentes organisations, d'avocates qui défendent les dossiers de femmes qui furent agressées lors de l'opération policière, auprès de chercheurs universitaires qui ont étudié la question de San Salvador Atenco, de membres du FPDT dont Trinidad Del Valle, et auprès de femmes qui ont été victimes de la violence policière à Atenco, dont Norma Jiménez, Mariana Selva et Magdalena Garcia Duran (se référer à la liste des entrevues réalisées à l'annexe II).

Plusieurs sources sont également issues d'observations directes tirées des conférences présentées dans le cadre du Forum itinérant *Violencia, Mujeres e impunidad* et des activités de commémoration organisées à Mexico, en mai 2008, pour rappeler les abus de l'État mexicain et réclamer justice pour les femmes victimes de la violence d'État (manifestations, conférences de presse, présentation de documentaire, témoignages, réunions, visite à San Salvador Atenco).



Figure 2.1 Murale politique "Mexico 1er lieu de pauvreté et d'impunité" Photo Marie-Eve Filleau 2008



Figure 2.2 Conférence Género y violencia de Estado: la represión hacia mujeres militantes y guerrilleras, Forum Mujeres, Violencia e impunidad, 22 mai 2008 Photo Marie-Eve Filleau 2008



Figure 2.3 Manifestante pour Amnistie Internationale, Mexico



Figure 2.4 Campagne d'Amnistie Internationale Mexico "À deux ans de San Salvador Atenco, où sont les responsables?" 30 avril 2008 Photo Marie-Eve Filleau

III. SAN SALVADOR ATENCO : TORTURES SEXUELLES ET OPÉRATION CONTRE-INSURRECTIONNELLE

Introduction

Basé sur des données récoltées sur le terrain, ce dernier chapitre fait l'analyse de la violence sexuelle utilisée à San Salvador Atenco selon la perspective du terrorisme sexuel, faisant de cette opération un cas emblématique. Il sera l'occasion d'aborder les objectifs contre-insurrectionnels de l'opération *Rescate*, le viol devenant alors l'expression d'un État terroriste qui fait la guerre aux communautés qui résistent et aux femmes mobilisées. Ce chapitre analyse aussi la violence structurelle dont furent victimes les femmes agressées suite à l'opération policière de San Salvador Atenco, en 2006. Ces dernières ont rencontré une série de contraintes liées à une mentalité sexiste qui définit encore les milieux politique et juridique mexicains et empêche les femmes d'accéder à un statut de citoyennes à part entière.

3.1 Le terrorisme d'État et la féminisation de la torture à San Salvador Atenco

Quelles prétentions poursuivait l'État mexicain en déployant une opération policière d'une telle envergure à San Salvador Atenco? Plusieurs éléments nous indiquent qu'au nom du rétablissement de la paix, l'opération avait des visées politiques contre les sympathisants du FPDT et les femmes impliquées dans cette lutte. L'usage de méthodes illégitimes telles que les détentions massives illégales, la torture et le terrorisme sexuel sont d'ailleurs les évocations de la nature contre-insurrectionnelle de l'intervention policière. La première partie de ce chapitre étudiera d'ailleurs cette question de façon plus explicite.

Mais si le terrorisme d'État semble avoir été la stratégie appliquée de façon ponctuelle et directe pour briser la mobilisation sociale des femmes et des mouvements auxquels elles sont associées, la violence structurelle patriarcale qui imprègne toujours les mentalités des fonctionnaires de l'État, tant dans le milieu politique que judiciaire, semble s'inscrire dans la même logique terroriste, mais de façon plus subtile et indirecte. Son but est de décourager, culpabiliser et victimiser de nouveau les femmes qui oseraient dénoncer les abus de l'État mexicain. La seconde partie de ce chapitre sera d'ailleurs dédiée à cette dimension de la violence d'État contre les femmes de San Salvador Atenco.

3.1.1 L'opération *Rescate* : les mécanismes de la terreur

Mercedes Olivera nous apprend qu'une opération contre-insurrectionnelle cherche à isoler politiquement une insurrection en désorganisant sa base sociale par la répression des militants et de la communauté, par l'arrestation des principaux dirigeants et le recours à la propagande pour criminaliser le mouvement en question¹. En prenant connaissance des analyses politiques émises sur les événements et des témoignages recueillis par les organisations de défense des droits humains² et lors de notre séjour d'étude en mai et juin 2008, nous pouvons affirmer que San Salvador Atenco a été le témoin d'une opération contre-insurrectionnelle pour mettre un terme à la mobilisation socio-politique dans la région.

La disproportion de la violence utilisée dans l'opération policière à San Salvador Atenco par rapport à la menace que constituait le mouvement de résistance³ nous incite à penser que les objectifs poursuivis par l'intervention

¹ Mercedes Olivera B. « Acteal : los efectos de la guerra de baja intensidad », p.115.

² Principalement du Centre Prodh et du CCIODH.

³ Les chiffres diffusés par les observateurs et journalistes présents sur le terrain révèlent que le 4 mai 2006, il y aurait eu approximativement 4000 policiers vs. 300 civils qui se confrontaient dans les rues de San Salvador Atenco. C'est-à-dire, une proportion de 10 contre 1. – Centre Miguel

policrière allaient bien au-delà du « rétablissement de l'ordre et de l'État de droit⁴ », comme le clamaient les autorités politiques responsables. Les commentaires suivants de Norma Jiménez, détenue et agressée lors de l'opération, et le regard d'Ernesto López Portillo Vargas, spécialiste en sécurité publique confirment cette impression :

« Fue totalmente desbordante el operativo. Eran miles y miles de policías. Pasaban y se veía todo negro. Era aterrador. Tú querías correr y por todos lados llegaban y te cogían.⁵ »

« Lo que se observa es una intervención masiva donde se rompen todas las reglas posibles en materia de uso de la fuerza. Se observa la brutalidad policial. Un abuso donde hay intención de abuso de la fuerza. En un régimen autoritario, la policía se convierte en un representante precisamente del autoritarismo y de la arbitrariedad. Los hechos de Atenco muestran una policía de tipo autoritaria, que a su vez representa a actores políticos, instituciones del estado, autores que envían a los policías hacer el trabajo sucio.⁶ »

Selon divers avis, l'opération avait donc des fins politiques : venger l'échec du projet aéroportuaire international et porter atteinte de façon décisive au FPDT ainsi qu'à la mobilisation autour de *La Otra Campaña*, de passage dans la région, à

Agustín Pro Juárez, « Atenco : Estado de derecho a la medida, 10 de mayo de 2006 », Informe de observación del 3 al 10 de mayo. Mexico.p. 17.

⁴ Roberto Garduño, Gustavo Castillo, René Ramón, Javier Salinas, « El FPDT, secuestrador y homicida, afirma Robledo », *La Jornada*, 5 mai 2008.

⁵ [Traduction libre] : « L'opération était totalement débordante. Ils étaient des milliers et des milliers de policiers. Ils passaient et on voyait tout en noir. C'était terrifiant. Tu voulais courir mais ils arrivaient de tous les côtés et te rattrapaient. » Entrevue avec Norma Jimenez, à Mexico, le 18 juin 2008.

⁶ [Traduction libre] : « Ce qu'on observe est une intervention massive où toutes les règles possibles en matière d'usage de la force sont rompues. On observe la brutalité policière. Un abus où il y a une intention d'abus de la force. Dans un régime autoritaire, la police se convertit en un représentant particulier de l'autoritarisme et des procédés arbitraires. Les faits d'Atenco montrent une police de type autoritaire qui représente, quant à elle, des acteurs politiques, des institutions de l'État, des auteurs qui envoient les policiers faire le sale travail. » Propos tiré du documentaire *Un llamado urgente para la justicia, la voz de las mujeres de Atenco*, produit par le Centre Prodh, mai 2008.

cette époque. C'est l'opinion que partagent Trinidad Del Valle, actuelle dirigeante du FPDT et Magdalena Gómez, spécialiste en droits indigènes, commentant les violences exercées contre les femmes d'Atenco :

« Después de eso, seguimos caminando, organizados. Ya no sólo en el municipio de Atenco sino toda la región. La organización se está fortaleciendo. El pueblo ya no se queda callado y eso. Y también somos adherentes de la Otra Campaña. Llega nuestro compañero Marcos ¿y qué pasó? Fue la represión. Tomando como pretexto lo de nuestros compañeros floricultores. ⁷»

« Escuchando ahorita los testimonios, no podía dejar de pensar que los sucesos de Atenco sucedieron dos meses antes del proceso electoral presidencial, en julio de 2006 (...). Como lo dicen los testimonios, el Estado mexicano quería ejemplaridad, quería inmovilidad, quería sembrar el terror. Y un ejemplo de lucha y triunfo contra el gobierno foxista fue la lucha del Frente de los Pueblos en Defensa de la Tierra, fue evidente que Vicente Fox no pudo con esa movilización, y esa fuerza de movilización. ⁸»

Dans la même lignée, Enrique González, coordonnateur et professeur pour le programme en Droits Humains de l'Université Autonome de la Ville de Mexico, affirme que dans un contexte politique où le gouvernement Fox était en perte de sympathie populaire et face à la montée de la contestation sociale, le cas Atenco se voulait une démonstration de force en vue de préparer le terrain à la fraude électorale :

⁷ [Traduction libre] : « Après cela, on a continué à marcher, à s'organiser. Pas seulement dans la municipalité de Atenco mais cela embrassait toute la région. L'organisation était en train de se renforcer. Le peuple ne se tait plus. Aussi, nous sommes adhérents de *La Otra Campaña*. Arrive notre camarade Marcos et que se passe-t-il? Ce fut la répression. En prenant pour prétexte le cas de nos camarades fleuristes. » Entrevue avec Trinidad Ramirez del Valle, épouse de Ignacio del Valle et dirigeante du FPDT, à Mexico, le 17 juin 2008.

⁸ [Traduction libre] : « En écoutant les témoignages, je ne pouvais m'empêcher de penser que les événements de Atenco sont survenus deux mois avant le processus électoral présidentiel, en juillet 2006. Comme le disent les témoignages, l'État mexicain voulait donner un exemple, voulait la tranquillité, et voulait semer la terreur. Et un exemple de lutte et de triomphe contre le gouvernement Fox a été la lutte du Front des Peuples pour la Défense de la Terre, il était évident que Vicente Fox n'a rien pu contre cette mobilisation, et cette force de mobilisation. » Commentaire de Magdalena Gomez, lancement du documentaire *Un Llamado urgente para la justicia, la voz de las mujeres de Atenco*, produit par le Centre Prodh, 6 mai 2008, Mexico.

« Yo creo que el sistema y el gobierno panista se dieron cuenta de que la administración de Vicente Fox había perdido toda la simpatía que tenía y que iban a perder la elección de 2006. Parte de la preparación del fraude electoral fue aterrorizar la población. Y el golpe a Atenco fue un golpe paradigmático porque es el primer caso en que la represión se filma y se transmite insistentemente por todos los canales de televisión.⁹ »

Point de vue également partagé par l'analyste politique Carlos Fazio pour qui, à la veille des élections présidentielles, le gouvernement cherchait à infliger une « correction » exemplaire pour empêcher que d'autres mouvements ne surgissent¹⁰. Enrique González et Carlos Fazio ont d'ailleurs tous deux souligné une caractéristique importante de l'opération de Atenco: l'usage de la propagande pour discréditer le mouvement de résistance et faire valoir le bien-fondé de l'usage de la force contre la population. Plusieurs témoignages rassemblés par la CCIODH et le Centre Prodh évoquent également la présence de deux grandes chaînes de télévision mexicaine, *TV Azteca* et *Televisa*, à Atenco et leur appui à l'opération policière :

« Los medios de comunicación oficiales (Televisa, Tele Azteca) presenciaron en cada momento los enfrentamientos, sin embargo los testimonios declaran que las imágenes transmitidas fueron seleccionadas con finalidad política, en algunos casos incluso colaborando a que se diese ningún tipo de comunicación entre las personas involucradas en el conflicto y el gobierno.¹¹ »

⁹ [Traduction libre] : « Je crois que le système et le gouvernement du PAN se sont rendus compte que l'administration Fox avait perdu toute la sympathie populaire qu'elle avait et qu'ils allaient perdre l'élection de 2006. Terroriser la population fait partie de la préparation à la fraude électorale. Et le coup contre Atenco fut un coup paradigmatique parce que ce fut le premier cas où la répression ait été filmée et transmise de façon insistante sur toutes les chaînes de télévision. » Entrevue avec Enrique Gonzalez Ruiz, Coordonnateur du Programme des Droits Humains de l'Université Autonome de la Ville de Mexico, à Mexico, le 27 mai 2006.

¹⁰ Analyses exprimées pour le documentaire *Romper el Cerco* sur le rôle des médias dans le conflit de San Salvador Atenco, les 3 et 4 mai- Canalseisdejulio et Promedios, « Romper el cerco », produit par Canal6dejulio y Promedios, Mexico, juin 2006, durée 47 min. http://www.salonchigon.com/cinema/otra_canal6atenco.php?city=mx

¹¹ [Traduction libre] : « Les médias de communication officiels (Televisa, Tele Azteca) présentèrent à tout moment les affrontements, cependant les témoignages déclarent que les images transmises furent sélectionnées à des fins politiques, de fait, dans certains cas en collaborant à ce qu'il n'y ait aucune communication entre les personnes impliquées et le gouvernement. » CCIODH, *Ibid.*, p.38.

Selon Carlos Fazio et le journaliste Jenaro Villamil¹², *Televisión Azteca* et *Televisa* ont aussi contribué à l'opération en construisant une image négative des habitants de Atenco (par exemple, en diffusant à répétition les images d'insurgés qui frappent un policier, en qualifiant les habitants de Atenco de *macheteros*) ce qui eut pour effet de générer un consensus quant à la nécessité d'une intervention musclée, intervention réclamée de façon réitérée par les animateurs et journalistes de ces chaînes de télévision¹³. Le rôle des grands médias dans ce conflit fut d'ailleurs dénoncé par le *Subcomandante* Marcos, de passage dans la ville de Mexico, le 6 mai 2006 :

« Ayer y hoy fuimos testigos de una verdadera campaña de mentiras y de linchamiento en contra el FPDT y el pueblo de San Salvador Atenco. Manipulando imágenes, fotos y palabras, los medios masivos de comunicación se están poniendo al servicio de la mentira.¹⁴ »

La criminalisation des habitants de San Salvador Atenco et des membres du FPDT fut de plus alimentée par le discours employé par les autorités politiques dans les médias. Les habitants furent qualifiés d'*irracionales* par Benítez Treviño, secrétaire général de l'État de Mexico¹⁵. Pour Wilfrido Robledo Madrid, commissionnaire de l'Agence de Sécurité Publique (liée à la PFP), « los integrantes del FPDT son secuestradores, homicidas, personas a las que es más fácil señalar qué delitos no han cometido que enumerar los ilícitos en los que han estado

¹² Analyses exprimées pour le documentaire *Romper el Cerco*.

¹³ Analyses exprimées par Jenaro Villamil et Carlos Fazio pour le documentaire *Romper el Cerco* - Canalseisde julio et Promedios, « Romper el cerco », produit par Canal6de julio y Promedios, Mexico, juin 2006, durée 47 min.

¹⁴ [Traduction libre] : « Hier et aujourd'hui, nous avons été témoins d'une véritable campagne de mensonge et lynchage contre le FPDT et le peuple de San Salvador Atenco. En manipulant les images, les photos et les mots, les médias de communication massive se sont mis au service du mensonge. » Hermann Bellinghausen, Gustavo Castillo, « Los medios desprestigian a la gente buena : Marcos », *La Jornada*, 6 mai 2008.

¹⁵ Gustavo Castillo, Roberto Garduno, Javier Salinas, Rene Ramon, « Irracionales, los habitantes de atenco : Benitez Trevino », *La Jornada*, jeudi 4 mai 2008.

involucrados.¹⁶ » Ignacio Del Valle, le dirigeant du FPDT est quant à lui « un delincuenta que merece estar en La Palma, sin necesidad de ningún estudio que determine su peligrosidad.¹⁷ »

La radicalisation des habitants de San Salvador Atenco rappelle les travaux de Lucía Rayas qui nous apprennent que plusieurs manœuvres idéologiques préparent l'assujettissement et la répression des personnes jugées subversives par le régime, en les construisant comme « autres »¹⁸, en les déshumanisant. La désignation des habitants de San Salvador Atenco par les autorités officielles comme irrationnels, délinquants et *macheteros* fait partie de cette préparation idéologique. Pour Cristina Oehmichen, il ne fait aucun doute que « le recours à la mauvaise presse pour disqualifier l'opposition et répandre la peur » et l'abus de moyens de coercition, comme il nous fut donné de voir à Atenco, sont des formes de violence illégales et illégitimes employées par l'État mexicain pour endiguer la protestation sociale au détriment des instruments démocratiques que sont la négociation et le dialogue¹⁹

Pour Aída Hernández Castillo, il est pourtant injustifié d'associer le mouvement du FPDT à la délinquance organisée. Alors qu'elle fut amenée à suivre les activités du FPDT, Hernández Castillo en arrive aux mêmes conclusions que la

¹⁶ [Traduction libre] : « Les membres du FPDT sont des kidnappeurs, des tueurs, des personnes à qui il est plus facile de montrer quels délits ils n'ont pas commis que d'énumérer les crimes dans lesquels ils ont été impliqués. » Roberto Garduno, Gustavo Castillo, Rene Ramon, Javier salinas, « El FPDT, secuestrador y homicidas, afirma Robledo », *La Jornada*, 5 mai 2006.

¹⁷ [Traduction libre] : « Un délinquant qui mérite d'être à La Palma (pénitencier à sécurité maximale), sans besoin d'autre examen pour déterminer sa dangerosité. » Roberto Garduno, Gustavo Castillo, Rene Ramon, Javier salinas, « El FPDT, secuestrador y homicidas, afirma Robledo », *La Jornada*, 5 mai 2006.

¹⁸ Conférence de Lucia Rayas « Subyugar a la nacion. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado », *Foro Mujeres, Violencia e impunidad*, Mexico, 22 mai 2008.

¹⁹ Cristina Oehmichen (2008). « Corps et terreur : nouvelles formes de violences d'État au Mexique », p. 3.

chercheuse Edith Kuri Pineda qui voyait dans cette organisation un mouvement hautement organisé, solidaire et enraciné dans les préoccupations communautaires²⁰. Elle commente :

« A lo largo de este año y medio, los medios de comunicación han construido una representación satanizada del Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra, enfatizado su carácter violento e intolerante, minimizando su importancia numérica y política y desacreditando sus liderazgos. Estas representaciones tienen poco que ver con los campesinos y campesinas solidarios, alegres e incluyentes, con un alto grado de organización y una profunda reflexión política que me tocó conocer en abril del 2006 en el marco del recorrido de la comandancia zapatista por el estado de Morelos²¹. »

La criminalisation du mouvement et l'usage de la propagande a aussi eu de grandes répercussions sur les arrestations des principaux leaders fleuristes et du FPDT, et certains membres de leurs familles, qui ont eu droit à des peines spectaculaires pour délits de séquestration et délinquance organisée. Pourtant, selon Cristina Oehmichen :

« La pratique de retenir des fonctionnaires, d'occuper des édifices et d'autres pratiques d'action directe, comme bloquer des rues ou des routes, avait constitué une forme de pression pour obtenir la solution à un problème. Dans le passé, ces actions ne se terminaient pas en prison ni ne donnaient l'occasion à des procès pénaux massifs contre les manifestants comme cela se produit maintenant²². »

²⁰ Edith Kuri Pineda, « San Salvador Atenco : una respuesta colectiva frente al despojo », p.3

²¹ [Traduction libre] « Tout au long de cette année et demie, les médias de communication ont construit une représentation satanisée du Front des Peuples à la Défense de la Terre, en accentuant son caractère violent et intolérant, minimisant son importance numérique et politique et discréditant son leadership. Ces représentations avaient peu à voir avec les paysans et paysannes solidaires, joyeux et inclusifs, avec un haut degré d'organisation et une profonde réflexion politique que je fus amenée à connaître en avril 2006 dans le cadre du parcours du commandement zapatiste dans l'État de Morelos. » Conférence de Aida Hernandez Castillo, « Criminalización de la Disidencia : violencia de genero y violencia de Estado », *Foro Mujeres, Violencia e impunidad*, Mexico, 18 octobre 2007.

²² Cristina Oehmichen (2008). *loc. cit.*, p. 10

En guise d'exemple, dans l'État de Mexico où se sont déroulés les événements, la détention d'un fonctionnaire, considérée autrefois comme « une privation illégale de liberté ²³ », était un délit mineur auquel on réservait une peine de une à quatre années de prison. Depuis 2001, suite à la modification du code pénal de l'État de Mexico, ce délit est « comparable à la séquestration ²⁴ » et peut entraîner des peines allant de 30 à 60 ans de prison. Comme le remarquent Cristina Oehmichen et Luis Arriaga du Centre Prodh, le durcissement des peines pour les délits observés à Atenco (détention de fonctionnaires, blocage de route) est relié à une politique de criminalisation des mouvements sociaux ²⁵.

Selon Luis Arriaga, cette politique criminelle, qui inclut la restriction des libertés citoyennes, la militarisation des opérations de sécurité publique et l'augmentation des peines, répond à un sentiment d'insécurité générale chez les citoyens qu'amplifient subjectivement, et peut-être même « artificiellement », les grands médias de communication, « esas fábricas de miedo ²⁶ » (ces fabriques de la peur). Pour Luis Arriaga, si ces procédures répondent à un sentiment populaire de panique, elles s'inscrivent pourtant dans une stratégie qui vise à mieux contrôler l'opposition sociale. Nous ne savons pas si la modification du code pénal a été une réponse au conflit avec le FPDT entourant le projet d'aéroport international, mais elle a sans aucun doute permis aux autorités de décapiter le FPDT de ses principaux leaders, stratégie élémentaire d'une lutte contre-insurrectionnelle.

D'autres aspects semblent confirmer les visées politiques et terroristes de l'opération. L'intervention policière semblait effectivement poursuivre une double

²³ *Ibid.*, p. 10

²⁴ *Ibid.*, p. 10

²⁵ Conférence de Luis Arriaga, « Injerencia militar en tareas de seguridad publica, abusos militares, violaciones a derechos humanos », *Foro Mujeres, Violencia e impunidad*, Mexico, 24 avril 2008.

²⁶ Expression de Francesc Barata, Conférence de Luis Arriaga, *Foro Mujeres, Violencia e impunidad*, Mexico, 24 avril 2008.

stratégie : une recherche sélective des membres du FPDT et des opposants politiques et une attaque tout azimut contre la population en général. Sur le premier point, outre les peines exemplaires données aux dirigeants, plusieurs témoignages soulignent le recours à des *chivatones* par les forces policières pour rechercher les militants. Les *chivatones* sont des personnes originaires de la communauté qui, masquées, accompagnent la Police Préventive Fédérale pour identifier les résidences des membres du FPDT. Plusieurs personnes arrêtées lors de cette opération rapportent aussi avoir été questionnées sur leur appartenance à certains groupes sociaux et politiques. Les témoignages suivants d'un policier d'État et celui de Valentina Palma Novoa, étudiante chilienne déportée suite à la répression, sont l'illustration concise de ce phénomène :

« Hubo habitantes del pueblo que fueron señalando los domicilios donde se percataron que entraron estudiantes a esconderse. También fueron señalando a los líderes, a personas del grupo; además con ayuda de helicópteros se nos iba diciendo más o menos dónde se escondía la gente.²⁷ »

« Luego me tomaron declaración, una declaración en donde además de preguntar por mis datos personales, me hicieron preguntas como : ¿conoces al EZLN?, ¿has estado en Ciudad universitaria?, ¿participaste en el foro del agua?, ¿conocías a los otros extranjeros detenidos? (...) Regreso a continuar mi declaración y las preguntas sobre el EZLN, el Subcomandante Marcos y Atenco se repiten.²⁸ »

²⁷ [Traduction libre] : « Il y avait des habitants du village qui signalaient les domiciles où se cachaient les étudiants. Aussi, ils signalaient les dirigeants, les personnes du groupe; de plus, avec l'aide d'hélicoptères, on nous disait plus ou moins où se cachaient les gens. » Victor Ballinas et Jesus Ramirez Cuevas, « Un policia fue quien asesino al menor en Atenco », *La Jornada*, 11 mai 2006.

²⁸ [Traduction libre] : Déposition de Valentina Palma Novoa, étudiante chilienne. « Ensuite, ils prirent ma déclaration. Une déclaration dans laquelle, en plus de questionner mes données personnelles, ils me posèrent des questions comme : connais-tu le EZLN? As-tu été à Ciudad Universitaria? As-tu participé au Forum sur l'eau? Est-ce que tu connais les autres étrangers détenus? J'ai continué la déposition et les questions sur le EZLN, le Subcomandante Marcos et Atenco se sont répétées. » Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez. 2006. *Atenco : Estado de derecho a la medida*, p. 28.

Tel que mentionné précédemment, l'opération de San Salvador Atenco a aussi donné lieu à des pratiques répressives contre la population en général,²⁹ élément clé de la lutte contre-insurrectionnelle, comme le décrivent Raúl Villamil Uriarte et Manero Brito qui associent l'opération d'Atenco aux principes de la guerre de basse-intensité :

« La lucha contra la guerrilla dejo a los americanos un aprendizaje y una nueva tecnología : la guerra de baja intensidad. El secreto era no enfrentar directamente a los grupos guerrilleros, subversivos. Había que restarles sus bases de apoyo. El enemigo era la comunidad entera (...) El miedo debía inundar profundamente a las comunidades³⁰. »

De la même manière, « la brutalité irrationnelle³¹ » déployée contre la communauté de San Salvador Atenco paraît correspondre à ces objectifs de lutte anti-subversive. Outre les détentions massives sans mandat d'arrestation et les coups infligés contre les femmes, furent également observées des coupures dans le service téléphonique, dans la nuit du 3 au 4 mai, empêchant les habitants de communiquer entre eux³², et l'intrusion illégale de policiers dans plusieurs domiciles privés pour y rechercher des personnes qui s'y étaient réfugiées. Ces irruptions ont donné lieu à des séries de violations de droits humains, dans des quartiers qui n'étaient pas accessibles aux médias³³. Ces excès sont illustrés par le témoignage suivant :

²⁹ [Traduction libre] : Le CCIODH remarque : « Il faut souligner que l'opération policière a aussi clairement affecté les habitants de San Salvador Atenco qui, de façon évidente, ne se trouvaient impliqués d'aucune façon que ce soit dans les affrontements. » CCIODH, *Ibid.* p.35.

³⁰ [Traduction libre] « La lutte contre la guérilla a laissé aux Américains un apprentissage et une nouvelle technologie, la guerre de basse intensité. Le secret était de ne pas affronter directement les groupes de guérilleros et de subversifs. Il fallait détruire leur base d'appui. L'ennemi était la communauté entière. (...) La peur devait pénétrer profondément les communautés. » Raul Villamil Uriarte et Roberto Manero Brito, « Notas sobre violencia, tortura, terrorismo de estado y erotismo », *El Cotidiano*, vol. 27, numéro 143 (2007), p. 22.

³¹ Expressions empruntée à Raul Villamil Uriarte et Roberto Manero Brito

³² CCIODH, *Ibid.* p.43

³³ *Romper el Cerco*. 2006. Canal 6 et Promedios. México. 47 minutes.
http://www.salonchington.com/cinema/otra_canal6atenco.php?city=mx

« El día jueves, como a las 8 de la mañana, entraron a mi domicilio a “puro trancazo”, policías estatales y federales. (...) Entraron porque lo hicieron rompiendo con una hacha la puerta de fierro que tengo y cuando entraron, la verdad es que no digo que fui golpeada, pero si me amenazaron, me decían “hijos de la chingada, usted se hace pinche pendeja “. Me fotografiaron ahí, a una amiga que venía, a mi hija y yo. Ahí nos tomaron la fotografía. Nos sacaron y nos pusieron en la pared, así, en la pared con las manos al frente. (...) Esculcaron en toda mi casa quedó toda volteada. En mi casa yo tenía a 15 estudiantes del CCH y cuando abrieron la puerta que parten carrera todos, pero de todos modos los detuvieron, los sacaron de mi domicilio y los golpearon³⁴.»

La recherche des membres du FPDT et des étudiants venus se solidariser avec le mouvement, réfugiés dans les résidences, est aussi une évocation troublante de la répression de Tlatelolco, survenue le 2 octobre 1968, à la veille des jeux olympiques de Mexico. L’armée avait alors envahi des domiciles privés pour y rechercher des étudiants qui échappaient au massacre perpétré par les militaires, lors d’une manifestation étudiante pacifique, sur la Place des Trois Cultures. Cet événement, dont l’ampleur des crimes n’a pas encore été élucidée, aurait mené à la disparition de centaines d’étudiants³⁵.

Les invasions illégales de domiciles, la destruction des biens privés et publics dont *la casa ejidal*³⁶, la supériorité incontestable de l’armement et de la force employée, la brutalité policière tant verbale que physique, sont des mécanismes de la terreur qui affectent grandement une population qui en est

³⁴ [Traduction libre] : « Le jeudi, vers 8h00 du matin, ils entrèrent dans mon domicile à grands coups de matraques, les policiers d’État et fédéraux. (...) Ils entrèrent en brisant ma porte de fer avec une hache, et quand ils entrèrent, en vérité, je ne peux pas dire qu’ils m’ont frappé, mais oui, ils m’ont menacé en disant : « fils de pute, idiots que vous êtes ». Ils m’ont photographié ici, avec ma voisine qui venait, ma fille et moi. Là, ils nous ont photographiés. Ils nous ont sortis, poussés contre le mur, les mains en avant. Ils ont examiné ma maison qui est restée toute à l’envers. Dans ma maison, j’avais 15 étudiants du CCH et lorsqu’ils ouvrirent la porte, tous partirent à toute vitesse mais de toute manière, ils les arrêtaient, les sortirent de ma maison, et ils les frappèrent. » Centre Prodh, *Atenco : Estado de derecho a la medida*, p.23.

³⁵ Centre Prodh, « Cuarenta anos despues, el Estado mexicano aun no puede garantizar verdad, justicia y reparacion a las victimas de los delitos cometidos en el pasado » *Centre Prodh Briefing*, 2 octobre 2008.

³⁶ CCIODH, *Ibid.* p. 24.

témoin. D'autres éléments amplifient aussi la vulnérabilité d'une communauté dont le choix du jour et de l'heure de l'intervention.

L'offensive du 3 mai, contre San Salvador Atenco, s'est déroulée le jour de la *Santa Cruz* et « ce ne fut pas un hasard »³⁷, selon Ricardo Loewe, du Comité contre la torture et l'impunité. La *Santa Cruz* est une célébration catholique soulignée dans plusieurs villages du Mexique. Les gens sortent au marché acheter des fleurs, participent à des processions religieuses et assistent à la messe. Vers 14h00, les policiers ont tenté leurs premières attaques contre San Salvador Atenco, alors que des habitants quittaient l'église, et que plusieurs enfants sortaient des classes pour retourner à la maison :

« El 3 de mayo yo estaba en la Iglesia de Atenco, por ser la fiesta de Santa Cruz. Cuando salí junto con los demás ya estaban avanzando los granaderos. Llenaban la calle con lacrimógenos y estaban atacando a la gente. Salimos corriendo de la Iglesia para ir en el centro del pueblo. Era la hora de salida de los niños y los granaderos empezaron a disparar con pistolas. Eran policías estatales y seguían tirando gas y disparando. En la calle había muchos jóvenes (los más grandes estaban trabajando). Nos enteramos de lo que había pasado en Texcoco. Y que habían golpeado mucho a la gente. Nos atacaron más o menos tres veces y en este ataque murió el niño.³⁸ »

Le décès de Javier Cortés Santiago, 14 ans, et l'arrestation de huit mineurs sont d'ailleurs survenus lors de ces premières attaques.³⁹ Le 4 mai, l'ultime assaut contre San Salvador Atenco s'est déroulé très tôt le matin, à 6h00, prenant les habitants de la communauté par surprise.

³⁷ Commentaire tiré de la Conférence de Presse du Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, Mexico, 29 avril 2008.

³⁸ [Traduction libre] : « Le 3 mai, j'étais à l'Église d'Atenco, car c'était la fête de la Santa Cruz. Quand je suis sortie avec les autres, déjà, les grenadiers étaient en train d'avancer. Ils emplissaient les rues de gaz lacrymogènes et attaquaient les gens. On est sorti en courant pour aller vers le centre du village. C'était l'heure de la sortie des enfants et les grenadiers ont continué à tirer avec des pistolets. C'étaient des policiers d'État et ils continuaient à lancer des gaz et à tirer. Dans la rue, il y avait beaucoup de jeunes (les plus grands travaillaient). Nous avons su ce qui s'était passé à Texcoco. Et qu'ils avaient frappé beaucoup de gens. Ils nous attaquèrent plus ou moins trois fois et dans cette attaque que l'enfant est mort. » CCIODH, *Ibid.* p. 44.

³⁹ CCIODH. 2006. *Informe preliminar sobre los hechos de Atenco, México, IV visita- 29 de mayo a 4 de junio 2006*, Barcelone, p. 26.

« El 4 logré esconderme, a lo mejor como cobarde, pero ahí lo único era salvarse. Era una cacería...como animalitos nos fueron cazando. Hicieron este uso de la fuerza pública. Mataron perros. Robaron en las casas. Sin orden de cateo. Sacaron gente que estaba durmiendo de una forma brutal.⁴⁰ »

Par les travaux de Ximena Bunster-Burotto et Lucía Rayas⁴¹, nous savons que cette stratégie s'inspire des méthodes employées par les régimes dictatoriaux latino-américains pour mener des arrestations contre les opposants politiques qui soient plus déstabilisantes et terrifiantes possible, notamment pour les prisonnières et leur famille. De la même manière, Mercedes Olivera affirme que la guerre de basse intensité réserve un traitement spécial aux femmes et à leurs enfants, perçus comme la partie fragile et vulnérable de la population : « los usa como objetivos y objetos de guerra para aterrorizar, demostrar y renovar las dimensiones y símbolos de su poder ante el enemigo⁴² ». Le recours massif à la torture sexuelle est sans aucun doute l'expression la plus éloquente du visage terroriste de cette opération.

3.1.2 Féminisation de la torture et terrorisme sexuel à San Salvador Atenco

Le terrorisme d'État s'est manifesté à San Salvador Atenco par l'emploi de la torture envers la majorité des hommes et femmes, arrêtés lors de l'opération. Selon Loewe, du comité contre la torture et l'impunité :

« Los días 3-4 de mayo 2006 cambiaron la vida de los habitantes de San Salvador Atenco y también de los luchadores sociales, y así también

⁴⁰ [Traduction libre] : « Le 4, j'ai réussi à me cacher, il est vrai comme un lâche mais là, c'était l'unique façon de s'en sortir. C'était une chasse, ils nous chassaient comme des animaux. C'est l'usage qu'ils ont fait de la force publique. Ils ont tué des chiens. Volé dans les maisons. Sans mandat de perquisition. Ils ont sorti brutalement des gens qui étaient en train de dormir. » CCIODH. *Ibid.*, p.40.

⁴¹ Conférence de Lucia Rayas, « Subyugar a la nación. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado », *Foro Mujeres, Violencia e impunidad*, Mexico, 20 mai 2008.

⁴² [Traduction libre] : « Elle les utilise comme objectifs et objets de guerre pour terroriser, illustrer et renouveler les dimensions et symboles de son pouvoir face à l'ennemi. » Mercedes Olivera, « Acteal y los efectos de la guerra de naja intensidad. » En *La otra Palabra mujeres y violencia en Chiapas, antes y después de Acteal*. p.118

cambiaron la vida del Colectivo... porque de repente nos vimos ante una situación masiva de tortura.⁴³»

Selon les témoignages recueillis par le comité, le Centre Prodh et le CCIODH, les moments les plus pénibles et douloureux furent également enregistrés dans la deuxième phase de la répression, c'est-à-dire lors du transfert des personnes arrêtées de la communauté au pénitencier de Santiaguito de Almoloya. Au cours de cette période, les femmes ont enduré une situation extrêmement difficile et dénigrante alors qu'elles furent pratiquement toutes confrontées à la violence sexuelle :

« Cuando nos detienen, tocan las compañeras (...). Toca los senos de una forma que saben que eso no se va a quedar ahí. Los granaderos se ven luego absueltos de cualquier culpa : estaban en el anonimato. Fueron violaciones por todo el transcurso. Vejadas, insultadas, y tocadas.⁴⁴»

Comme le soulignaient Bunster-Burotto et Rayas, dans un premier temps, les mauvais traitements infligés aux prisonnières politiques par les forces de la répression chercheront à intimider profondément la victime, en créant chez elle un fort sentiment d'anxiété⁴⁵. Des manœuvres psychologiques telles que couvrir le visage des détenus, cacher celui des tortionnaires, maintenir la personne dans la saleté, la forcer à se dévêtir font partie de ces mécanismes et ont été largement observées lors de la répression du 3 et 4 mai 2006. C'est selon cette même logique

⁴³ [Traduction libre] : « Le 3 et 4 mai 2006 changèrent la vie des habitants de San Salvador Atenco, des défenseurs sociaux, mais également celle du Comité....parce que brusquement nous nous sommes retrouvés devant une situation massive de torture. » Conférence de Presse du Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, Mexico, 29 avril 2008.

⁴⁴ [Traduction libre] : « Au moment de notre arrestation, ils touchaient les camarades. (...) Ils touchaient leurs seins de la façon qu'on sache que cela n'en resterait pas là. Les grenadiers se voient après absous de toute culpabilité: ils sont restés anonymes. Ce furent des viols tout au long du transfert. Harcelées, insultées, touchées. » CCIODH. *Ibid.*, p. 47

⁴⁵ Ximena Bunster-Buroto, « Surviving Beyond Fear: Women and Torture in Latin America », p.302 et Conférence de Lucia Rayas « Subjugar a la nacion. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado ».

qu'au moment de leur arrestation, plusieurs femmes furent forcées par les policiers à ramener leur chandail sur leur tête, pour cacher leur visage et découvrir leur poitrine. Un état qui vulnérabilise la victime tout en protégeant l'identité des policiers. D'autres femmes ont également été amenées à voyager nues tout au long du transfert vers le pénitencier.

« El proceder legal es totalmente incorrecto, me tapaban la boca, me tapaban los ojos, cierran las cortinas del camión, se encapuchan, no nos dejan ver, cómo los vamos a reconocer cuando son personas que sabían a que iban, personas mandadas.⁴⁶ »

« Me obligaron a viajar desnuda con la cabeza pegada al asiento y los glúteos levantados todo el tiempo, me golpearon en los glúteos, piernas y costillas.⁴⁷ »

Pour augmenter le sentiment d'angoisse et de terreur, les policiers ont empilé les détenus, hommes et femmes, les uns sur les autres dans les camions, amenant plusieurs personnes à suffoquer. Des témoignages affirment que le plancher des camions était également couvert de sang. Des policiers ont aussi menacé de mort et de disparition les détenus et simulé des exécutions, comme le révèlent les témoignages suivants :

« Nos decían que nos iban a llevar a una barranca que nos iban a desaparecer.⁴⁸ »

« Me levantaron de los pelos y me dijeron 'súbete a la camioneta, puta'. Apenas podía moverme y ellos exigían extrema rapidez en los movimientos.

⁴⁶ [Traduction libre] : « La procédure légale est totalement incorrecte. Ils me couvraient la bouche, ils me couvraient les yeux, fermaient les rideaux de la camionnette, ils s'encapuchonnaient, ils ne nous laissaient pas voir, comment peut-on les reconnaître alors que ce sont des personnes qui savaient ce qu'elles faisaient, des personnes en service. » CCIODH. *Ibid.*, p. 76

⁴⁷ [Traduction libre] : « Ils m'ont obligée à voyager nue avec la tête collée à un banc et les fesses soulevées en l'air tout le temps, ils me frappaient sur les fesses, les jambes et les côtes. » Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez. 2007. *Violencia de Estado contra mujeres en México : El caso de San Salvador Atenco*, p.22.

⁴⁸ [Traduction libre] : « Ils nous disaient qu'ils nous amèneraient à un ravin où ils nous feraient disparaître. » CCIODH. *Ibid.*, p. 49.

Me abalanzaron encima de otros cuerpos heridos y sangrantes y me ordenaron bajar la cabeza sobre un charco de sangre, yo no quería poner mi cabeza en la sangre y la bota negra de un policía sobre mi cabeza me obligó a hacerlo.⁴⁹»

L'un des aspects fondamental de la torture exercée contre les femmes est cependant la violence sexuelle. Les abus vécus par les femmes, les 3 et 4 mai 2006, dévoilent que l'État mexicain manipule parfaitement cette dimension de la féminisation de la torture. Plusieurs cas sont d'ailleurs d'une extrême violence, comme le démontrent les révélations suivantes :

« Cuando me subieron al camión de golpes me dieron un macanazo en el ojo izquierdo a lado, y tres personas me apartaron en el asiento de atrás, pusieron a puras mujeres, entre ellas iba yo. Uno de ellos me pidió dirección, nombre, edad, y me sacaron una fotografía. Después me empezaron a agarrar los pechos con la cara y a meterme los dedos en la boca y quería que se los chupara, y me hizo hacerle sexo oral. Terminó y se fue y llegó el segundo, y me hizo lo mismo sexo oral. Terminó y se fue y llegó el tercero y me dijo que si quería que me ayudara tenía que ser su puta por un año e irme a vivir donde el quisiera, y me hizo hacerle sexo oral (...).⁵⁰ »

Rayas et Bunster-Burotto nous apprennent aussi que la féminisation de la torture laisse transparaître une référence constante au schéma patriarcal de madonne/putain, notable dans la violence verbale. La femme qui ne se soumet pas

⁴⁹ [Traduction libre] : « Ils me tirèrent debout par les cheveux et me dirent "monte dans la camionnette, pute". Je pouvais à peine bouger et eux exigeaient une extrême rapidité dans les mouvements. Ils me lancèrent sur les autres corps blessés et en sang, et ils m'ordonnèrent de baisser la tête dans une flaque de sang; je ne voulais pas mettre ma tête dans le sang et la botte noire d'un policier sur ma tête m'a obligé à le faire. » CCIODH. *Ibid.*, p. 70.

⁵⁰ [Traduction libre] : « Quand ils m'ont fait monter dans le camion, sous les coups, ils me donnèrent un coup de matraque sur le côté, à l'œil gauche, et trois personnes m'ont écartée vers le siège arrière, ils n'y mettaient que des femmes, et j'étais parmi elles. L'un d'eux me demanda mon adresse, mon nom, mon âge et ils m'ont pris en photo. Après, ils ont commencé à saisir ma poitrine avec leur visage et à mettre leurs doigts dans ma bouche et il voulait que je le suce et il m'a fait lui faire le sexe oral. J'ai terminé, il est parti puis est venu un second, et il m'a aussi fait le sexe oral. J'ai terminé, il est parti puis est arrivé un troisième qui me dit que si je voulais qu'il m'aide je devais être sa pute pour un an et aller vivre où il voudrait et il m'a fait faire le sexe oral (...) Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez. 2007. *Violencia de Estado contra mujeres en México : El caso de San Salvador Atenco*, p.22

aux rôles traditionnels qui lui sont assignés par le système patriarcal est traitée comme une putain par les forces répressives. Parfois même comme « une chienne », ce qui est moins qu'un humain. Les insultes et les propos méprisants des policiers envers les femmes détenues d'Atenco, d'une profonde vulgarité, démontrent une objectivation des femmes et le désir de les ramener à des conditions de subordonnées, d'inférieures. Ce sont des méthodes qui visent à les déconstruire comme sujet et à créer une distanciation avilissante pour justifier leur torture⁵¹. Des expressions sordides telles que « vas a ser mi puta para siempre »⁵², « a esta perra déjenmela a mí »⁵³, « pinche perra, cuántas posiciones te sabes? »⁵⁴ ont été lancées aux détenues tout au long du trajet de la communauté au pénitencier. Selon la même logique, des policiers ont aussi utilisé des images pornographiques pour harceler des détenues pendant le trajet :

« Había una chica alemana en el camión. Entonces, los policías la agarraron, o sea, no ví, pero por los sonidos que se hacía. La pasaron en el frente, yo creo en donde iba el conductor, este, la agarraron y le hacían preguntas obscenas. Yo no sé si llevaron una computadora o un celular pero se empezaba a oír como una película pornográfica y le preguntaban si ella hacía eso, o sea, le hacían preguntas obscenas.⁵⁵ »

L'intervention policière de San Salvador Atenco a également démontré que les tortionnaires au service de l'État mexicain savent manier ce qu'il y a de plus

⁵¹ Tel que le suggèrent Ximena Bunster-Burotto et Lucia Rayas. Consulter à ce sujet, le chapitre II p. 62

⁵² [Traduction libre] : « Tu seras ma putain pour toujours. » Centro Prodh, *Ibid.*, p.68.

⁵³ [Traduction libre] : « Cette chienne laissez-la moi » CCIODH, *Ibid.*, p.70.

⁵⁴ [Traduction libre] : « Sale chienne, combien de positions connais-tu? » CCIODH, *Ibid.*, p.46.

⁵⁵ [Traduction libre] : « Il y avait une fille allemande dans le camion. Donc, les policiers la prirent... Bien, je n'ai pas vu mais par les sons qu'il y avait... Ils la passèrent par devant, je crois où il y avait le conducteur, ils la prirent et lui posèrent des questions obscènes. Je ne sais pas s'ils avaient un ordinateur ou un cellulaire mais on commença à entendre comme un film pornographique, et ils lui demandaient si elle faisait ça, ils lui posaient des questions obscènes. » Témoignage de Mariana Selva. Tiré du documentaire *Un llamado urgente por la justicia : la voz de las mujeres de Atenco*. Centro Prodh.

« sacré » pour les femmes en impliquant leurs enfants, leurs conjoints dans les agressions ou en menaçant des membres de leur famille.

« A todas nos decían ‘así le va a ir a tu mamá.’⁵⁶ »

« Les gritaban que por favor no pasaran, que había niños, les pedía que tuvieran piedad que sólo había unos niños, que ellos no habían hecho nada. A pesar de mis súplicas los policías entraron al cuarto y mis hijos comenzaron a gritar y la policía a revolver todo lo que encontraba a su paso.⁵⁷ »

« Cada vez que me tocaban, escuchaba que decían a mi pareja « ¿así te la coges cabrón? ». ⁵⁸

Comme le soulignaient Bunster-Burotto et Rayas, ces tortures physiques et psychologiques ont une dimension bien spéciale tant pour les hommes que pour les femmes. Elles visent à générer un fort sentiment d'impuissance chez les hommes qui sentent qu'ils n'ont pas su défendre l'honneur familial et chez les femmes qui ont intériorisé leur rôle de mère protectrice. En décrivant la violence des perquisitions illégales, à San Salvador Atenco, un policier d'État remarquait dans un témoignage pour le Centre Prodh : « Las señoras son las que más querían defender a sus esposos y a sus hijos.⁵⁹ »

⁵⁶ [Traduction libre] : « Toutes, ils nous disaient “c’est ainsi que ça se passera pour ta maman”. » Centro Prodh. 2007. *Violencia de Estado contra mujeres en México : El caso de San Salvador Atenco*, p.68.

⁵⁷ [Traduction libre] : « Je leur criais que s’il vous plait ne passez pas, qu’il y a des enfants, je leur demandais qu’ils aient pitié, qu’il n’y a que des enfants, qu’ils n’avaient rien fait. Malgré mes supplications, les policiers sont entrés dans la chambre et mes enfants ont commencé à crier et la police a viré tout ce qui se trouvait sur son passage. » Centro Prodh. 2006. *Atenco : Estado de derecho a la medida*, p. 23.

⁵⁸ [Traduction libre] : « Toutes les fois qu’ils me touchaient, j’entendais qu’ils disaient à mon partenaire : c’est ainsi que tu la baisses idiot? » Centro Prodh. 2007. *Violencia de Estado contra mujeres en México : El caso de San Salvador Atenco*, p.68.

⁵⁹ [Traduction libre] : « Les femmes sont celles qui voulaient le plus défendre leurs époux et leurs enfants. » Declaración de tres miembros de esa corporación al Centro Prodh, « Un policía estatal fue quien asesinó al menor en Atenco », *La Jornada*, 11 mai 2006.

L'usage systématique de la violence sexuelle envers les femmes démontre donc que l'opération policière poursuivait une logique de terrorisme sexuel, de contrôle social et d'oppression, comme le concevait Carole J. Sheffield : « Sexual terrorism (...) is a system by which males frighten and, by frightening, control and dominate females.⁶⁰ » À San Salvador Atenco, la violence sexuelle a donc eu pour objectif de diffuser la terreur parmi les femmes mobilisées et les mouvements sociaux auxquels elles appartiennent. C'est, notamment, la vision que défend Mariana Selva, étudiante en anthropologie, qui fut victime de violence sexuelle, lors des événements de Atenco :

« Sí se nos reprimió, y se nos torturó sexualmente no fue porque 'Ay, soy muy bonita y se les tocó a dos policías de manosearme'. No, fue porque es un sistema, es una herramienta que el Estado está empleado para desarticularte primero como persona, para denigrarte, para decirte que no vales nada, para destruirte como persona primero. Eso es una de las finalidades que tiene el Estado con ese tipo de actividad. La segunda es el mensaje : 'tú eres mujer y te vuelves activista social, esto te va a pasar y te vamos a destruir'. Y otro mensaje es 'los vamos a chingar. Vamos a desarticularte como compañeros porque ellos, no van a poder luchar por, ya no son nada... nadie. Ustedes no van a poder luchar porque les van a dar miedo que sucede lo mismo a sus hermanas'. Empieza el miedo. Empieza el terrorismo y todo con la finalidad de desarticularnos.⁶¹ »

Les chercheurs Villamil Uriarte et Manero Brito partagent aussi cette conception. Selon eux, si le terrorisme d'État et la cruauté furent exercés contre San Salvador Atenco dans le but de « démoraliser les populations, de les victimiser et

⁶⁰ Carole J. Sheffield. 1987. *op. cit.*, p.110

⁶¹ [Traduction libre] : « S'ils nous ont réprimées et s'ils nous ont torturées sexuellement, ce n'est pas parce que "ah, je suis très belle et l'envie a pris à deux policiers de me toucher". Non, c'est parce que c'est un système, un instrument que l'État utilise pour te désarticuler, premièrement comme personne, pour te dénigrer, pour te dire que tu ne vauds rien, pour te détruire d'abord comme personne. C'est l'une des finalités qu'a l'État avec ce type d'activité. La seconde est un message : « tu es une femme et tu deviens une activiste sociale, c'est ce qui va t'arriver et nous allons te détruire ». Et l'autre message, c'est : « on va vous baiser. On va vous désarticuler comme camarades parce qu'ils ne pourront plus lutter parce qu'ils auront peur qu'il arrive la même chose à leurs sœurs ». La peur commence. Le terrorisme commence et le tout avec le but de nous désarticuler. » Entrevue avec Mariana Selva, à Mexico, le 18 juin 2008.

faire plier la résistance⁶²», le viol employé envers les femmes est un délit de pouvoir, un instrument de contrôle et domination politique qui répond aux mêmes finalités terroristes:

« Sabemos con las feministas que el delito de violación no es un delito sexual. Es un delito de poder. El poder se ceba sobre su víctima. En la violación, no se solicita el cuerpo en tanto objeto sexual o amoroso. Se le solicita en tanto cuerpo dominado, susceptible de ser controlado, de controlar su voluntad, a través de la humillación y la apropiación del cuerpo, de su colonización por la voluntad del violador. (...) El poder se ejerce en la penetración. Ser penetrado es ser vulnerado⁶³. »

Selon Hernández Castillo, ce que cherche à contrôler l'État mexicain, ce sont ces femmes organisées qui ont osé lever la voix dans l'espace public et questionner les structures traditionnelles de pouvoir⁶⁴. Dans la lutte pour l'autodétermination des peuples indigènes et paysans, les femmes ont effectivement tenu un rôle significatif⁶⁵. Hernández Castillo souligne notamment la participation des femmes à la Radio Universitaire de Oaxaca qui, durant trois mois, ont transmis quotidiennement sur les ondes les demandes de destitution contre le gouverneur Ulises Ruiz. Selon les observations d'Hernández Castillo, les femmes de San Salvador Atenco sont également des actrices importantes au sein du FPDT :

« Como estudiosa de los movimientos sociales quedé impresionada ante el nivel organizativo del Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra, ante la capacidad para sistematizar su propia historia de lucha a través los corridos, ante la fuerza de sus mujeres, que tenían un papel protagónico en el

⁶² Raul Villamil Uriarte et Roberto Manero Brito, *op. cit.*, p.22

⁶³ [Traduction libre] : « Nous avons appris avec les féministes que le délit de viol n'est pas un délit sexuel. C'est un délit de pouvoir. Le pouvoir s'acharne sur sa victime. Dans le viol, ce n'est pas le corps qui est sollicité comme objet sexuel et amoureux. On le sollicite en tant que corps dominé, susceptible d'être contrôlé, de contrôler sa volonté à travers l'humiliation et l'appropriation du corps, de sa colonisation à travers la volonté du violeur. Le pouvoir s'exerce dans la pénétration. Être pénétré, c'est être vulnérabilisé. » Raul Villamil Uriarte et Roberto Manero Brito, *op. cit.*, p.25.

⁶⁴ Conférence de Aida Hernandez Castillo, « Criminalizacion de la Dissidencia : Violencia de genero y Violencia de Estado », *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*, 18 octobre 2007.

⁶⁵ Aida Hernandez Castillo, *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*

movimiento y ante la evidente influencia que estos campesinos tenían sobre los jóvenes estudiantes que estaban en el mitin⁶⁶.»

Impression que corrobore Trinidad Del Valle, actuelle leader du FPDT : « La cultura de nosostras siempre ha sido entrar en el hogar, estar al cuidado de nuestra familia, de los hijos. Es bonito. Mi vida ha sido así pero mi vida ha cambiado radicalmente en 2001⁶⁷ ». La lutte pour la terre à San Salvador Atenco a effectivement eu la particularité de réunir l'ensemble de la communauté, hommes et femmes. Plusieurs femmes étaient d'ailleurs aux premiers rangs du mouvement, notamment la fille de Trinidad Del Valle, América del Valle, considérée comme une leader du mouvement aux côtés de son père. « Ella trabajaba en la casa de la cultura con adolescentes, niños y niñas, con otras compañeras, principalmente mujeres en un proyecto de educación (...), una educación con un alto nivel de conciencia⁶⁸. C'est également une femme qui représentait la cause du FPDT ; Marta Pérez Pineda a effectivement été porte-parole pour le mouvement jusqu'en mai 2006. Tout comme América, elle a vécu une année en exil puisqu'un ordre de détention pesait sur elle⁶⁹.

Tout comme elles, plusieurs victimes étaient des femmes qui résistaient, actives dans l'espace public, adhérentes à *La Otra Campaña* et étudiantes

⁶⁶ [Traduction libre] : « Comme chercheuse sur les mouvements sociaux je suis restée impressionnée par le niveau d'organisation du Front des Peuples pour la Défense de la Terre, face à leur capacité de systématiser leur propre histoire de lutte à travers les chants, face à la force de ses femmes qui avaient un rôle protagoniste dans le mouvement et face à l'évidente influence qu'avaient les paysans sur les jeunes étudiants qui étaient à la réunion. » Aida Hernandez Castillo, *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*.

⁶⁷ [Traduction libre] : « Notre culture a toujours été d'entrer au foyer, de soigner notre famille, nos enfants. C'est beau. Ma vie était comme ça mais ma vie a changé radicalement en 2001. » Entrevue avec Trinidad Del Valle, à Mexico, 17 juin 2008.

⁶⁸ [Traduction libre] : « Elle travaillait à la Maison de la culture, avec des adolescents, filles et garçons, avec d'autres camarades, principalement des femmes, dans un projet d'éducation (...) une éducation avec un haut niveau de conscience. » Entrevue avec Trinidad Del Valle, à Mexico, le 17 juin 2008.

⁶⁹ « Conceben amparo y proteccion a habitantes de Atenco », *CIMAC Noticias*, 3 septembre 2007.

universitaires qui désiraient démontrer leur solidarité avec la population de San Salvador Atenco. Mariana Selva a toujours participé aux mouvements sociaux. Ses parents oeuvraient comme médecins au Chiapas et étaient eux-mêmes des activistes. Lors des événements de San Salvador Atenco, Mariana Selva accompagnait une caravane de santé organisée par *La Otra Campaña*, avec son père médecin, pour venir en aide aux blessés⁷⁰.

Norma Jiménez est étudiante en art. Originnaire de l'État de Mexico, elle était sensible à la cause du FPDT. Ce jour là, elle effectuait un reportage photographique pour un média alternatif.⁷¹ Magdalena García Durán a toujours milité pour la défense des droits autochtones. Elle était à Atenco pour vendre ses produits mais également pour offrir son soutien au mouvement.⁷² Edith Rosales adhère à *La Otra Campaña* pour la section des travailleurs. « Fuimos a Atenco para solidarizarnos, tanto como físicamente como al nivel del salud...Y obviamente nunca pensamos en lo que iba a suceder⁷³. » María Sastre et Cristina Valls avaient effectué auparavant du travail communautaire pour des communautés indigènes du Chiapas. Comme membres de *La Otra Campaña*, elles agissaient comme observatrices pour les droits humains. Nous connaissons leur histoire car, courageusement, toutes ces femmes (à l'exception d'América Del Valle qui demeure cachée) ont entrepris de dénoncer ouvertement et publiquement les sévices qu'elles ont vécus.

⁷⁰ Entrevue avec Mariana Selva, à Mexico, le 18 juin 2008.

⁷¹ Entrevue avec Norma Jimenez, à Mexico, le 18 juin 2008.

⁷² Entrevue avec Magdalena García Duran, à Mexico, le 28 mai 2008.

⁷³ [Traduction libre] : « Nous sommes allées à Atenco par solidarité...tant physiquement que pour la question de la santé...évidemment, jamais nous n'avions imaginé ce qui allait se passer. » Témoignage de Édith Rosalez, lancement du documentaire *Llamado urgente por la justicia-La voz de las mujeres de Atenco* par le Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, Mexico, 6 mai 2008.

Cependant, sachant que la peur est le corollaire de la violence exercée envers les femmes, plusieurs femmes sont demeurées dans l'ombre. Au lendemain des événements, la majorité des femmes détenues ont pu sortir sous caution et plusieurs ont préféré ne pas dénoncer par peur de représailles. Comme l'évoque Jacqueline Sáenz, avocate pour le Centre Prodh : « sabemos que fueron más las mujeres que sufrieron este tipo de abusos pero no tuvieron la oportunidad de denunciar por razones personales o incluso por miedo »⁷⁴. Sur vingt-six femmes qui ont officiellement dénoncé auprès de la CNDH les abus sexuels et les viols commis par les forces policières, quatorze ont entamé des poursuites avec l'aide du Centre Prodh en 2006. Depuis, onze ont trouvé la détermination de poursuivre les démarches malgré le climat d'impunité, l'incertitude et la peur :

« De todas que éramos denunciantes, sólo quedan once. Creo que también es esa parte donde hemos sufrido hostigamientos. La mayoría son madres, tenían por sus hijos, por su familia. Entonces, yo creo que también es muy válido. No podemos obligar a nadie a seguir haciendo estas denuncias. Por eso pensamos que es muy importante hacerlo.⁷⁵ »

Si le terrorisme sexuel et la torture sont les facettes d'une politique terroriste pour briser la résistance politique des femmes et ruiner le soutien social qu'elles constituent pour leur mouvement, le machisme et l'idéologie patriarcale, qui marquent toujours le monde politique et judiciaire mexicain, sont une violence supplémentaire que les femmes dénonciatrices ont dû affronter dans leur quête de justice. Plus subtile et indirecte, cette violence structurelle paraît pourtant répondre

⁷⁴ [Traduction libre] : « Nous savons que ce sont davantage les femmes qui ont souffert de ce type d'abus mais elles n'eurent pas l'opportunité de dénoncer pour des raisons personnelles et aussi par peur. » Jacqueline Saenz, Conférence de presse du Centre Prodh, Commémoration des événements d'Atenco, Mexico, 29 avril 2008.

⁷⁵ [Traduction libre] « De toutes celles qui étaient accusatrices, il n'en reste que onze. Je crois que c'est la partie où nous avons souffert de harcèlement. La plupart sont des mères, elles avaient peur pour leurs enfants, pour leurs familles. Donc, je crois que c'est aussi très valable. On ne peut pas obliger personne à poursuivre ces dénonciations. C'est pourquoi nous pensons que c'est très important de continuer à le faire. » Entrevue avec Norma Jimenez, à Mexico, le 18 juin 2008.

à la même logique répressive. « Quand les femmes sont violées par les policiers et que ces crimes demeurent impunis, cela aussi produit de la peur.⁷⁶ »

3.2 L'État, impunité et violence structurelle envers les femmes

Les spécialistes de la violence de genre apparentées au courant féministe radical nous apprennent que l'idéologie patriarcale encourage la violence envers les femmes en créant les conditions psychologiques et culturelles propices à sa reproduction. Elle naturalise, par exemple, les rapports de pouvoirs inégalitaires entre hommes et femmes et édifie la séparation des sphères publique et privée, en réservant respectivement la première, aux hommes, la seconde, aux femmes. L'idéologie patriarcale justifie, entre autres choses, la décriminalisation de la violence masculine et culpabilise les femmes qui en sont victimes. Il s'agit d'une violence structurelle à laquelle les femmes font face au moment de faire valoir le respect de leurs droits individuels.⁷⁷

Cette piste d'analyse sera examinée afin d'expliquer l'impunité accordée aux policiers engagés dans les violences exercées contre les détenues lors de l'opération de San Salvador Atenco et les différents obstacles auxquels sont confrontées les victimes dans les systèmes judiciaire et politique mexicains marqués par cette idéologie sexiste. Une idéologie qui assure, d'un autre côté, la pérennité des politiques répressives de l'État mexicain.

⁷⁶ Cristina Oehmichen, *loc. cit.*, p.14.

⁷⁷ Tel que conceptualisé par Lisa S. Price, Marta Torres Falcon, Marcela Lagarde.

3.2.1 Les obstacles rencontrés par les victimes dans le monde politique

Selon le Centre National de Communication Sociale, il était particulièrement difficile pour les familles, avocats et autres organisations de droits humains d'entrer en contact avec les personnes prisonnières suite à la répression de San Salvador Atenco⁷⁸. Les dénonciations d'abus sexuels et de viols tardent donc à se faire connaître bien que, selon la Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains, les femmes aient cherché dès les premiers instants de leur détention à faire connaître leur situation auprès des autorités⁷⁹. Puis, dénoncer de telles agressions dans un contexte de détention et d'incertitude n'est pas une chose facile, pour une personne en état de choc. Comme le commente Mariana Selva :

« En la cárcel, todo es un descontrol. Uno entra en shock. Yo no sabía dónde estaba mi mamá (estaba en Atenco también). Entonces, ya había visto a mi papá pero se lo habían llevado porque estaba muy herido. Entonces, yo no conocía a nadie porque aunque somos adherentes de *La Otra Campaña*, éramos muchos (...). Todas estábamos en shock. Teníamos una historia propia, una historia común pero particular. Y no nos permitieron platicar una con otra.⁸⁰ »

Cependant, les suspicions d'abus sexuels se confirment publiquement, le 8 mai 2006, lorsque depuis l'Espagne, deux étudiantes catalanes qui avaient été déportées suite à l'intervention policière, María Sastres et Cristina Valls, révèlent

⁷⁸ Victor Ballinas, « Documenta el Centro Pro abuso sexual en contra de una habitante de Atenco », *La Jornada*, 8 mai 2008.

⁷⁹ Commission civile Internationale d'Observation des Droits Humains (CCIODH), IV visita, 29 mai au 4 juin 2006, Informe preliminar sobre los hechos de San Salvador Atenco, Mexico, Juin 2006, p. 81.

⁸⁰ [Traduction libre] : « En prison, tout est hors de contrôle. On entre en état de choc. Moi, je ne savais pas où était ma mère (qui était aussi à Atenco). Puis, j'avais déjà aperçu mon père mais ils l'ont emmené parce qu'il était très blessé. Puis, je ne connaissais personne parce que même si nous étions membre de *La Otra Campana*, nous étions beaucoup. (...) Nous étions toutes en état de choc. Nous avons notre propre histoire, une histoire commune mais singulière. (...) Et ils ne nous permettaient pas de jaser les unes avec les autres. » Entrevue avec Mariana Selva, 18 juin 2008, à Mexico.

dans les médias le traitement qui leur avait été réservé au cours de leur arrestation. Elles relatent :

« Nos metieron en un camión, donde nos empezaron a golpear todo el tiempo con las porras y con patadas. Además de que nos insultaban muchísimo, a nosotras por ser españolas nos llamaban etarras, putas y más cosas. Después, nos cambiaron a un camión más grande, donde pasaron lista a todos- creo que éramos 38- y nos agredieron sexualmente a las mujeres. ⁸¹»

Le même jour, le Centre des Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez (centre Prodh) fait également savoir aux médias qu'il travaille à la documentation d'autres cas de violences sexuelles survenus lors du transfert des détenues au pénitencier de Santiaguito, suite aux révélations obtenues par une détenue⁸². Le 10 mai 2006, la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) attire aussi l'attention des médias sur les dénonciations de viols reçues au cours de la fin de semaine. Des témoignages qualifiés de «révoltants » et « honteux » par José Luis Soberanes, directeur de la CNDH⁸³. Particulièrement l'histoire de cette femme au foyer qui, interceptée dans la rue lors de la répression, fut violée consécutivement par trois policiers qui la menaçaient de détention. Pour José Luis Soberanes : « Lo que desgraciadamente estamos viendo es la farsa de este régimen que se dice en favor de los derechos humanos, pero es una vil mascarada, porque cuando se

⁸¹ [Traduction libre] : « Ils nous ont mises dans un camion, où ils ont commencé à nous frapper tout le temps à coups de matraques et de pieds. En plus de nous insulter énormément pour être espagnoles, ils nous appelaient « etarras » (membres de l'ETA), mais aussi putains et plus encore. Après, ils nous ont transférées dans un camion plus grand, où ils firent un appel de noms, je crois que nous étions 38, et ils nous ont agressées sexuellement ». Armando G. Tejeda, « Ciudadanas españolas dan cuenta de vejaciones a manos de policías », *La Jornada*, 8 mai 2006.

⁸² Victor Ballinas, « Documenta el Centro Pro abuso sexual en contra de una habitante de Atenco », *La Jornada*, 8 mai 2006.

⁸³ Victor Ballinas, « Recibe CNDH 16 quejas por abuso sexual y 7 por violación », *La Jornada*, 10 mai 2006.

presentan situaciones como la de Atenco (...), los derechos humanos no importan nada.⁸⁴ »

Il faudra donc attendre la sortie médiatique de José Luis Soberanes pour connaître la position des principales autorités politiques impliquées dans l'élaboration de l'opération quant aux accusations de viols et d'abus sexuels. La présentation devant les médias, le 11 mai 2006, d'une vidéo compromettante montrant le témoignage de trois policiers de l'État de Mexico par le Centre Prodh provoque aussi la réaction du monde politique. Les policiers de l'État reprochaient aux autorités les excès de l'opération *Rescate* alors que l'ordre avait été donné « de frapper sur tout ce qui bouge »⁸⁵. L'un d'entre eux témoigne : « Que la gente esté consciente de que son órdenes de los mandos de arriba. A nosotros nos obligan a hacer ese tipo de trabajo. Al gobierno lo quisiéramos decir que ya no es la forma de gobernar, de reprimir a la gente.⁸⁶ »

Dès lors, la réponse à ces allégations de la part des principaux dirigeants politiques ne tarde pas à se faire entendre. Comme le souligne Jacqueline Sáenz, avocate pour le Centre Prodh : « Fue por la presión de los medios de comunicación y las organizaciones que estuvieron en el lugar de los hechos que hubo respuestas.⁸⁷ » Cependant, les responsables politiques ont systématiquement

⁸⁴ [Traduction libre] : « Ce qu'on vit malheureusement, c'est la farce de ce régime qui se dit en faveur des droits humains, mais c'est une vile mascarade, car lorsque se présentent des situations comme celle de Atenco, les droits humains importent peu » « El respecto a derechos, farsa : Soberanes », *La Jornada*, 11 mai 2006.

⁸⁵ Jesus Ramirez Cuevas et Victor Ballinas, « El Estado, responsable de los hechos de Atenco : Centro Pro », *La Jornada*, 11 mai 2006.

⁸⁶ [Traduction libre] : « Que les gens soient conscients que ce sont des ordres qui viennent d'en haut. On nous oblige à faire ce type de travail. Au gouvernement, nous voulons lui dire que ce n'est pas une façon de gouverner, que de réprimer la population. » Victor Ballinas et Jesus Ramirez Cuevas, « Un policía estatal fue quien asesinó al menor en Atenco », *La Jornada*, 11 mai 2006.

⁸⁷ [Traduction libre] : « Ce fut sous la pression des médias de communication et par les organisations qui étaient sur les lieux où ça s'est passé qu'il y eut une réponse. » Jacqueline Saenz,

cherché à occulter, nier et minimiser les abus sexuels de la part des policiers dans les médias tout en vantant le succès de l'opération.⁸⁸

Pensons aux déclarations de Miguel Ángel Yunes, sous-secrétaire au ministère de la Sécurité Publique fédérale, responsable de la Police Préventive Fédérale, en charge de faire connaître la position du gouvernement Fox sur les agressions envers les femmes, à San Salvador Atenco. Pour Yunes, « Lo que no es creíble y lo que no podemos sostener es que se hayan dado violaciones tumultuarias en el momento de la detención⁸⁹. » Pour Yunes, ce que les femmes d'Atenco ont appelé « viol » ne furent que des abus malhonnêtes.⁹⁰

À propos du témoignage des policiers et du travail du Centre Prodh dans la défense des femmes de Atenco, Yunes ajoute : « No empecemos a caer en la trampa de denuncias anónimas, como las que se han presentado por este grupo, el del padre (Miguel Agustín) Pro, que hay que recordar sus antecedentes : es un grupo que se ha dedicado durante mucho tiempo a proteger a grupos violentos.⁹¹ » Yunes précise également que les policiers qui ont à faire une déclaration, qu'ils la

avocate pour le Centre des droits humains Miguel Agustín Pro Juárez, Conférence de Presse du Centre PRODH à deux ans des événements de San Salvador Atenco, à Mexico, le 29 avril 2008.

⁸⁸ Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, *Ibid.* p. 13.

⁸⁹ [Traduction libre] : « Ce qui n'est pas croyable et que nous ne pouvons supporter c'est qu'on se soit adonné à des viols tumultueux au moment de la détention. » Roberto Garduño et Enrique Mendez, « En Atenco no hubo violaciones sino abusos deshonestos : Yunes », *La Jornada*, 12 mai 2006.

⁹⁰ Roberto Garduño et Enrique Mendez, « En Atenco no hubo violaciones sino abusos deshonestos : Yunes », *La Jornada*, 12 mai 2006.

⁹¹ [Traduction libre] : « Ne commençons pas à tomber dans le piège des dénonciations anonymes, comme celles présentées par ce groupe, celui du père (Miguel Agustín) Pro, dont il faut rappeler les antécédents : c'est un groupe qui s'est dédié pendant plusieurs années à protéger des groupes violents. » Roberto Garduño et Enrique Mendez, « En Atenco no hubo violaciones sino abusos deshonestos : Yunes », *La Jornada*, 12 mai 2006.

fassent avec sérieux, devant le Bureau du Procureur Général de la République.
« ¿Realmente se puede creer a tres personas que de espaldas dicen esto? »⁹²

Les propos de Wilfrido Robledo Madrid, commissaire de l'Agence de Sécurité Publique Étatique (ASE) s'inscrivent également dans la même lignée. En parlant des policiers impliqués dans les agressions, il déclare: « ¡Todos están limpios! »⁹³ Quant aux agressions qui auraient eu lieu lors du transfert des détenues de San Salvador Atenco au pénitencier, il précise: « No sucedió absolutamente nada »⁹⁴. Robledo ajoute: « Ya me cansé de decir que no fueron violadas, pero no toman en cuenta mis declaraciones, nada más toman en cuenta las declaraciones de otras mujeres »⁹⁵. Le gouverneur de l'État de Mexico, Enrique Peña Nieto, a lui aussi cherché à discréditer les déclarations des femmes arrêtées et agressées lors de l'opération d'Atenco. Il affirme, en mai 2006:

« Hay que dar la dimensión al tema. También es conocido que los manuales de los grupos radicales dicen que hay que declararse violadas, en el caso de las mujeres, y en el de los hombres haber sido objeto de abuso y maltrato... No debemos caer en la fabricación de culpables ante estas denuncias. »⁹⁶

Il va sans dire que les autorités politiques n'ont démontré aucune impartialité dans cette affaire tout en faisant preuve d'une attitude méprisante et discriminatoire envers les femmes. Alors que la constitution politique des États

⁹² [Traduction libre]: « Réellement, peut-on croire trois personnes qui disent ceci le dos tourné? » Grupo Reforma, « Desacreditan video de ONG sobre policías », 12 mai 2006.

⁹³ [Traduction libre]: « Ils sont tous propres » Silvia Chavez Gonzalez « « Nada Pasó » en el traslado, dice Wilfrido Robledo », *La Jornada*, 25 mai 2006.

⁹⁴ [Traduction libre]: « Il n'est absolument rien arrivé. » Silvia Chavez Gonzalez « « Nada Pasó » en el traslado, dice Wilfrido Robledo », *La Jornada*, 25 mai 2006.

⁹⁵ [Traduction libre]: « J'en ai assez de dire qu'elles n'ont pas été violées, mais ils ne prennent pas en compte mes déclarations, ils prennent uniquement en compte les déclarations d'autres femmes. » Grupo Reforma, « Desacreditan video de ONG sobre policías », 12 mai 2006.

⁹⁶ [Traduction libre]: « Il faut remettre les choses en perspective... Il est bien connu que les manuels des groupes radicaux disent qu'il faille se déclarer violées dans le cas des femmes, et dans le cas des hommes avoir été l'objet d'abus et de mauvais traitements... Nous ne devons pas tomber dans la fabrication de coupables face à ces dénonciations. » « Desestima Peña abusos en Atenco, La Reforma, 16 juin 2006.

Unis Mexicains stipule que toutes discriminations basées sur le genre et toute atteinte à la dignité des personnes sont prohibées⁹⁷, les autorités politiques ont cherché à contourner leurs obligations tout en banalisant les abus vécus par les femmes dans le discours public. Selon Lydia Cacho, journaliste, enquêteur et militante pour les droits de la femme :

« La crueldad e ironía con las que responde a las declaraciones de las mujeres violadas el comisionado Wilfrido Robledo es idéntica a las burlas de Milosevic sobre los campamentos de mujeres violadas en Sarajevo, de Pinochet sobre las mujeres torturadas en las cárceles, e igual a los comentarios burlones y sexistas de Patricio Martínez en Ciudad Juárez (...). Llamar a las mujeres mentirosas es violencia de Estado, es complicidad.⁹⁸ »

Les critiques de Lydia Cacho nous amènent à penser que les propos sexistes et impartiaux tenus par les hommes politiques agissent donc comme une forme de propagande qui, selon Carole J. Sheffield, est « essentielle à la conduite du terrorisme. » Pour Sheffield: « Its purpose is to present one point of view on a subject and to discredit opposing points of views⁹⁹ ». Le discrédit souffert par les femmes victimes de la violence policière a donc été vécu comme un obstacle additionnel et s'inscrit en continuité avec les visées terroristes de l'État mexicain envers les femmes militantes, en cherchant à leur rappeler la place que leur désigne le système patriarcal. Comme le révèle Norma Jiménez :

« Cuando volví a entrar a la escuela, me sentía muy mal. Era eso, llegar y que todos te veían. Aumentó con el hecho que los medios nos trataron de lo peor. Yo recuerdo que decían que habíamos inventado las violaciones, que

⁹⁷ Voir l'article 1 de la constitution politique des États Unis du Mexique, sur le site de l'Instituto de investigaciones jurídicas, <http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/>

⁹⁸ [Traduction libre] « La cruauté et l'ironie avec lesquelles répond le commissaire Wilfrido Robledo est identique aux plaisanteries de Milosevic sur les camps de femmes violées à Sarajevo, de Pinochet sur les femmes torturées dans les prisons et similaires aux commentaires moqueurs et sexistes de Patricio Martinez à Ciudad Juarez (...). Traiter les femmes de menteuses, c'est de la violence d'État, c'est de la complicité. » Lydia Cacho, « La violencia de Estado contra las mujeres », *La Jornada*, 18 mai 2006.

⁹⁹ Carole J. Sheffield. *op. cit.*, p.112.

nos habíamos hecho las heridas nosotras mismas. Este tipo de cosa. Bueno, ante la opinión pública, es raro. (...) Y desmoraliza¹⁰⁰. »

Marta Torres Falcón l'évoquait aussi, les changements apportés dans le cadre normatif fédéral par les réformes constitutionnelles et dans la politique publique fédérale, en créant par exemple l'Institut national des femmes (Inmujeres) n'ont toujours pas modifié l'idéologie des hauts fonctionnaires¹⁰¹. À ce sujet, Lydia Cacho pointe du doigt « la misogynie structurelle » qui caractérise toujours l'exercice du pouvoir, au Mexique : « Hablar de los derechos de las mujeres aporta votos, es políticamente correcto, pero aplicarlos implica compromisos éticos que muchos no estan dispuestos a asumir¹⁰² ».

D'autres facteurs tels que le manque d'indépendance des instances judiciaires face au pouvoir exécutif contribuent à la perpétuation de l'impunité et de la violence envers les femmes. Dans le cas de San Salvador Atenco, cette réalité semble avoir été délibérément utilisée par les autorités pour mener à bien les desseins terroristes de l'État contre les femmes mobilisées et les mouvements sociaux pour lesquels elles militent.

3.2.2 Les obstacles rencontrés par les victimes dans le monde judiciaire

Le devoir d'enquêter rapidement sur les faits survenus à San Salvador Atenco et de sanctionner les responsables incombe à l'État mexicain compte tenu de ses engagements nationaux et internationaux en matière de lutte contre la

¹⁰⁰ [Traduction libre] « Quand je suis retournée à l'école, je me sentais très mal. C'était ça, arriver et que tout le monde te regarde. Ce fut amplifié par le fait que les médias nous ont traitées du pire. Je me souviens qu'ils disaient que nous avions inventé les viols. Que nous nous étions fait nous même les blessures. Ce type de chose. Bien, face à l'opinion publique, c'est bizarre. (...) Et ça démoralise. » Entrevue avec Norma Jimenez, 18 juin 2008, à Mexico.

¹⁰¹ Marta Torres Falcon, *op. cit.*, p. 308

¹⁰² [Traduction libre] « Parler des droits de la femme apporte des votes, c'est politiquement correct, mais les appliquer implique des compromis éthiques que plusieurs ne sont pas disposés à assumer. » Lydia Cacho, *loc. cit.*

discrimination de genre et contre la torture. En réalité, l'accès à la justice pleine et entière pour les femmes victimes de violence sexuelle n'est pas garanti. Ces dernières se confrontent invariablement à une série d'obstacles reliés à une idéologie patriarcale qui considère les femmes comme des citoyennes de seconde zone.

Nous aborderons la série d'irrégularités qui ont caractérisé la recherche de justice pour les victimes de violences de San Salvador Atenco dans le système judiciaire mexicain. Il faut noter qu'étant donné la nature des événements, où plusieurs instances politiques et corps policiers ont été impliqués, seront examinées les interventions du Bureau Spécialisé dans les Crimes liés à la Violence contre les Femmes (FEVIM) pour le palier fédéral et celles du Bureau du Procureur Général de Justice de l'État de Mexico.

Le Centre Prodh remarque que plusieurs avancées ont été réalisées afin de condamner sévèrement le délit de viol et d'éliminer les critères discriminatoires des différents codes pénaux tant fédéral que de l'État de Mexico¹⁰³. Les législations fédérale et de l'État de Mexico affirment notamment qu'un viol doit être poursuivi d'office. Le viol est également aggravé s'il est commis par un « serviteur public » et collectivement¹⁰⁴. Selon la Cour Suprême de Justice de la Nation, les déclarations d'une victime aux prises avec un délit de viol doivent aussi être traitées avec la plus haute importance puisque les méfaits se déroulent généralement sans qu'il n'y ait de témoin¹⁰⁵. Mais ces différents progrès ne se sont pas traduits dans la pratique et la réalité fut tout autre pour les dénonciatrices.

¹⁰³ Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, *Violencia de estado contra mujeres en Mexico, el caso de San Salvador Atenco*, p. 26.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 13.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 28.

À titre d'exemple, les instances judiciaires continuent de prendre comme principales preuves la pratique d'un examen gynécologique et psychologique pour évaluer les souffrances encourues par les plaignantes, accordant une moindre crédibilité à la parole des femmes qui ont dénoncé les agressions du 4 mai 2006. Comme le remarque Norma Jiménez, au sujet de l'administration des examens par la médecin de la FEVIM :

« No fue nada agradable. Nos obligaron... bueno, no nos obligaron pero eran sus palabras, si queríamos denunciar había que someterse a un examen psicológico y ginecológico. Bueno, la médica nos trato muy mal, a lo menos por las que hemos compartido esa experiencia. Todo el tiempo nos puso en entredicho nuestra palabra. Haciéndonos ver que nuestro trabajo era probar que lo que decíamos era verdad. Que ella no podía estar segura que nos habían violado y que nosotras tendríamos que probar. Entonces, nos hacen unos estudios, nos hacen comentarios discriminatorios a todas...esta parte fue muy difícil pero todas las cumplimos. Y bueno, entra la denuncia.¹⁰⁶ »

D'ailleurs, les examens médicaux ont été caractérisés par plusieurs déficiences. Selon la Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains, alors que les femmes ont rapporté dès les premiers instants de leur détention vouloir faire connaître leurs dénonciations auprès des autorités¹⁰⁷, celles-ci n'ont pu être enregistrées qu'à la visite des fonctionnaires de la FEVIM, plus d'une semaine après leur arrestations, le 17 mai 2006. Lors de cette visite, cinq femmes enregistrent formellement une plainte d'agression sexuelle mais la FEVIM

¹⁰⁶ [Traduction libre] : « Ce ne fut rien d'agréable. Ils ne nous obligèrent pas mais c'était leurs mots, si nous voulions dénoncer, il fallait se soumettre à un examen psychologique et gynécologique. Bien, la médecin nous traita très mal, du moins pour celles qui ont partagé cette expérience. Tout le temps, elle remettait en question notre parole en nous faisant voir que notre travail était de prouver que ce que nous disions était la vérité. Qu'elle, elle ne pouvait pas être certaine qu'ils nous avaient violées et que nous avions à le prouver. Donc, ils nous ont fait des examens...ils nous faisaient des commentaires discriminatoires à toutes. Ce fut la partie la plus difficile mais nous l'avons toute complétée. Et notre dénonciation fut reçue. » Témoignage de Norma Jimenez, Réunion au local UNIOS, 21 juin 2008, à Mexico.

¹⁰⁷ Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains (CCIODH), Cuarta Visita, 29 de mayo a 4 de junio de 2006, Informe preliminar sobre los hechos de San Salvador Atenco, Mexico, juin 2006, p. 80.

a retardé d'une dizaine de jours l'application des examens prévus par le médecin de l'institution. « Dicho médico les dijo que estaban perfectamente bien. ¹⁰⁸»

Par ailleurs, la FEVIM, qui relève du Bureau du Procureur Général de Justice de la République, a tout simplement joué un rôle « passif et inefficace »¹⁰⁹ tout au long de l'affaire. Le manque d'indépendance des instances judiciaires face au pouvoir exécutif est d'ailleurs un obstacle majeur à la mise en place d'enquêtes impartiales et efficaces. Au Mexique, tant au fédéral qu'au provincial, c'est au Ministère Public qu'il revient d'exercer une action pénale, de poursuivre les coupables, de présenter les preuves de leur culpabilité, tout en faisant en sorte que les jugements soient expéditifs et rapides¹¹⁰. Cependant, le Ministère Public se trouve sous la direction du Bureau du Procureur Général dont le responsable est nommé par le pouvoir exécutif, le Président ou le Gouverneur d'État. Cette culture centraliste et la réalité politique du Mexique empêchent les procureurs d'agir avec autonomie, objectivité et sans contrainte politique¹¹¹.

La lenteur et l'inefficacité avec laquelle la FEVIM a agi dans le dossier des femmes de San Salvador Atenco démontrent bien le caractère partial du système de justice mexicain. Dans une entrevue de *La Jornada*, Alicia Elena Pérez Duarte, à la tête de ce Bureau spécialisé, semblait confuse entre son mandat de défendre les droits des femmes tout en devant s'en tenir au discours politique officiel. À la

¹⁰⁸ [Traduction libre] : « Le dit médecin leur dit qu'elles étaient parfaitement bien. » Commission Civile Internationale d'Observation des Droits Humains (CCIODH), Cuarta Visita, 29 de mayo a 4 de junio de 2006, Informe preliminar sobre los hechos de San Salvador Atenco, Mexico, juin 2006, p. 81.

¹⁰⁹ Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro-Juárez et Organización Mundial Contra la Tortura, « México a un año de las recomendaciones del Comité contra la Tortura : Incumplimiento con las Recomendaciones sobre los Actos de Tortura y Malos Tratos contra las Mujeres de San Salvador Atenco », Informe de seguimiento, avril 2008. p. 7.

¹¹⁰ Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, *op. cit.*, p. 22.

¹¹¹ Centre Prodh, « Violencia de Estado contra mujeres en Mexico », p. 23.

question de *La Jornada* à savoir si les autorités mexicaines bloquaient le travail de la FEVIM et évitaient de collaborer avec elle, Pérez Duarte répond :

« No podría decirlo así; actúo de buena fe, institucionalmente y creo en los argumentos que se me dieron. Personalmente hablé con el procurador (Abel Villacaña). Estamos en el entendido él y yo de que no había mujeres detenidas. Hoy aparece una lista en la prensa, y eso tenemos que revisar la información.¹¹² »

Abel Villacaña est le procureur général de justice l'État de Mexico. Il déclara de façon assez surprenante, au mois de juin 2006, qu'aux femmes d'Atenco, « nadie les había hecho nada¹¹³ ».

D'autres éléments illustrent bien les limites de la FEVIM et sa difficulté à assurer l'accès à la justice et une attention particulière pour les femmes victimes de violence. Alors que Pérez Duarte avait déclaré à *La Jornada* vouloir encourager les organisations non gouvernementales à dénoncer et à l'informer sur les événements¹¹⁴, en aucun moment la FEVIM n'a collaboré avec le Centre Prodh pour défendre le dossier des 14 femmes victimes de violence sexuelle que le centre représentait¹¹⁵. Alors que le Centre Prodh a présenté à la FEVIM plusieurs éléments probants quant à la responsabilité de fonctionnaires publics dans les abus sexuels exercés contre plusieurs détenues, et que la FEVIM a elle-même ouvert une enquête sur la question, aucune action pénale n'a été menée par cette dernière.¹¹⁶

¹¹² [Traduction libre] : « Je ne pourrais pas le dire ainsi ; il agit de bonne foi, institutionnellement, et je crois les arguments qu'on m'a donnés. Personnellement, j'ai parlé avec le Procureur (Abel Villacana). Nous avons compris, lui et moi, qu'il n'y avait pas de femmes détenues. Aujourd'hui, une liste apparaît dans la presse, et je crois qu'on doit réviser l'information. » Gustavo Castillo Garcia, « Villacaña me dijo que no había mujeres presas : Pérez Duarte », *La Jornada*, 12 mai 2006.

¹¹³ [Traduction libre] : « Personne ne leur a rien fait. » « La actuación de los policías, por alto nivel de estres : Robledo », *La Jornada*, 26 juin 2006, p.18.

¹¹⁴ *Ibid.*, *La Jornada*, 12 mai 2006.

¹¹⁵ Centre Prodh, *Balance del caso Atenco 2008, 2 anos de impunidad*, p.2

¹¹⁶ *Ibid.*

La FEVIM est également intervenue de façon controversée dans l'application du protocole d'Istanbul aux femmes ayant vécu des tortures sexuelles. Le protocole d'Istanbul est une procédure qui permet d'enquêter et de déceler les traces de torture médicalement constatées¹¹⁷. La FEVIM a refusé d'utiliser les expertises réalisées précédemment par la Commission Nationale des Droits Humains et le Comité Contre la Torture et l'Impunité, lesquelles avaient déjà constaté la torture. De plus, le protocole d'Istanbul doit être appliqué par des experts indépendants du gouvernement. À plus d'une année des événements, alors que les marques physiques s'étaient évidemment estompées, plusieurs femmes ont dû se soumettre à d'autres examens physiques et psychologiques pour répondre aux exigences de la FEVIM.¹¹⁸

L'expérience s'est malheureusement révélée traumatisante. Selon le témoignage des victimes, « les expertises gouvernementales ne furent pas dirigées pour prouver le stress post-traumatique, sinon pour questionner ces femmes sur leur participation dans les événements survenus le 3 et 4 mai et les culpabiliser pour les agressions auxquelles elles ont survécues. »¹¹⁹ Les victimes furent obligées de se dénuder pour être photographiées devant un groupe d'experts, bien qu'il fût évident qu'aucune lésion ne serait visible. Selon Loewe, médecin et directeur du Comité contre la torture et l'impunité, cette procédure a eu pour conséquence de victimiser ces femmes à nouveau :

« Se vieron obligadas, las compañeras que querían de todas maneras someter la denuncia hasta el final, a que se les hicieron los peritajes por parte de la PGR. Nosotros advertimos que iba a ser una retraumatización. Eso sucedió,... fue una bestialidad de retraumatización. Imagínense, una compañera con el examen médico, se desnudan, les toman fotografías. En el cuarto junto había treinta y tantos oficiales uniformados...es decir que esto

¹¹⁷Tiré du site d'Amnistie Internationale, www.amnestyinternational.be/doc/article3176.html, Consulté le 5 octobre 2008.

¹¹⁸ Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, *op. cit.*, p.6.

¹¹⁹ *Ibid*, p.7.

se planificó. Además eso fue el día 10 de mayo (la Fête des Mères au Mexique) para que no se olvidaran...esto fue una retraumatización.¹²⁰ »

La violence structurelle que confrontent les femmes dans un système judiciaire où prévalent toujours les préjugés discriminatoires et l'idéologie patriarcale permet, comme dans les exemples précédents, de culpabiliser les victimes pour avoir été violées, de discréditer leur parole, mais aussi, de décriminaliser les actes posés par le violeur, excusé pour les « écarts » qu'il aurait commis. Cette dernière idée est très bien illustrée par les sentences qui ont été données aux quelques policiers identifiés comme ayant participé aux agressions durant le transfert des détenues de la communauté au pénitencier.

En mai 2006, le Bureau du procureur général de justice de l'État de Mexico ouvre une enquête sur les événements relatifs aux violences sexuelles exercées par les policiers de l'État de Mexico. Deux ans plus tard, sur un total de vingt-et-un policiers amenés à comparaître suite aux dénonciations de viol, 15 d'entre eux sont acquittés, 5 sont toujours sous procès pour les délits mineurs « d'abus d'autorité » et un seul a été inculpé pour le délit de moindre gravité de *actos libidinosos* (actes libidineux), le 28 août 2006¹²¹.

Les propos de Marcela Lagarde sur les interprétations stéréotypées et biaisées du viol et ses conséquences pour les victimes prennent ici tout leur sens¹²².

¹²⁰ [Traduction libre] « Elles se sont vues obligées, les camarades qui voulaient aller jusqu'au bout avec la dénonciation, à ce que les expertises leur soient faites de la part de la PGR. Nous les avons averties que cela allait sans doute être un autre traumatisme. C'est ce qui est arrivé. Ce fut une monstruosité de "retraumatisation". Imaginez-vous...une camarade...avec l'examen médical, elles se sont dénudées, on les prenait en photographie. Dans la pièce, il y avait une trentaine d'officiers en uniforme, c'est-à-dire que ce fut planifié. En plus, cela s'est déroulé le 10 mai (2007) pour qu'elles n'oublient pas...cela a été une "retraumatisation". » Témoignage de Ricardo Loewe, Conférence de Presse du centre Prodh, à deux ans des événements de San Salvador Atenco, à Mexico, le 29 avril 2008.

¹²¹ Centre Prodh, *op. cit.*, p.4.

¹²² Marcela Lagarde, *op. cit.*, p. 263.

Le policier Doroteo Blas Marcelo avait obligé une femme à lui pratiquer une fellation lors de la répression du 4 mai 2006. Dans la législation de l'État de Mexico du moment, le sexe oral réalisé de façon coercitive n'était pas une action pouvant être considérée comme un viol. Le policier s'en est donc sorti avec une peine diminuée de 3 ans pour le délit d'actes libidineux. Un délit de viol lui aurait pourtant valu 10 à 15 ans de prison. Le policier n'est d'ailleurs jamais allé en prison puisqu'il avait la possibilité de s'acquitter de cette sentence par le paiement d'une amende de \$ 6549.40 pesos¹²³. La victime n'a, quant à elle, reçu aucune compensation pour les préjudices vécus¹²⁴.

La petite histoire autour de l'interprétation du viol dans le code pénal de l'État de Mexico vaut la peine d'être détaillée pour le cas de San Salvador Atenco. Il faut savoir qu'en 2004, des réformes au code pénal avaient été apportées qui incluaient le sexe oral dans la définition d'un viol. Trois mois plus tard, le pouvoir exécutif de l'État de Mexico publiait un *erratum* dans la Gazette du gouvernement stipulant que le mot « oral » serait retiré de la nouvelle législation. En août 2007, de nouvelles modifications ont été réalisées ajoutant le mot « oral » au code pénal. Cependant, comme les événements se sont déroulés en mai 2006, les policiers inculpés s'en sortent avec des sentences mineures puisqu'ils ont été jugés selon le code en vigueur à cette époque¹²⁵. Ce détail n'est pas banal sachant que plusieurs femmes ont rapporté avoir été violées par voie orale.

D'autres facteurs compliquent la quête de justice pour les femmes qui ont subi la torture sexuelle. Les démarches judiciaires lourdes et fastidieuses, le manque de confiance envers les institutions, la stigmatisation, l'isolement et les

¹²³ Environ 550\$ CN.

¹²⁴ Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, *op. cit.*, p.2.

¹²⁵ *Ibid.*, p.4.

responsabilités familiales sont des éléments qui ont découragé plusieurs femmes¹²⁶. Comme le soulignent les commentaires de Cristina Oehmichen et Norma Jimenez :

« Desde el principio algunas no quisieran manejar lo que les habian pasado.¹²⁷ »

« Muchas veces las violencias son silenciadas. Y muchas por pudor, o por no ser rechazada de su núcleo social, de su familia. Pues muchas veces las mujeres se callan, cuando son victimas de este tipo de violencia. (...) Por ejemplo, en el caso de Atenco, costo mucho trabajo a las mujeres empezar a presentar sus denuncias sobre agresiones sexuales. Habia dos o tres. Como las espanolas, como la Chilena. Las demas estaban calladas. Las que empezaron a denunciar no eran de Atenco, eran gente de otro paises, o una chava, Mariana Selva. Porque ella tiene respaldo politico de su familia. Es hija de un medico.¹²⁸ »

Nous savons également que le harcèlement des policiers s'est poursuivi contre les femmes du mouvement et celles qui supportent la cause du FPDT, les mois suivant la répression¹²⁹. Parmi celles qui ont entrepris de dénoncer, plusieurs rapportent avoir subi différentes formes d'intimidation de la part des forces policières tels que des arrestations sans mandat, des appels anonymes et des menaces en prison, comme Patricia Romero¹³⁰. En 2008, Norma fut notamment arrêtée, emmenée dans une auto patrouille qui alla se stationner dans une ruelle où

¹²⁶ Ce qui ressort de plusieurs entrevues menées auprès de Norma Jimenez, Mariana Selva, Jacqueline Saenz, avocate pour le Centre Prodh.

¹²⁷ « Depuis le début, quelque-unes ne voulaient pas gérer ce qui leur était arrivé. »

¹²⁸ [Traduction libre] : « Plusieurs fois, les violences sont passées sous silence. Et plusieurs par pudeur, ou pour ne pas être rejetée du noyau social ou familial. Plusieurs fois les femmes se taisent quand elles sont victimes de ce type de violence. Par exemple, dans le cas de Atenco, ce fut pénible pour les femmes de commencer à présenter leurs dénonciations sur les agressions sexuelles. Il y en avait deux ou trois. Comme les Espagnoles. Comme la Chilienne. Les autres étaient silencieuses. Celles qui ont commencé à faire des dénonciations n'étaient pas d'Atenco, elles étaient originaires d'autres pays. Ou comme cette jeune fille, Mariana Selva, elle a l'appui politique de sa famille et son père est un médecin. » Entrevue avec Cristina Oehmichen, à Mexico, le 16 mai 2008.

¹²⁹ Selon le CCIODH qui a, entre autres, recueilli le témoignage d'une journaliste du *Centro de Medios Libres*, qui était présente à Atenco le 3 mai mais qui ne fut pas prisonnière. Elle fut poursuivie à plusieurs reprises, elle reçut plusieurs appels anonymes et des menaces de viol.

¹³⁰ Information obtenue par le Centre Prodh, Conférence de presse bilan à deux ans des événements de San Salvador Atenco, à Mexico, 29 avril 2008. Patricia est l'une des dirigeantes du groupe de fleuristes. Elle est la seule qui demeure toujours emprisonnée suite aux événements d'Atenco.

elle fut questionnée sur ses activités. Au bout d'une heure, elle fut relâchée. Afin d'assurer leur sécurité, les femmes s'appellent et se donnent régulièrement des nouvelles puisqu'elles vivent constamment dans la crainte d'une autre agression.

Ces facteurs, qui constituent les dimensions de la violence structurelle qu'exerce l'idéologie patriarcale sur les femmes, ont évidemment contribué à faire taire la majorité des femmes qui furent fait prisonnières lors de la répression et permis à l'impunité de régner en maître. Les témoignages rassemblés par CCIODH et le Centre Prodh ont effectivement mis en évidence que la majorité des femmes avaient subi des violences sexuelles lors de l'opération¹³¹. Aujourd'hui, aucune d'entre elles n'a reçu réparation. Aucune mesure spécifique n'a également été mise en place pour assurer leur protection¹³². Des 47 femmes qui furent détenues, seulement onze poursuivent les démarches judiciaires, malgré les nombreux obstacles et le risque que cela représente, sachant que les autorités détiennent toutes les informations personnelles sur les ex-détenues.

« En el momento en que nos detienen nos piden nuestro nombre, datos, nuestra familia, ellos saben donde estamos, tememos las represalias en el momento que nos dejen salir, saben donde estudiamos, lo que hacemos, lo que somos, Nos trataron como botín de guerra¹³³. »

Conclusion

Pour Lydia Cacho, « no es la justicia ni las leyes, sino la misoginia de los servidores públicos, lo que está castigando nuevamente a las mujeres de Atenco, primero por estar en una manifestación publica, luego por ser mujeres y decir la

¹³¹ CCIODH, *Ibid.*, p.74.

¹³² *Ibid.*, p.85.

¹³³ [Traduction libre] : « Du moment où ils nous arrêtent, ils nous demandent notre nom, nos coordonnées, notre famille, ils savent où nous sommes, nous avons peur de représailles quand ils nous laissent sortir; ils savent où nous étudions, ce que nous faisons, ce que nous sommes... Ils nous ont traitées comme du butin de guerre. » CCIODH, *Ibid.*, p.84.

verdad¹³⁴. » Ce qui nous mène au constat suivant : les tortures sexuelles infligées par les policiers dans le cadre d'une lutte contre-insurrectionnelle et la violence structurelle exprimée par le sexisme et la misogynie des fonctionnaires à laquelle les femmes se sont vues confrontées suite à leur dénonciation, sont en fait les deux facettes d'une même médaille, celle du terrorisme sexuel.

Le viol, la violence verbale sexuellement offensante, l'intimidation et la menace, le discrédit de la parole des femmes, la diminution des peines encourues par les agresseurs et la propagande employée contre les opposantes et leurs mouvements sont des mécanismes d'oppression qui cherchent à terroriser les femmes qui résistent pour mieux les contrôler et les assujettir. À San Salvador Atenco, par son caractère systématique, le terrorisme sexuel a constitué l'une des pratiques fondamentales mise en branle par l'État pour mener une lutte anti-subversive contre le FPDT et ses sympathisants dans le but de soumettre les communautés dissidentes.

Cependant, la violence terroriste instrumentalisée par l'État mexicain pour mettre un terme à la contestation sociale fut-elle une stratégie efficace contre le FPDT et les femmes de ce mouvement? Il s'avère difficile d'évaluer l'impact réel de cette répression sur la vitalité du FPDT, sur celle des autres mouvements sociaux, et sur la mobilisation politique des femmes. Le coup fut cependant assez puissant pour interrompre la tournée de *La Otra Campaña*, pendant quelques mois, jusqu'en août 2006¹³⁵. Selon Norma Jimenez : « El impacto social y político que

¹³⁴ [Traduction libre] : « Ce ne sont pas la justice ni les lois, sinon la misogynie des fonctionnaires publics qui est en train de punir nouvellement les femmes de Atenco, premièrement pour avoir été dans une manifestation publique et puis, pour être femmes et dire la vérité. » Lydia Cacho, *Ibid.*

¹³⁵ Entrevue avec Mariana Selva, à Mexico, le 18 juin 2008.

tuvó (la represión) es muy importante. Dentro del mismo movimiento, creo que hay todavía mucha gente que se queda con esa idea y que tiene miedo.¹³⁶ »

Quant au FPDT, toujours présent sur la scène politique mexicaine, la répression semble curieusement avoir transformé la lutte et la composition du mouvement. Alors que seize membres du FPDT et du groupe de fleuristes demeurent emprisonnés, les demandes du FPDT s'articulent principalement autour de la libération de leurs camarades. Mais, la défense de la terre demeure aussi un élément essentiel de la lutte puisque les membres du FPDT appréhendent un retour du projet d'aéroport international dans la région, cette fois-ci sur un terrain fédéral où se retrouve le lit du lac Texcoco¹³⁷. Cependant, comme le remarque Luis Hernández Navarro, deux ans après la répression, la résistance continue:

« Pero los habitantes de Atenco resisten. Quieren vivir en paz, ser lo que han sido. Siembran maíz, alfalfa, calabaza, frijol y haba.(...)Su organización, el Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra, sigue vivo. Hacen asambleas, impulsan proyectos productivos, buscan liberar a sus presos, se solidarizan con otras luchas y no olvidan los abusos sufridos.¹³⁸ »

Bien que la résistance se poursuive, Trinidad Del Valle reconnaît qu'au lendemain de la répression, mobiliser les gens autour de cette question n'est pas aussi facile qu'auparavant : « Desde que vinó la represión es mucho mas difícil

¹³⁶ « L'impact social et politique qu'elle eut (la répression) est très important. À l'intérieur du mouvement, je crois qu'il y a toujours beaucoup de gens qui sont restés avec cette idée et qui ont peur. » Entrevue avec Norma Jimenez, à Mexico, le 18 juin 2008.

¹³⁷ Luis Hernandez Navarro, « Atenco : les descendientes de Nezahualcōyotl ». *La Jornada* (Mexico), mardi 29 avril 2008, p.15.

¹³⁸ [Traduction libre] « Mais les habitants de Atenco résistent. Ils veulent vivre en paix, être ce qu'ils étaient. Semer le maïs, la luzerne, les courges, les fèves et les grains de cacao.(...) Leur organisation, le Front des Peuples pour la Défense de la Terre, demeure vivante. Ils font des assemblées, mettent de l'avant des projets productifs, cherchent à libérer leurs prisonniers, se solidarisent avec d'autres luttes, et n'oublient pas les abus dont ils ont souffert. » Luis Hernandez Navarro, *Ibid.*

organizar a la gente. Se quedó paralizada mucha la gente, con el miedo que ese momento representaba (...) Dos años después la gente vuelve a salir¹³⁹».

Quant à la composition du FPDT, il semblerait que les femmes se mobilisent davantage à l'intérieur de l'organisation, affectées par l'arrestation de leurs compagnons, à la manière des mères de la *Plaza de Mayo*, en Argentine : « Es que una es madre, una es hermana, una es hija.¹⁴⁰ » C'est l'impression partagée par Trinidad Del Valle qui a elle-même vu son implication changer en devenant dirigeante de l'organisation. Elle confie ses remarques sur les changements survenus au sein du FPDT :

« Visiblemente, creo que somos más mujeres. Sí, porque somos las que nos movilizamos a diario. Una comisión se da aquí, otra comisión se da allá. Tratamos de cubrir todos los eventos a los que nos invitan. Para nosotros es importante porque es donde encontramos el espacio para denunciar.¹⁴¹ »

Quant aux femmes victimes de violence lors de la répression, une constatation émerge. Malgré le cauchemar de la répression des 3 et 4 mai 2006, les obstacles à surmonter, et le fait que la majorité des femmes aient décidé de ne pas maintenir leur plainte, l'État mexicain n'a pas su freiner une petite bande de onze combattantes que sont les femmes et étudiantes affiliées à *La Otra Campaña* et les quelques militantes du FPDT qui persévèrent jusqu'à aujourd'hui pour dénoncer

¹³⁹ [Traduction libre] : « Après que soit venue la répression, c'était plus difficile d'organiser les gens. Les gens sont demeurés paralysés avec la peur que ce moment représentait. (...) Deux années après, les gens commencent à sortir. » Entrevue avec Trinidad Del Valle, à Mexico, mardi 17 juin 2008.

¹⁴⁰ [Traduction libre] : « C'est que l'une est une mère, une autre est une sœur, une autre est une fille. » Entrevue avec Trinidad Del Valle, à Mexico, mardi 17 juin 2008.

¹⁴¹ [Traduction libre] : « Visiblement, je crois que nous sommes plus de femmes. Oui, parce que nous sommes celles qui se mobilisent quotidiennement. Une commission se donne ici, une autre a lieu par là. Nous tentons de couvrir tous les événements auxquels on nous invite. Pour nous, c'est important parce que c'est là que nous rencontrons l'espace pour dénoncer. » Entrevue avec Trinidad Del Valle, *Ibid.*

l'ignominie de l'État mexicain. «No podíamos guardar el silencio. Es ser incongruentes con lo que estamos pensando, con lo que estamos haciendo.¹⁴² »

Pour Hernandez Castillo, il va sans dire que malgré l'impact de la peur sur la désarticulation de la résistance sociale, les femmes d'Atenco et celles qui se solidarisent avec leur mouvement continueront de lutter pour leurs droits en tant que femmes et pour la défense de leur communauté: «Sus denuncias ante los organismos de derechos humanos son un contradiscurso que se propone romper el silencio del terror¹⁴³ ». Ce sera donc une histoire à suivre...

¹⁴² [Traduction libre] : « Nous ne pouvions pas garder le silence. Ce serait être incompatible avec ce que nous pensons, avec ce que nous sommes en train de faire. » Entrevue avec Mariana Selva, à Mexico, le 18 juin 2008.

¹⁴³ [Traduction libre] : « Leurs dénonciations face aux organismes de droits humains sont un contre-discours qui se propose de rompre avec le silence de la terreur. » Aida Hernandez Castillo, « Violencia de Estado, violencia de género en Atenco », *Memoria*, p.8.



Figure 3.1 Conférence de presse du Centre Prodh avec Édith Rosalez (dénonciatrice), Jacqueline Saenz (avocate), Luis Arriaga (directeur général) et Barbara Italia (dénonciatrice) 29 avril 2008 Photo Marie-Ève Filleau 2008



Figure 3.2 Norma Jiménez et Mariana Selva, Conférence de presse du Centre Prodh, 29 avril 2008 Photo Marie-Ève Filleau 2008



Figure 3.3 Magdalena Garcia Duran, ex-prisonnière politique, libérée grâce à Amnistie Internationale, Mexico
Photo Marie-Ève Fiteau, 2008

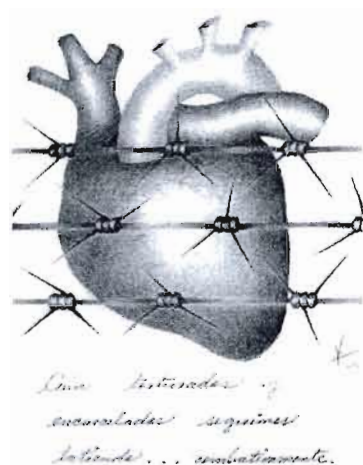


Figure 3.4 dessin Norma Jiménez
"Même torturés et emprisonnés nous continuons à nous battre.... avec ferveur"

CONCLUSION

Les promesses et espoirs de démocratisation annoncés par le gouvernement du PAN se sont traduits, pour le Mexique, en un renouvellement de l'autoritarisme et de la terreur. Voilà pourquoi l'opération policière lancée contre San Salvador Atenco, les 3 et 4 mai 2006, fut une répression paradigmatique dans l'histoire contemporaine mexicaine, pour les mouvements sociaux qui, tout comme le FPDT, luttent pour la défense de la terre et contre l'avancée du capital sur leur territoire, et pour les femmes qui militent ouvertement au sein de ces mouvements et soutiennent un développement plus juste de leur communauté.

La démesure de la brutalité policière et de la force employée lors de l'opération portent à croire que le conflit avec les fleuristes de Texcoco fut un prétexte utilisé par les autorités politiques pour porter un coup exemplaire contre le FPDT ainsi que *La Otra Campaña*, alors présente dans la région. Nous avons vu que, depuis 2001, le FPDT est devenu un véritable symbole de résistance. Son triomphe devant les décrets d'expropriation pour le projet d'aéroport international, décidé de manière arbitraire et méprisante par le gouvernement Fox, fut une expérience qui permit au FPDT de s'élever en tant qu'acteur politique régional. À la veille des élections présidentielles, alors que les images de la répression furent sélectionnées pour défendre le bien-fondé de l'intervention et largement diffusées sur les grandes chaînes de télévisions mexicaines, le message envoyé est clair: désormais, devant la contestation sociale, l'État emploiera les grands moyens.

Ces grands moyens, quels sont-ils? D'abord, le recours à des mécanismes apparentés à la lutte contre-insurrectionnelle : les peines spectaculaires contre les principaux dirigeants, les détentions massives illégales, l'emploi généralisé de la torture physique et des vexations psychologiques au cours du transport des détenus, l'usage de la propagande pour criminaliser la population (*irracionales, macheteros, delincuentes*), et la recherche sélective des opposants politiques furent les actions illégitimes privilégiées par l'État pour mener à bien son projet de déstabilisation et fragilisation du FPDT dans la région.

Mais l'État mexicain est allé plus loin encore. En administrant systématiquement des tortures sexuelles à l'ensemble des femmes arrêtées, cette opération est devenue un cas emblématique de sexualisation de la torture. Nous avons vu avec les travaux d'Adela Cedillo, Hernández Castillo, Mercedes Olivera, Lucía Rayas et Ximena Bunster-Burotto, que l'utilisation des violences sexuelles contre les femmes désignées comme opposantes politiques n'est pas un phénomène nouveau. Les méthodes pour briser la personnalité et affecter la dignité des femmes par la violence sexuelle physique et verbale, ont été largement raffinées par les régimes totalitaires d'Amérique latine et au cours de la Guerre Sale au Mexique. Cependant, que ces techniques se soient exercées contre les femmes alors que le régime du PAN a multiplié plus que tout autre gouvernement les engagements en matière de lutte contre la discrimination de genre, tant au niveau national qu'international, est assez paradoxal. C'est ce qui donne une signification nouvelle à la répression politique. Si la venue du PAN annonçait un plus grand respect des droits humains, des améliorations en matière de lutte contre la violence envers les femmes, et une conduite policière basée sur des principes, San Salvador Atenco démontre qu'aucune éthique ne tient quand il s'agit de faire taire la protestation sociale.

Comme le remarquaient également Hernández Castillo, Lydia Cacho et Cristina Oehmichen, la répression tout azimuts, contre des femmes dans leurs foyers ou arrêtées dans la rue alors qu'elles vendaient leurs produits, et contre les membres du FPDT, nous dévoile un État patriarcal qui continue à considérer les femmes comme un butin de guerre. Mais plus encore, en créant un climat de peur et de terreur, par la soumission des femmes à la torture sexuelle, des femmes pour la plupart engagées dans une cause sociale et politique, l'État compte leur rappeler la place et le rôle que leur assigne le système patriarcal.

Mais la stratégie de guerre anti-subversive ne s'est pas limitée à la torture sexuelle. Au lendemain de la répression, les obstacles rencontrés dans le monde politique et judiciaire par les femmes victimes de violence nous montrent un État qui n'a pas su se débarrasser des préjugés sexistes qui teintent toujours le discours et les interventions de ses instances. En soumettant les femmes à cette violence structurelle, le discours condescendant des autorités politiques et judiciaires, tant au niveau fédéral et de l'État de Mexico, a eu pour effet de victimiser les femmes à nouveau en discréditant leur parole, en les culpabilisant d'avoir été violées, et en décriminalisant les délits réalisés par les policiers fautifs. Un système qui permet à l'impunité de régner au détriment d'une véritable lutte contre la violence envers les femmes. L'État mexicain, en violant ses propres lois et conventions, légitime et institutionnalise la violence contre les femmes.

Autrement dit, la misogynie exprimée par les fonctionnaires du monde politique et judiciaire envers les plaignantes s'inscrit en continuité avec la politique terroriste lancée contre le FPDT qui mena à un usage à outrance de la torture sexuelle. Ces deux dimensions de la violence exercée envers les femmes d'Atenco correspondent en fait à une politique de terrorisme sexuel menée contre les femmes militantes et leur mouvement dans le but de mieux les

assujettir. Face au problème que constituait la forte mobilisation de l'opposition politique, dans la région de San Salvador Atenco, l'État mexicain a jugé plus efficace de mener une répression directe et ponctuelle, qui générerait la peur et le chaos, pour ensuite laisser délibérément traîner les choses devant les tribunaux sachant que ces derniers étaient structurellement biaisés. Ce fut la stratégie préconisée par l'État mexicain afin de boucler ainsi le cycle de la démobilisation.

Si San Salvador Atenco est la manifestation la plus saillante de l'exploitation du terrorisme sexuel par l'État mexicain, d'autres cas survenus au cours du *sexenio* Fox, et sous le régime de Calderón, nous révèlent que cette pratique s'est probablement convertie en un *modus operandi* contre les femmes militantes. À Oaxaca, au cours de l'insurrection de 2006, plusieurs organisations ont rapporté le recours à des tortures sexuelles par les forces policières incluant le viol, l'obligation de se dénuder et le rasage des cheveux pour certaines femmes indigènes¹. Dans cette région, jusqu'à aujourd'hui, la violence contre les militantes peut même entraîner la mort. Comme en témoignent les meurtres crapuleux de Felicitas Martínez et Theresa Bautista, animatrices pour *Radio Copala*² et le mystérieux assassinat de Marcella Sali Grace, activiste politique américaine, retrouvée violée et assassinée le 15 septembre 2008³.

¹ Cristina Oehmichen, *loc. cit.*, p.12.

² Tel que mentionné dans le chapitre I, dans la section portant sur la sexualisation de la torture.

³ Marcella Sali Grace collaborait avec le média *Indymedia Arizona* par l'envoi de reportages et de photos. Elle militait à Oaxaca au sein d'organisations locales et contre le gouverneur Ulises Ruiz. Bien qu'un ami ait été identifié comme le présumé meurtrier, plusieurs groupes locaux réclament une enquête plus approfondie de cette affaire, dû au contexte de répression qui sévit contre les journalistes et les défenseurs des droits humains. Parmi ceux-ci : *Encuentro de Mujeres Oaxaqueñas*, *Colectivo Mujer Nueva*, *Consejo Indígena Popular de Oaxaca Ricardo Flores Magon*, *Colectivo Todos y Todas Somos Presos y Presas*. Tiré de Kristin Bricker, « Hasta siempre Sally Grace : une autre activiste des E-U assassinée », *The NarcoNews Media*, en ligne, <http://www.narconews.com/issues54/article.fr3201.html>. Consultée le 3 janvier 2009.

Les persécutions contre Lydia Cacho, journaliste et défenseuse des droits de la femme, exposent aussi, comme l'avance Oehmichen, l'existence « d'une stratégie concertée d'agression sexuelle fondamentale dans le déroulement de l'opération policière et militaire⁴. » Plusieurs parallèles troublants entre son histoire et celle des femmes d'Atenco peuvent d'ailleurs être esquissés. Les attouchements sexuels et la violence psychologique vécue au cours de son transfert de Quintana Roo vers Puebla suite à une arrestation arbitraire, la planification de son viol en prison⁵, la propagande exercée contre elle par certains journaux qui la qualifièrent de délinquante, les procès frauduleux et l'attitude méprisante et discriminatoire de la FEVIM, furent des moyens employés par les autorités politiques pour la forcer au silence⁶.

À Ciudad Juárez, les militantes de l'organisation *Nuestras Hijas de Regreso a Casa* (nos filles de retour à la maison) font également face à une attitude discriminatoire de la part des autorités judiciaires et politiques. Les militantes de cette organisation ont récemment été accusées d'entacher l'image de la ville en dénonçant la poursuite des féminicides alors que le discours gouvernemental officiel prétend le contraire⁷. Les militantes et fondatrices de cette organisation, Marisela Ortiz Rivera et María Luisa García, dont les filles ont été cruellement violées et assassinées, ont par ailleurs reçu des menaces de mort pour avoir menées des dénonciations auprès du Parlement européen et

⁴ Cristina Oehmichen, *loc. cit.*, p.12. (Manuscrit à paraître)

⁵ Un appel téléphonique largement médiatisé entre Camel Nacif, un magnat du textile impliqué dans le réseau de pédophilie et le gouverneur de Puebla, Mario Marín, dévoilait qu'une entente avait été prise entre eux pour planifier le viol de Lydia Cacho au cours de sa détention.

⁶ Persécutions exposées dans son livre : Lydia Cacho, *Memorias de una infamia*, Ed. Gribaljo, 2007.

⁷ Mariana Berlanga, « Las mujeres y el derecho a la vida », *Examen*, 158 (2008), p.73.

participer à deux documentaires sur les féminicides de Ciudad Juárez, en 2008⁸. L'impunité dont jouissent les responsables de ces meurtres, le manque de protection accordé aux mères militantes et le discrédit porté à leur lutte sont aussi des formes de violence structurelle qui visent à mener une guerre d'usure contre ces femmes afin qu'elles abandonnent leurs actions politiques.

Cette violence exercée contre les femmes militantes n'est pas unique au Mexique. En Colombie, Olga Marina Vergara en est la triste illustration. Cette leader pacifiste et féministe militait contre le recrutement des jeunes dans des groupes armés illégaux pour l'ONG *Ruta Pacífica de Mujeres*. Le 24 septembre 2008, elle fut brutalement assassinée dans sa maison de Medellin ainsi que son fils, sa belle-fille et son petit-fils de cinq ans⁹. Paradoxalement, l'ONG pour laquelle elle œuvrait venait tout juste de lancer le livre *Les violences envers les femmes dans une société en guerre*. Au Brésil, comme le remarque Theresa Caldeira, malgré un processus de démocratisation qui a signifié plusieurs avancées pour les femmes brésiliennes, notamment par la création du Council on the Rights of Women : « Brazilian society continues to be plagued by violence, human rights abuses, and the deligitimation of the justice system, all which affect the situation of women¹⁰. »

Mais si les femmes militantes se sont transformées en une cible fondamentale de la violence d'État au Mexique, est-ce parce qu'elles constituent une force de changement politique que le régime du PAN appréhende? Quelle a

⁸ De la redacción, « Más amenazas a activistas de Nuestras Hijas de Regreso a Casa », *CimacNoticias*, en ligne, <http://www.cimacnoticias.com/site/08111104-Mas-amenazas-a-acti.35578.0.html>. Page consultée le 3 janvier 2009.

⁹ AFP, « Militante abattue », *Le Devoir*, en ligne. <http://www.ledevoir.com/2008/09/27/207868.html>. Page consultée le 3 janvier 2009.

¹⁰ Theresa P. R. Caldeira, *op.cit.*, p.76.

été et quelle est la véritable place des femmes mexicaines dans les mouvements sociaux? Est-ce leur influence politique que l'État tente de faire taire? Pourquoi l'État se sent-il menacé par la force collective des femmes?

Les recherches de Lynn Stephen¹¹, Mercedes Olivera et Aida Hernández Castillo, qui ont toutes trois étudié l'activisme des femmes mexicaines, semblent dire que les femmes ont toujours joué un rôle important dans les luttes agraires et dans la défense des intérêts communautaires. Il semblerait même que ce soit par leur implication au sein des organisations et mouvements populaires que les femmes soient devenues des actrices déterminantes de l'ouverture démocratique mexicaine, comme l'affirme la politologue Victoria E. Rodriguez. Elle écrit:

« Despite the dramatic underrepresentation of women in high-level appointed and elected positions, the quickening political participation and increased visibility of women in other arenas has enabled them to play a critical role. Women have become increasingly influential in the policymaking process through their activism in non governmental organizations and social movements at both the local and the national level¹². »

Si la vaste expérience d'activisme des femmes mexicaines est ce à quoi l'État cherche à s'attaquer, la détermination de ces femmes, leur capacité à questionner l'organisation sociale et ses modèles stéréotypés, leur sens de l'organisation et leur courage sont les outils qu'elles possèdent pour contrecarrer ses visées terroristes. Des femmes du Chiapas, Mercedes Olivera observait:

« La situation extrêmement dure que nous subissons, nous les femmes du Chiapas, ne nous a pas réduites à l'état de victime; les changements dans les consciences, dans la participation et dans l'organisation ont été significatifs,

¹¹ Lynn Stephen, « Rural Women's Grassroots Activism 1980-2000: Reframing the Nation from Below ». *Sex in Revolution. Gender, Policies and Power in Modern Mexico*, sous la direction de Jocelyn Olcott, Mary Kay Vaughan et Gabriela Cano, London, Duke University Press, 2006, p. 241-260

¹² Victoria E. Rodriguez, *Women in Contemporary Mexican Politics*, Austin, University of Texas Press, 2003, p.4.

surtout à partir de 1994. De la tristesse et de la peur provoquées par la contre-insurrection, beaucoup de femmes ont tiré une créativité, une force et un courage nouveaux, comme l'ont montré les femmes zapatistes, en parvenant à empêcher l'entrée de l'armée dans leurs communautés¹³. »

De la même manière, le courage et la persévérance des femmes d'Atenco qui, contre vents et marées, maintiennent leurs plaintes marquent sans aucun doute le caractère nouveau de ces événements. Si autrefois, la violence exercée envers les femmes était cachée et peu documentée, les sacrifices de ces femmes permettent aujourd'hui de rendre visible la manière dont le corps de femmes peut faire l'objet d'agression de la part de l'État. Impression que partage Cristina Oehmichen : « Yo creo que sí han cambiado las cosas. En términos de que las mujeres tienen un mayor protagonismo, no nada más como participes de los movimientos sociales sino como actores sociales con voz¹⁴. »

Depuis que sont survenus les événements, plusieurs actions ont effectivement été entreprises par les femmes d'Atenco et leurs camarades solidaires, signe que l'ouverture démocratique a permis l'émergence d'une société civile éclairée à laquelle les femmes participent activement. En sont la preuve les diverses manifestations pour dénoncer les tortures sexuelles, les dénonciations et le travail avec les organisations de défense des droits humains, la création du Forum Itinérant *Mujeres, Violencia e Impunidad*, réunissant des militantes, chercheuses et étudiantes, la mobilisation autour du spectacle *Mujeres Sin Miedo, Todas somos Atenco*, l'usage de *u-tube* pour diffuser globalement le témoignages des femmes et l'existence d'une presse alternative, comme *CIMAC Noticias*, qui dénonce sur le web les abus infligés aux femmes.

¹³ Mercedes Olivera, « Le mouvement des femmes du Chiapas et sa lutte contre le néolibéralisme. », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 24, No.2, p. 136.

¹⁴ [Traduction libre] « Je crois que oui, les choses ont changé. En termes d'un plus grand protagonisme des femmes, pas seulement comme participantes dans les mouvements sociaux mais aussi comme actrices sociales avec une voix. » Entrevue avec Cristina Oehmichen, à Mexico, 16 mai 2008.

Les femmes d'Atenco et toutes les femmes solidaires qui gravitent autour d'elles nous prouvent que les femmes mexicaines ont bel et bien la capacité de créer de nouveaux espaces politiques pour faire entendre la voix des femmes opprimées. Par le dynamisme de leur lutte et leur sens de la solidarité, nous souhaitons qu'elles se fassent entendre afin de guider le Mexique vers une véritable consolidation démocratique, démontrant ainsi que les stratégies terroristes de l'État mexicain sont vaines et inefficaces.



Figure 3.5 Affiche pour la libération des prisonnières de Atenco sur le Zocalo à Mexico par Norma Jiménez Photo de Marie-Ève Filleau 2008

BIBLIOGRAPHIE

Alcalaya, Cristina. *Atenco, el peso del poder y el contrapeso de la resistencia civil, Mexico*, Mexico: Miguel Angel Porrúa, 2002, 138p.

Alcantara, Liliana et Natalia Gomez, «Viven mexicanas en violencia extrema: ONU», *El Universal*, jeudi 30 juin 2005.

Alonso, Jorge. « Atenco: Machetes challenge Neoliberalism ». *Revista Envio*, no. 253. En ligne. <http://www.envio.org.ni/articulo/1599>. Consulté le 5 août 2008.

Ballinas, Victor. « Documenta el Centro Pro abuso sexual en contra de una habitante de Atenco », *La Jornada* (Mexico), 8 mai 2008.

Bejarano, Cynthia. 2003. « Las Super Madres de Latino America: Transforming Motherhood and houseskirts by challenging violence in Juarez, Mexico, Argentina and El Salvador », Chap. in *Violence and the body : Race, gender, and the State*, p. 404-428. Bloomington: Indiana University Press.

Bellinghausen, Hermann et Erika Duarte. « Las tropas del ejército zapatiste se declaran en alerta roja : Marcos ». *La Jornada* (Mexico), 4 mai 2006.

Berlanga, Mariana. « Las mujeres y el derecho a la vida », *Examen*, numéro 158, avril 2008, p. 72-73

Blackwell, Maylei. « Weaving in the Spaces », in *Dissident Women: Gender and Cultural Politics in Chiapas*, sous la dir. de Aida Hernandez Castillo, Lynn M. Stephen et Shannon Speed, p. 115-154. Austin: University of Texas Press, 2006.

Buster-Burotto, Ximena. « Surviving Beyond Fear: Women and Torture in Latin America », in *Women and Change in Latin America*, sous la dir. de June Nash et Helen Safa, p.297-325. Massachusetts : Bergin and Garvey Publishers inc., 1986.

Cacho, Lydia. « La violencia de Estado contra las mujeres ». *La Jornada* (Mexico). En ligne (2006). <http://www.jornada.unam.mx/2006/05/18/022alpol.php>. Consulté le 29 janvier 2007.

Caldeira, P. R., Theresa. « Justice and Individual Rights: Challenges for Women's Movements and Democratization in Brazil ». In *Women and Democracy: Latin America and Eastern and Central Europe*, dir. Jane S. Jaquette et Sharon L. Wolchik, p. 75-103. Baltimore: The John Hopkins University Press. 1998.

Card, Claudia. « Rape as a terrorist institution ». In *Violence, Terrorism, and Justice*, éd. R.G. Frey and Christopher W. Morris, p. 296-319. Boston: Cambridge University Press. 1991.

Castillo Garcia, Gustavo. « Villicaña me dijo que no había mujeres presas: Pérez Duarte », *La Jornada*, 12 mai 2006.

Ceceña, Ana Ester. « Mexique 2006 : entre la promesse et la tragédie ». *RISAL: Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*. En ligne. <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1949>. Consulté le 8 juillet 2008.

Cedillo, Adela « Las mujeres ante el terror estatal en la época de la revuelta », *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*, Mexico, 22 mai 2008.

Centre de Droits Humains Miguel Agustín Pro Juárez, Balance *del caso Atenco 2008, 2 anos de impunidad*, 21 p.

Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Violencia de Estado contra mujeres privadas de libertad en Mexico, Informe alternativo al CEDAW*. Mexico, 29 p. 2007.

Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Violencia de estado contra mujeres en Mexico, El caso san Salvador Atenco, Rapport au CAT*, Mexico, 33 p. 2006.

Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez, A.C. *Atenco : Estado de derecho a la medida. Informe de observacion del 3 al 10 de mayo*. Mexico, 41 p. 2006.

Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez. « A general human rights assessment, 2000-2006 » *Focus*, bulletin 27, 2006.

Comisión Civil Internacional de Observación por los Derechos Humanos. *Informe de la situación de los derechos humanos en Chiapas, Oaxaca y Atenco*. VI visita. Barcelone, 216 p. 2008.

Conférence « Riesgos de la participación militar en tarea de seguridad pública », *Foro Mujeres, violencia, e impunidad*, Mexico, 24 avril 2008.

Descarries, Francine. « Le projet féministe à l'aube du XXI^e siècle: un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens », In *Cahiers de Recherche Sociologique*, no. 30. 1998.

Dutermé, Bernard, « Dix ans de rébellion zapatiste au Chiapas ». *Le Monde diplomatique* (Paris), Janvier 2004, p.14-15

Dworkin, Andrea. « Terror, Torture and Resistance ». *Les cahiers de la Femme*, vol. 12, no.1. En ligne. (automne 1991).

<http://www.nostatusquo.com/ACLU/dworkin/TerrorTortureandResistance.html>. Consulté le 16 avril 2008.

Espinosa, Gisela, « Participación social y acción ciudadana de las mujeres del movimiento Urbano Popular en el Valle de México », in *Las mujeres en América del norte al fin del milenio*, Vereá, Monica et Graciela Hierro (coords.), p. 175-189, Mexico D.F.: UNAM, 1998.

Gallardo Rodríguez, José Francisco. « Ejército y sociedad en México, Reforma de las fuerzas armadas », Thèse doctorale en administration publique, Mexico D.F.: UNAM, 2007, 647p.

Hanmer, Jalna, et Mary Maynard. « Introduction : Violence and Gender Stratification ». Chap in. *Women, Violence and Social Control*, p.1-12. Atlantic Highlands: Humanities Press international, 1987.

Hernández Castillo, Aida. « Gendered Violence and Neocolonialism: Indigenous Women Confronting Counterinsurgency ». *Latin American Perspectives*. No. 35, p. 151-154, 2008.

Hernández Castillo, Aida. « Violencia de Estado, violencia de género en Atenco », *Memoria: revista mensual de política y cultura*,. En ligne. No. 208 (2006) <http://memoria.com.mx/node/815>. Consulté le 7 février 2007.

Hernández Castillo, Aída. « La guerra sucia contra las mujeres ». *Ojarasca*. En ligne. No.121, (2006). <http://www.lajornada.unam.mx/2007/05/21/oja121-guerrasucia.html> Consulté le 4 septembre 2007.

Hernández Castillo, Aída. « La voix des femmes dans le conflit du Chiapas : Nouveaux espaces d'organisation et nouvelles revendications de genre ». in *Adaptation, violence et révolte au Mexique*, sous la dir. de Annamaria Lammel et Jesus Ruvalcaba Mercado, p.331-350. Paris, L'Harmattan, Recherches Amériques latines, 2002.

Hernández Castillo, Aída (ed.) *La otra palabra: Mujeres y violencia en Chiapas, antes y después de Acteal*. Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Anthropología Social, San Cristobal de las Casas, 1998.

Hernandez Navarro, Luis. «Atenco: les descendientes de Nezahualcóyotl ». *La Jornada* (Mexico), mardi 29 avril 2008.

Human Rights Watch. *La ambiciosa agenda de Fox en DD. HH. no logró sus objetivos principales*. En ligne. <http://hrw.org/spanish/docs/2006/05/17/mexico/3386.htm>. Consulté le 9 juillet 2008.

Human Rights Watch. *México: Continúa la impunidad de los delitos del pasado*. En ligne. <http://www.hrw.org/spanish/docs/2006/05/17/mexico/3386.htm>. Consulté le 9 juillet 2008.

Institut National de Statistique et de Géographie. En ligne, <http://cuentame.inegi.org.mx/poblacion/habitantes.aspx?tema=P>. Consulté le 5 août 2008.

Jane S., Jaquette et Sharon L.Wolchik. « Women and Democratization in Latin America and Central and Eastern Europe », in *Women and democracy: Latin America and Eastern and Central Europe*, p. 1-28., Baltimore : The John Hopkins University Press, 1998.

Jouve, Bernard et Felipe de Alba. « Mexico entre flux globaux, transformation politiques et recherche d'une troisième voie ». *Des Flux et des territoires : vers un monde sans États*, p.47-69., Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2006

Joly, Émilie E. «Les élections présidentielles mexicaines: parodie électorale ou tragédie démocratique». *Chroniques des Amériques*. No 26. En ligne.

http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/auteur-oda.php3?id_auteur=555&lang=fr. Consulté le 21 juillet 2008.

Kelly, Liz. « War against women: sexual violence, sexual politics and the militarised State ». In *States of Conflict: Gender, Violence and Resistance*, sous la dir. de Susie Jacobs, Ruth Jacobson et Jennifer Marchbank, p. 45-65. London: Zed Books. 2000.

Kuri Pineda, Edith, « San Salvador Atenco : una respuesta colectiva frente al despojo. », In *VII Congreso Latinoamericano de sociología rural*, Quito, Équateur, 20-24 novembre 2006, 18 p. En ligne : www.alasru.org/inscri/Livro%20resumos%20completored.pdf. Consulté le 20 juillet 2008.

Kuri Pineda, Edith E. « Claves para decodificar un actor colectivo: el caso del movimiento de San Salvador Atenco », *Argumentos*, vol. 19, numéro 051, p. 11-26, 2006.

Lagarde, Marcela. *Los cautiverios de las mujeres : madresposa, monjas, putas, presas y locas*. Mexico : Universidad Nacional Autonoma de Mexico, 1993, 872 p.

Oehmichen, Cristina. 2008. « Corps et terreur : nouvelles formes de violences d'État au Mexique », à paraître.

Olivares, Emir et Gustavo Castillo. « Imputan a policia mas abusos contra detenidas ». *La Jornada* (Mexico), 14 mai 2006.

Olivera, Mercedes B. « Le mouvement indépendant des femmes du Chiapas », *Nouvelles Questions Féministes*. Vol. 24, no. 2. 2005.

Palavicini Corona, Gabriela. *Le Mexique: l'inéluctable transition vers la démocratie.*, Louvain-la-neuve : Academia-Bruylant, 2001, 416 p.

Preston, Julia et Samuel Dillon, *Opening Mexico*, New-York, Farrar, Straus and Giroux, 2004, 594 p.

Price, Lisa. *Feminist frameworks: Building Theory on Violence Against Women*. Halifax : Fernwood Publishing, 2005, 127 p.

Promedios y Canalseis. *Romper el cerco*. Canal 6 de julio y Promedios, Mexico, juin 2006, durée 47 min.
http://www.salonchigon.com/cinema/otra_canal6atenco.php?city=mx

Radcliffe, Sarah, et Sallie Westwood (éds). « Viva » : *Women and popular protest in Latin America*, Routledge, 1993, 288 p.

Radford Jill. « Policing Male Violence-Policing Women ». In *Women, Violence and Social Control*, sous la dir. de Jalna Hanmer, p. 30-45. Atlantic Highlands : Humanities Press international. 1987.

Ramazanoglu, Caroline. « Sex and Violence in Academic Life or You Can Keep a Good Woman Down », In *Women, Violence and Social Control*, sous la dir. de Jalna Hanmer, p. 61-74. Atlantic Highlands: Humanities Press international. 1987.

Ramirez Cuevas, Jesus et Victor Ballinas, « El Estado, responsable de los hechos de Atenco : Centro Pro », *La Jornada*, 11 mai 2006.

Ramon, Rene; Javier Salinas, Gustavo Castillo, Roberto Gardeno. «Un muerto y decenas de heridos al enfrentarse ejidatarios y policias ». *La Jornada* (Mexico), 4 mai 2006.

Ramonet, Ignaciot. « Marcos marche sur Mexico », *Manières de Voir.Paris*.No.69, juin-juillet, p. 36. (2003).

Rayas, Lucia. « Subyugar a la nación. Cuando el cuerpo femenino es territorio de tortura a manos del estado », *Foro Mujeres, Violencia e Impunidad*, Mexico, 22 mai 2008.

Reporters Sans Frontières. *Cartels de la drogue, prédateurs de la liberté de presse*. En ligne. http://www.rsf.org/article.php3?id_article=21970. Consulté le 8 juillet 2008.

Requena Aguilar, Ana. « Women's link presenta una querrela antre AN por la tortura sufrida por una española en México ». *Elmercuriodigital*, 25 janvier 2008.

Rioux, Claude. « Le Sous-commandant Marcos dénonce les crimes de la classe politique mexicaine ». *RISAL : Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*. En ligne. <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1832>. Consulté le 8 juillet 2008.

Rodriguez, Victoria E. *Women in contemporary mexican politics*, Austin, University of Texas Press, 2003. p. 3-136.

Salinas Beristain, Laura, « La "proteccion" de las mujeres en las normas legales mexicana », in *Las mujeres en américa del norte al fin del milenio*, Vereia, Monica et Graciela Hierro (coords.), Mexico D.F.: UNAM, p. 191-216. 1998.

Salinas, Javier. « Golpizas a Ignacio del Valle y tras 40 personas ». *La Jornada* (Mexico), 4 mai 2006.

Sheffield, Carole J. « Sexual Terrorism: The Social Control of Women. », In *Analyzing Gender: A Handbook of Social Science Research*, p. 171-89, Newbury Park : Sage Publications, 1987.

Sotelo Marban, José. *Barricada de mi pueblo, Oaxaca : insurgencia civil y terrorismo de estado (version préliminaire)*, 262 p, 2006.

Stephen, Lynn. « Rural women's grassroots activism 1980-2000: Reframing the Nation from below ». In *Sex in revolution, Gender, politics, and Power in modern Mexico*, sous la dir. de Jocelynn Olcott, Mary Kay Vaughan et Gabriela Cano, p. 241-260. London : Duke University Press. 2006.

Torres Falcon, Marta. « Violencia contra las mujeres y derechos humanos : aspectos teoricos y juridicos », Chap. in *Violencia contra las mujeres en contextos urbanos y rurales*. p.307-334, Mexico : El Colegio de Mexico. 2004.

Velez Bautista, Graciela. « Genero y ciudadania. Las mujeres en el proceso de construccion de la ciudadania ». *Espacios publicos*, vol. 9, número 017, p. 376-390. 2006.

Villamil Uriarte, Raul, et Roberto Manero Brito, « Notas sobre violencia, tortura, terrorismo de estado y erotismo », *El Cotidiano*, vol. 27, número 143 (2007), Azcapotzalco : Universidad Autonoma Metropolitana, p. 18-25.



Figure 3.6 Murale du Centre culturel de San salvador Atenco illustrant la conquête espagnole Photo Marie-Ève Filleau

ANNEXE 1 : Carte de l'État de Mexico



ANNEXE 2 : ENTREVUES RÉALISÉES À MEXICO

Ricardo Loewe, directeur et médecin pour le Comité contre la torture et l'impunité, à Mexico, le 14 mai 2008, 107 min.

Enrique Gonzalez Ruiz, coordonnateur du programme pour les droits humains de l'université Autonome de la Ville de Mexico, à Mexico, le 27 mai 2008, 34 min.

Cristina Oehmichen, anthropologue et professeure à l'UNAM, à Mexico, le 16 mai 2008, 30 min.

Magdalena Garcia Duran, militante mazahua et ex-prisonnière de conscience, à Mexico, le 28 mai 2008, 19 min.

Trinidad Del Valle, dirigeante du FPDT, à Mexico, le 17 juin 2008, 51 min.

Jacqueline Saenz, avocate pour le Centre PRODH, le 17 juin 2008, 22 min.

Norma Jiménez, étudiante et ex-prisonnière politique, à Mexico, le 18 juin 2008, 54 min.

Mariana Selva, étudiante et ex-prisonnière politique, à Mexico, le 18 juin 2008, 47 min.